
Un manuel de formation théorique au marxisme-léninisme destiné aux communistes en France pour l'édification d'un parti authentiquement communiste.

MANUEL DE FORMATION AU MARXISME- LÉNINISME

SOMMAIRE :

PRÉSENTATION (p. 3)

INTRODUCTION (p. 4)

I- Le système philosophique du marxisme (p. 5)

1. Le matérialisme
2. La méthode dialectique
3. Considérer le marxisme comme une science

II- Le matérialisme historique (p. 10)

1. La théorie de la lutte des classes
2. Mode de production et rapports de production
3. Comment le monde change

III- La loi de la valeur (p. 15)

1. La valeur d'usage
2. Propriété et travail
3. La valeur d'échange
4. Prix et plus-value
5. L'argent
6. Portée historique

IV- Le système bourgeois (p. 24)

1. Le capitalisme
2. La révolution bourgeoise
3. La «démocratie» bourgeoise, dictature de la bourgeoisie
4. L'idéologie des droits de l'homme
5. Les classes sociales sous le capitalisme

V- Les contradictions du capitalisme (p. 35)

1. Les crises
2. La baisse tendancielle du taux de profit
3. Le stade impérialiste

VI- Comprendre le jeu politique (p. 42)

1. Idéologies et intérêts de classe
2. Conscience de classe et parti
3. L'idéologie dominante
4. La question nationale

VII- La théorie du socialisme (p. 53)

1. Le passage du capitalisme au socialisme
2. Le socialisme dans un seul pays
3. Les deux phases de la société communiste

VIII- Comment faire la révolution (p. 58)

1. Conditions objectives et subjectives
2. La situation actuelle en France et dans le monde
3. Le rôle des communistes et le travail de parti

IX- L'expérience soviétique (p. 65)

1. La révolution d'Octobre en 1917
2. L'URSS de Staline
3. La victoire du révisionnisme en 1956

CONCLUSION (p. 82)

PRÉSENTATION

Le présent ouvrage a pour but la formation à la théorie marxiste-léniniste, d'une part, aux méthodes pratiques de construction d'un parti d'autre part. Cet ouvrage s'adresse tout d'abord à la jeunesse communiste en France qui souhaite participer activement à l'édification d'un nouveau parti, sur des bases réellement marxistes-léninistes. En France, comme dans beaucoup de pays impérialistes, la domination sans partage de déformations du marxisme ont bloqué pendant des décennies la possibilité de créer ici même un authentique parti sur le modèle du parti bolchevique de Lénine. Lénine expliquait que *l'impérialisme a promu une poignée de nations avancées richissimes qui pillent le monde entier, et par là même a permis à la bourgeoisie de ces pays d'acheter avec son sur-profit de monopole (l'impérialisme, c'est le capitalisme monopoliste) leur aristocratie ouvrière*. La classe moyenne de manière générale, est à notre époque pur produit de l'impérialisme. A l'âge d'or de l'impérialisme, cette petite bourgeoisie avait conquis sa société idéale, entretenu par notre bourgeoisie : «acquis sociaux», «état providence», «société de consommation». Dans ces conditions, le marxisme semblait être un artefact de l'histoire, une «erreur», face à la belle «fin de l'histoire», que la chute de l'URSS semblait d'ailleurs prouver. Le marxisme fut oublié, et le peu qui subsiste dans la mémoire collective sont des mensonges, des prétendus «millions de morts», des prétendus «échecs». Ainsi la bourgeoisie a écrit l'histoire qui l'arrangeait. Même dans les partis dits «communistes», la théorie de Marx a été falsifiée pour justifier des arrangements, des trahisons et des capitulation devant l'embourgeoisement du peuple. Mais la crise économique a repris ses droits, avec son lot de violence et de misère qui se rappelle à tous. Ce n'est pas seulement la crise, mais aussi la fin pour nos pays impérialistes de ce âge d'or, qui n'existait qu'à la condition que nos pays aient d'autres peuples à saigner. Avec l'émergence de la Chine, de l'Inde, etc. cet âge d'or touche à sa fin. Ces deux fossoyeurs de notre «fin de l'histoire», la crise, et les impérialismes asiatiques, réveillent ce «spectre qui hante l'Europe», le spectre du marxisme. Notre ère à nous, marxistes, ne fait que commencer. Le prolétariat reprend peu à peu des couleurs grâce au déclassément inéluctable de pans entiers de classe moyenne. S'en est fini du «rêve américain». Ici comme ailleurs, le réveil est douloureux. La fin d'un monde, le début d'un autre monde. Mais que faire ? Le marxisme répond à cette question. D'autres sont passés avant nous, et nous ont légué leur expérience, leurs idées, leur vision du monde. Ce ne sont pas juste de vieux textes d'une époque passée. Si nous savons regarder avec un œil neuf ces travaux de Marx, de Lénine, et d'autres, nous y trouveront une théorie encore pleine de vie, *un guide pour l'action* et non des dogmes, selon la formule de Lénine. Comme à l'époque de Lénine, nous aurons à faire face à *la diffusion inouïe des déformations du marxisme*, c'est pourquoi *notre tâche est tout d'abord de rétablir la doctrine de Marx*. Comme Lénine, nous savons que *sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire (...) seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde*. Notre tâche ensuite, sera de construire la force capable de changer radicalement la société. Nous savons que ces forces grandissent chaque jour, car *avant tout, rappelait Marx, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables*. Nous laissons le désespoir aux réformistes qui pleurent la fin d'un monde condamné. Au contraire, le monde qui naît devant nos yeux sera le nôtre. C'est notre histoire que nous allons écrire. En tant que communistes, nous ne sommes pas simplement spectateurs. *Les philosophes*, écrivait Marx, *n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer*. Être communiste, c'est engager sa vie et sa volonté dans un chemin, celui de la révolution socialiste. Voilà le but que nous nous sommes fixés, c'est ce à quoi nous travaillons. Aujourd'hui, personne ne miserait un centime sur notre mouvement. Soyez-en sûrs pourtant, le monde se souviendra de nous encore dans longtemps. Car nous ne vous offrons pas un poste de militant, de cadre, ou de quoi que ce soit, ce que nous vous ouvrons, c'est un destin, notre destin.

Pour devenir aux yeux du public une force politique, écrivait Lénine, il ne suffit pas de coller l'étiquette "avant-garde" sur une théorie et une pratique d'arrière-garde ; il faut travailler beaucoup et avec opiniâtreté à élever notre conscience, notre esprit d'initiative et notre énergie.

En avant camarades !

INTRODUCTION

Le marxisme, c'est avant tout un ensemble de textes et de livres que nous ont légué Marx, Lénine, et bien d'autres. Ces textes bien surs, ne sont pas tous à mettre dans le même sac. Certains concernent des questions fondamentales et philosophiques, c'est à dire la vision du monde scientifique matérialiste du marxisme. De l'autre, de nombreux textes ne font qu'appliquer cette vision du monde à l'époque de leurs auteurs, ce qui fait que les conclusions qu'ils ont tiré à leur époque ne sont pas forcément transposables dans la nôtre. Si donc le matérialisme dialectique reste juste, ce sont certaines de ses conclusions qui sont périssables et doivent être mises à jour à chaque époque nouvelle.

Précisément, ce travail est notre travail théorique. Bien sur, ce travail n'est pas terminé, mais au moment où vous lisez ce manuel, sachez qu'il est déjà bien avancé. Il existe en France des gens qui depuis des années réfléchissent, observent, analysent, synthétisent, produisent des théories, font un retour sur l'histoire des expériences passées, etc. Tout cela, nous allons donc le résumer ici, afin d'en donner un aperçu le plus clair possible. Ce qui ne dispense nullement de la lecture des classiques du marxisme-léninisme. Sans cette formation théorique, nous exposons notre futur parti à un retour du révisionnisme. Il faut donc une base théorique solide, et la compréhension contemporaine du marxisme. Voilà ce à quoi sera consacrée la première partie de ce manuel.

La lecture de ce livre ne requiert pas de connaissances particulières. Nous allons toutefois aborder un certain nombre de concepts importants. Il faudra donc parfois relire, prendre son temps.

Il n'est pas nécessaire de lire ce livre en entier ou dans l'ordre. Chaque partie peut en partie se comprendre toute seule. J'ai néanmoins ordonné les parties de façon logique pour plus de clarté.

Ce manuel a pour vocation de devenir le livre de chevet de tout révolutionnaire communiste conscient.

Enfin, pour des explications plus approfondies sur tous les aspects du marxisme-léninisme, vous pouvez vous rendre sur ces sites internet :

<http://www.proletaire.altervista.org>

<http://www.communisme-bolchevisme.net>

Édition juillet 2017

I- LE SYSTÈME PHILOSOPHIQUE DU MARXISME

« Le marxisme n'est pas seulement la théorie du socialisme ; c'est une conception du monde achevée, un système philosophique, d'où découle naturellement le socialisme prolétarien de Marx. Ce système philosophique porte le nom de matérialisme dialectique.

Aussi, exposer le marxisme, c'est également exposer le matérialisme dialectique.

Pourquoi ce système porte-t-il le nom de matérialisme dialectique ?

Parce que sa méthode est dialectique, et sa théorie matérialiste. » - Staline

1. LE MATÉRIALISME

Par matérialisme, le marxisme n'entend pas du tout la quête perpétuelle d'objets et de confort matériel. Par idéalisme, le marxisme n'entend pas des idéaux de volonté de changer le monde. On peut très bien être «matérialiste» au sens aimer le confort matériel et croire en des divinités, c'est à dire être idéaliste. On peut très bien être «idéaliste» au sens d'avoir des idéaux tout en étant matérialiste sur le plan philosophique, c'est à dire scientifique.

On entend par matérialisme, le système philosophique du marxisme et de la science. Le matérialisme est la théorie qui explique le lien entre matière et idées, en montrant tout d'abord que justement tout est matière :

« Les idées ne sont rien d'autre que les choses matérielles transposées et traduites dans la tête des hommes. » - Karl Marx

Le monde est fait uniquement de matière et de vide. Par conséquent, les idées sont des reflets de la réalité :

« Nous conçûmes à nouveau, d'un point de vue matérialiste, les idées de notre cerveau comme étant les reflets des objets, au lieu de considérer les objets réels comme les reflets de tel ou tel degré de l'Idée absolue. » - Friedrich Engels

Par conséquent, nous devons chercher l'explication du monde, de ses problèmes ainsi que leurs solutions, non dans des idées pré-conçues, mais dans la réalité elle-même :

« Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. » - Karl Marx

La source des idées est donc dans le monde réel. La source de nos représentations, des mots, des religions, des idées, etc. nous devons la chercher non pas dans le ciel ni dans la tête des hommes elle-même (comme si l'être humain pouvait générer des représentations à partir de rien). La source des idées, nous devons la trouver dans le monde extérieur. Le mot «arbre» vient de l'arbre réel, l'idée de voiture vient de la voiture réelle, et même les idées ou choses imaginaires viennent d'un certain assemblage dans la tête des hommes à partir de représentations qui proviennent de la réalité.

Le matérialisme s'oppose à l'idéalisme, qui affirme au contraire que la matière découlerait d'une idée absolue divine qui précéderait et transcenderait le monde (idéalisme objectif) ou de la conscience subjective (idéalisme subjectif).

Le matérialisme et l'idéalisme s'opposaient déjà dans la pensée des premiers philosophes de la Grèce antique (Démocrite matérialiste, Platon et Aristote idéalistes).

La lutte entre le matérialisme et l'idéalisme est elle-même un reflet de la lutte des classes depuis des millénaires, car les concepts idéalistes servent à justifier les intérêts des classes dominantes, même si la classe dominante développe parfois certaines formes de matérialisme.

Le système philosophique du marxisme s'appelle le matérialisme dialectique, voyons donc ce qu'est l'autre partie de cette expression, la dialectique.

2. LA MÉTHODE DIALECTIQUE

On parle de méthode dialectique, par opposition à la métaphysique (cette dernière étant une façon de voir le monde comme étant une chose figée).

La méthode dialectique consiste à reconnaître que le monde est en mouvement permanent, et à comprendre l'origine de ce mouvement.

Si nous voulons comprendre le mouvement du monde, comment il évolue, et pourquoi, alors nous devons chercher à l'intérieur du monde les contradictions qui le traversent. Nous devons trouver à l'intérieur du monde lui-même les causes de son évolution :

« La condition pour connaître tous les processus de l'univers dans leur « auto-mouvement », dans leur développement spontané, dans leur vie vivante, est de les connaître comme unité de contraires. » - Lénine

« L'identité des contraires (leur « unité », dirait-on peut-être plus exactement, bien que la distinction des termes identité et unité ne soit pas ici particulièrement essentielle. En un certain sens, les deux sont justes) est la reconnaissance (la découverte) des tendances contradictoires, s'excluant mutuellement, opposées, dans tous les phénomènes et processus de la nature (dont ceux de l'esprit et de la société). » - Lénine

Le premier point de la méthode dialectique est donc de reconnaître que le monde n'est pas un ensemble de choses séparées les unes des autres mais au contraire un tout uni où chaque chose est en inter-action avec les autres. Et parmi ces inter-actions, la lutte par exemple, des êtres-vivants :

« Le développement est la "lutte" des contraires. » - Lénine

Le deuxième point de la méthode dialectique est donc de comprendre la source du développement et du mouvement du monde, à savoir ses contradictions.

Le troisième point de la méthode dialectique consiste donc à comprendre le mouvement comme destruction de l'état passé des choses, comme apparition et disparition, comme destruction et création :

« Ce qui constitue le mouvement dialectique, c'est la coexistence des deux côtés contradictoires, leur lutte et leur fusion en une catégorie nouvelle. » - Karl Marx

La lutte de deux contraires (thèse et négation, côté positif et côté négatif) aboutit à la suppression de l'un par l'autre, c'est à dire à la négation de la négation.

Enfin, la dialectique insiste sur le fait que les transformations s'opèrent toujours sous la forme du passage de changements qualitatifs en sauts qualitatifs. La réalité nous offre des tas d'exemples (l'eau qui bout à 100°C et se transforme en vapeur, l'élastique qui se casse d'un coup si on l'étire lentement, etc.).

L'évolution n'est donc pas linéaire, mais elle contient des moments lents et longs de changements quantitatifs qui débouchent sur des changements brusques, rapides et brutaux, qualitatifs.

C'est pourquoi le marxisme croit pour passer d'une société à l'autre, non pas à la réforme, mais à la révolution.

Pour résumer :

« *La dialectique envisage les choses et leur reflet mental principalement dans leurs relations réciproques, dans leur enchaînement, dans leur mouvement, dans leur apparition et disparition.* » - Friedrich Engels

« *Ce que Marx et Engels appelaient la méthode dialectique — par opposition à la méthode métaphysique — n'est ni plus ni moins que la méthode scientifique en sociologie, qui considère la société comme un organisme vivant, en perpétuel développement (et non comme quelque chose de mécaniquement lié et permettant ainsi toutes sortes de combinaisons arbitraires des divers éléments sociaux) ; organisme dont l'étude requiert une analyse objective des rapports de production constituant une formation sociale donnée, et une recherche des lois de son fonctionnement et de son développement.* » - Lénine

3. CONSIDÉRER LE MARXISME COMME UNE SCIENCE

Nous considérons le marxisme comme une science, mais qu'est-ce qu'une science ? Du latin *scire*, la science renvoie au savoir, à la connaissance.

Ce que nous appelons la science, n'est autre que *la théorie matérialiste de la connaissance*.

Les deux principales erreurs concernant la théorie de la connaissance sont le dogmatisme (issu de l'idéalisme objectif, qu'on retrouve dans les religions), et l'agnosticisme (issu de l'idéalisme subjectif). Ces deux erreurs consistent à dire que la connaissance du monde serait ou bien absolue (dogmes), ou bien relatives (et donc impossible).

La théorie matérialiste de la connaissance dépasse ces deux erreurs en comprenant que notre connaissance du monde est à la fois absolue et relative. C'est à dire que le relatif est une partie d'absolu.

Un exemple simple est un enfant qui dessine une vache. S'il fait un gribouillis qui ressemble vaguement à une vache, on peut dire que la représentation qu'il a dessinée n'est certes pas 100% juste. Mais aucune représentation de quoi que ce soit n'est 100% juste. La science n'est pas binaire (0% juste ou 100% juste). La science reconnaît qu'entre 0 et 100 il y a une multitude de degrés, et que l'on peut se rapprocher de 100 même si c'est impossible de l'atteindre.

Par exemple un enfant peut faire un dessin qui soit 20% juste ou 30% juste, c'est à dire que sa représentation corresponde en partie à la réalité. Son dessin est vrai et fois à la fois, vrai en partie, faux en partie.

Même un dessin approximatif d'un enfant qui dessine vache contient *une part* de vérité. Cette vérité est donc relative au sens qu'elle n'est pas 100%, mais elle est aussi absolue, au sens où cette *part* de vérité est une partie de ce 100%, une partie d'absolu.

« *La dialectique matérialiste de Marx et d'Engels inclut sans contredit le relativisme, mais ne s'y réduit pas ; c'est-à-dire qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la relativité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité.* » - Lénine

Quel est donc le but de la science ?

Quelque soit le domaine auquel elle s'attache, que ce soit l'astronomie, la biologie, la sociologie, etc. le but de la science est toujours de fournir une représentation du monde de plus en plus juste, qui s'approche sans cesse de la vérité objective.

Nous autres, matérialistes, nous admettons donc la possibilité de connaître la vérité objective.

La démarche scientifique est l'outil qui nous permet de nous approcher de cette connaissance de plus en plus parfaite du monde.

La démarche scientifique est la méthode matérialiste qui permet de confronter la théorie et l'observation du monde.

Précisément, le matérialisme affirme que les idées, c'est à dire toutes nos idées, nos théories ou représentations, sont un certain reflet du monde extérieur. Mais bien évidemment, ce reflet n'est pas parfait, ni complet, il peut même être volontairement déformé. Par conséquent, **le critère de la vérité d'une théorie est l'observation du monde extérieur**. C'est toujours à l'observation qu'il faut se ramener pour savoir ce qui est vrai ou faux.

La démarche scientifique consiste à confronter toute théorie à l'observation du monde extérieur, en passant par exemple par une phase de prédiction (qui n'est pas arbitraire, mais doit s'appuyer sur des connaissances antérieures), ou des phases d'expérience. C'est en dernière instance, la pratique, c'est à dire l'observation du monde extérieur qui tranche la vérité d'une théorie.

« La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité, et la puissance de sa pensée, dans ce monde et pour notre temps. » - Karl Marx

Nous considérons en effet que le monde existe bien, et qu'il n'est pas le produit d'une idée ou de la conscience.

« Le « réalisme naïf » de tout homme sain d'esprit, qui ne sort pas d'une maison d'aliénés ou de l'école des philosophes idéalistes, consiste à admettre l'existence des choses, du milieu, du monde indépendamment de notre sensation, de notre conscience, de notre Moi et de l'homme en général. [...] La conviction « naïve » de l'humanité, le matérialisme la met consciemment à la base de sa théorie de la connaissance. » - Lénine

Les idéalistes objectifs pensent pouvoir la découvrir par la «raison pure» ou par la religion. Les idéalistes subjectifs rejettent toute vérité objective. Les uns se réfugient dans la foi dans de croyances qui ne reposent sur rien de concret, les autres s'enferment dans l'agnosticisme.

La théorie matérialiste de la connaissance dépasse ces deux erreurs de la philosophie en montrant comment on peut, à l'aide de la démarche scientifique, se rapprocher de la vérité objective, c'est à dire d'une représentation du monde de plus en plus juste.

Considérer le marxisme comme une science est le préalable indispensable pour comprendre par exemple *Le Capital* de Marx ou *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine, des travaux scientifiques qui s'appuient sur la démarche scientifique.

La liberté au sens marxiste consiste donc à découvrir et à connaître les lois objectives qui régissent le fonctionnement du monde, et à s'en servir pour ne plus les subir. Cela ne signifie pas les abolir (car on abolit pas les lois scientifiques). Tout au plus nous découvrons des lois absolues (la gravitation par exemple) ou des lois dont le champ d'application historique n'est pas éternel (ainsi, les lois économiques). Et grâce à la connaissance de ces lois, nous transformons le monde à notre avantage.

« Le marxisme conçoit les lois de la science, -- qu'il s'agisse des lois de la nature ou des lois de l'économie politique, -- comme le reflet des processus objectifs qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine.

Ces lois, on peut les découvrir, les connaître, les étudier, en tenir compte dans ses actes, les exploiter dans l'intérêt de la société, mais on ne peut les modifier ou les abolir. A plus forte raison ne peut-on former ou créer de nouvelles lois de la science.

Est-ce à dire, par exemple, que les résultats de l'action des lois de la nature, des forces de la nature sont, en général, inéluctables ; que l'action destructive des forces de la nature se produit toujours et partout avec une spontanéité inexorable, qui ne se prête pas à l'action des hommes ? Évidemment non. Si l'on fait abstraction des processus astronomiques, géologiques et quelques autres analogues, où les hommes, même s'ils connaissent les lois de leur développement, sont véritablement impuissants à agir sur eux ; ils sont en maintes occasions loin d'être impuissants quant à la possibilité d'agir sur les processus de la nature. Dans toutes ces circonstances, les hommes, en apprenant à connaître les lois de la nature, en en tenant compte et en s'appuyant sur elles, en les appliquant avec habileté et en les exploitant, peuvent limiter la sphère de leur action, imprimer aux forces destructives de la nature une autre direction, les faire servir à la société.

Prenons un exemple parmi tant d'autres. Aux temps anciens, on considérait les débordements des grands fleuves, les inondations, la destruction des habitats et des superficies cultivées, comme un fléau contre lequel les hommes étaient impuissants. Mais avec le temps, avec le progrès des connaissances humaines, les hommes ayant appris à construire des barrages et des stations hydrauliques, on a trouvé moyen de détourner de la société les inondations qui paraissaient autrefois inéluctables. Bien plus : on a appris à museler les forces destructives de la nature, à les dompter pour ainsi dire, à faire servir la puissance des eaux à la société et à l'exploiter pour irriguer les champs, pour obtenir l'énergie électrique.

Est-ce à dire que l'on ait par là même aboli les lois de la nature, les lois de la science, que l'on ait créé de nouvelles lois de la nature, de nouvelles lois de la science ? Évidemment non. La vérité est que toute cette opération tendant à prévenir l'action des forces destructives de l'eau et à l'exploiter dans l'intérêt de la société, s'effectue sans que les lois de la science soient le moins du monde violées, changées ou abolies, sans que de nouvelles lois de la science soient créées. Au contraire, toute cette opération se fait sur la base exacte des lois de la nature, des lois de la science, car une violation quelconque des lois de la nature, la moindre atteinte à ces lois amènerait la désorganisation, l'échec de cette opération. » - Staline

Rejeter le dogmatisme ne signifie pas rejeter la connaissance. Précisément la science dépasse l'agnosticisme libéral et le dogmatisme des religieux.

« Le marxisme nous oblige à tenir un compte des plus exacts, objectivement vérifiable, du rapport des classes et des particularités concrètes de chaque moment de l'histoire. Nous autres, bolchéviki, nous nous sommes toujours efforcés de rester fidèles à cette règle, absolument indispensable à toute politique scientifiquement établie.

«Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action », ont toujours dit Marx et Engels, se moquant à juste titre de la méthode qui consiste à apprendre par cœur et à répéter telles quelles des «formules» capables tout au plus d'indiquer les objectifs généraux, nécessairement modifiés par la situation économique et politique concrète à chaque phase particulière de l'histoire. » - Lénine

« Notre doctrine, disait Engels de lui-même et de son célèbre ami, n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Cette formule classique souligne avec force et de façon saisissante cet aspect du marxisme que l'on perd de vue à tout instant. Dès lors, nous faisons du marxisme une chose unilatérale, difforme et morte ; nous le vidons de sa quintessence, nous sapons ses bases théoriques fondamentales – la dialectique, la doctrine de l'évolution historique, multiforme et pleine de contradictions ; nous affaiblissons son lien avec les problèmes pratiques et précis de l'époque, susceptibles de se modifier à chaque nouveau tournant de l'histoire. » - Lénine

II- LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

« La base théorique du socialisme scientifique est la théorie matérialiste de Marx et d'Engels. Du point de vue de cette théorie, le développement de la vie sociale est entièrement déterminé par le développement des forces productives. Si le régime des seigneurs terriens et du servage a été suivi du régime bourgeois, la « faute » en incombe au développement des forces productives qui a rendu inévitable la naissance du régime bourgeois. Ou encore : le régime bourgeois actuel sera inévitablement suivi du régime socialiste ; il en sera ainsi parce que le développement des forces productives actuelles l'exige. D'où la nécessité historique d'abattre le capitalisme et d'instaurer le socialisme. D'où encore la thèse marxiste selon laquelle nous devons chercher nos idéals dans l'histoire du développement des forces productives, et non dans le cerveau des hommes. » - Staline

1. LA THÉORIE DE LA LUTTE DES CLASSES

La théorie de la lutte des classes est le point de départ du marxisme, mais le marxisme ne se limite pas à la théorie de la lutte des classes.

Comme nous l'avons vu, la méthode dialectique consiste à regarder le monde à travers le prisme de ses contradictions.

Si nous voulons comprendre la société, son fonctionnement, son évolution, c'est à dire son histoire, alors nous devons regarder les contradictions qui existent au sein de cette société, et les luttes qui en découlent.

Marx vécut à la même époque que Darwin, grand biologiste dont l'œuvre principale est la théorie de l'évolution des espèces, qui se base sur la théorie de la lutte pour l'existence. On voit donc que cette dialectique se retrouve aussi dans les sciences de la nature, et qu'elle n'est pas propre au marxisme.

Bien plus, elle prouve le caractère éminemment scientifique du marxisme en tant que théorie capable d'expliquer le monde.

La théorie de la lutte des classes n'a pas été inventée par Marx, mais par la bourgeoisie, lorsque celle-ci était en lutte contre l'aristocratie (la noblesse) pour conquérir la domination politique. La bourgeoisie était alors une partie du « tiers-état » (« productifs »), et ne se présentait pas alors comme bourgeoisie mais comme une partie du « tiers-état » face à la noblesse (« oisifs »).

La lutte des classes provient du fait qu'il existe au sein de la société des classes qui en exploitent d'autres. Ce fait remonte à longtemps.

Les hommes ne vécurent pas tout le temps dans de grandes sociétés traversées par l'antagonisme de classe. Les sociétés primitives sont passées de tribus nomades avec un communisme primitif à des tribus sédentaires.

C'est avec l'esclavage que se développa l'exploitation d'une classe par une autre. Les premières grandes cités s'opposaient les unes aux autres et faisaient esclaves les prisonniers capturés. Ils servaient alors de force de travail à une poignée de maîtres esclavagistes, pour les travaux des champs, la construction, etc.

C'est en Grèce antique et à Rome que l'esclavage s'est développé le plus à fond dans l'histoire.

Les esclaves étaient la propriété de leur maître. Au sein de la société, il existait donc deux catégories opposées de personnes, ceux qui étaient propriétaires d'esclaves et ceux qui étaient esclaves. Les uns étaient les exploités, les autres les exploités. Les uns cherchaient à perpétuer leur domination, les autres cherchaient à la détruire pour s'en libérer.

Ainsi Rome fut secouée par trois révoltes d'esclaves, dont la plus célèbre est celle de Spartacus, qui fit trembler la république esclavagiste romaine.

Comme nous le voyons, la lutte des classes était inévitable, parce que l'exploitation d'une classe par une autre créait une hostilité irréconciliable au sein de la société, une divergence totale d'intérêts entre les possesseurs d'esclaves et les esclaves. La lutte des classes apparaît donc comme la conséquence inévitable de l'exploitation d'une classe par une autre.

Aujourd'hui le capitalisme est la dernière forme d'exploitation d'une classe par une autre. Marx a mis à jour la lutte des classes, il a montré comment les «productifs» du «tiers-état» se divisaient en fait en prolétariat et en bourgeoisie, c'est à dire en exploités et en exploités.

Dans le capitalisme, les esclaves ne sont plus la propriété d'un maître. Les travailleurs sont en général «libres», c'est à dire qu'ils ne sont pas captifs, ni enchaînés. Cela coûte trop d'entretien aux capitalistes. Ces derniers préfèrent laisser aux travailleurs le soin de se prendre en charge eux-mêmes.

A la place, le capitaliste loue la force de travail de ses esclaves un certain temps chaque jour, et leur verse un salaire. Dans les conditions normales du capitalisme, ce salaire est le plus bas possible, c'est à dire le minimum de survie afin que l'esclave soit encore exploitable le jour suivant. Nous verrons plus tard dans quelles conditions ce salaire peut dépasser le minimum vital de survie et le caractère éphémère de telles conditions de vie.

Lorsque le travail est productif, il produit une marchandise, et celle-ci est la propriété du capitaliste, celui-ci cherchant ensuite à la vendre. Le travailleur est donc spolié de ce qu'il a produit. Le capitaliste touche une rente, un intérêt sur le travail d'autrui. Il y a exploitation.

De même l'usurier, le banquier, touche un intérêt par le simple fait de prêter son argent. Il existe différentes formes d'exploitations capitalistes. Mais toutes se ramènent à ce même fait, et conduisent à l'exploitation du travail par le capital.

Dans la société capitaliste aussi, il donc une lutte des classes, entre le capital et le travail, entre la bourgeoisie qui vit de l'exploitation du travail et les travailleurs. Bien sur il existe d'autres luttes de classes, nous n'entrerons pas en détail sur ce sujet, mais dirons simplement que seule la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est susceptible d'amener le renversement du capitalisme et l'édification du socialisme.

2. MODE DE PRODUCTION ET RAPPORTS DE PRODUCTION

Nous avons vu que la source de la lutte des classes était le mode de production. Tant qu'il existe une classe exploiteuse, alors inévitablement, la lutte des classes fait rage dans la société.

Toute société doit être analysée selon deux aspects.

Sa base économique, c'est à dire le mode de production (par exemple, l'esclavagisme, le féodalisme, le capitalisme).

C'est sur cette base économique que repose les rapports de production, c'est à dire les rapports de propriété. Par exemple sous le capitalisme, la propriété privée des moyens de production.

Ces rapports de production eux-mêmes sont garantis par le système politique, l'état, l'idéologie dominante, les institutions, les lois, les règles fixées par cette société.

Cela ne veut pas dire que l'état est «au-dessus» de la société, au sens indépendant. Les rapports de production découlent naturellement de la base économique.

En effet, dans la société, les classes ne sont pas seulement exploiteuses ou exploitées. Elles sont aussi dominantes ou dominées.

Si on s'intéresse au mode de production (base économique), on cherchera à voir qui exploite qui (dans le cas des sociétés où une classe en exploite une autre).

Si on s'intéresse au système politique (qui conditionne les rapports de production), on cherchera à voir qui domine qui.

En règle général, la classe exploiteuse est en même temps la classe dominante, c'est à dire que la classe qui tire son existence de l'exploitation d'autres classe se sert du pouvoir ainsi acquis pour s'ériger en puissance politique.

L'état et les rapports de production ne sont ainsi rien d'autre que la conséquence du mode de production. Les rapports de production ne sont que les nécessités du mode de production érigées en principe sous forme de lois. Le caractère irréconciliable des classes dans la société oblige la classe dominante à user de la violence organisée pour maintenir sa domination en tant que classe.

On présente parfois la société comme la domination d'hommes, de tyrans, etc. Le marxisme au contraire, explique que tout état et toute domination est toujours la domination d'une classe, même lorsque cela se fait sous la *forme* du gouvernement d'un seul homme (roi, prince, empereur, président, etc.)

« L'État, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre. (...) L'État est une machine qui permet à une classe d'en opprimer une autre, une machine destinée à maintenir dans la sujétion d'une classe toutes les autres classes qui en dépendent. » - Lénine

« L'État est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables. L'État surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes ne peuvent être conciliées. Et inversement : l'existence de L'État prouve que les contradictions de classes sont inconciliables. » - Lénine

3. COMMENT LE MONDE CHANGE

Nous avons vu le lien entre mode de production et rapports de production. Voyons maintenant comment s'opèrent les changements dans la société.

Le matérialisme historique est simplement l'application de la dialectique marxiste à la société humaine et à son histoire.

Si donc nous reconnaissons la validité du matérialisme dialectique, alors nous devons reconnaître que la société humaine aussi évolue, que la société n'a pas toujours été telle qu'elle est et qu'elle ne sera pas non plus toujours telle qu'elle est.

Nous devons, si nous voulons comprendre son développement et son histoire, partir des contradictions qui traversent la société.

Nous l'avons vu, l'exploitation d'une classe par une autre est le fondement de l'ordre social depuis des millénaires pour l'humanité.

Quant aux rapports de production qui régissent cette exploitation, ils ne peuvent se mouvoir indépendamment de la base économique sur laquelle ils reposent.

Si on veut changer le monde, il faut comprendre que le plus important est d'arriver à changer la base économique de la société, d'où tout le reste découle.

Ce n'est pas en «changeant les mentalités» de tous les membres de la société, ni dans des autres méthodes idéalistes que procède le marxisme :

« La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la production, et après la production, l'échange de ses produits, constituent le fondement de tout régime social ; que dans toute société qui apparaît dans l'histoire, la répartition des produits, et, avec elle, l'articulation sociale en classes ou en ordres se règle sur ce qui est produit et sur la façon dont cela est produit ainsi que sur la façon dont on échange les choses produites.

En conséquence, ce n'est pas dans la tête des hommes, dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles, mais dans les modifications du mode de production et d'échange qu'il faut chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques ; il faut les chercher non dans la philosophie, mais dans l'économie de l'époque intéressée.

Si l'on s'éveille à la compréhension que les institutions sociales existantes sont déraisonnables et injustes, que la raison est devenue sottise et le bienfait fléau, ce n'est là qu'un indice qu'il s'est opéré en secret dans les méthodes de production et les formes d'échange des transformations avec lesquelles ne cadre plus le régime social adapté à des conditions économiques antérieures. Cela signifie, en même temps, que les moyens d'éliminer les anomalies découvertes existent forcément, eux aussi, à l'état plus ou moins développé, dans les rapports de production modifiés. Il faut donc non pas, disons, inventer ces moyens dans sa tête, mais les découvrir à l'aide de son cerveau dans les faits matériels de production qui sont là. » - Friedrich Engels

L'évolution suit toujours le schéma suivant, à savoir que ce sont les transformations au sein du mode de production qui entraînent les transformations politiques, puis dans les mœurs, avec souvent un retard.

Ainsi le capitalisme s'est développé au moyen-âge alors que le système politique bourgeois lui, a pris des siècles à s'imposer (révolution bourgeoise de 1789 par exemple).

Une fois que les rapports de productions correspondent au mode de production, alors le mode de production peut se développer pleinement et complètement.

Comme on le voit, il faut parfois un temps long entre les changements dans le mode de production et la correspondance avec les rapports de production.

De même, le caractère social de la production (grande industrie et distribution, développement de masse des travailleurs en ville) s'est développé depuis plusieurs siècles alors que la révolution politique qui y correspond, c'est à dire la révolution socialiste qui socialisera les moyens de production, n'a pas encore renversé le capitalisme (échec de l'URSS, d'autres révolutions socialistes auront lieu).

A la différence du capitalisme, qui s'était développé au sein du féodalisme, le socialisme ne se développe pas au sein du capitalisme, seul existe le caractère social de la production, qui exige le rapport de production correspondant, à savoir, la propriété sociale des moyens de production.

« On conçoit aisément l'importance de la théorie matérialiste pour l'activité pratique des hommes.

Si les conditions économiques changent d'abord, et ensuite, de façon correspondante, la conscience des hommes, il est évident que nous devons rechercher la justification de tel ou tel idéal, non dans le cerveau des hommes ni dans leur imagination, mais dans le développement de leurs conditions économiques. N'est bon et acceptable que l'idéal qui s'est formé sur la base d'une étude des conditions économiques. Ne sont bons à rien ni acceptables tous les idéals qui ne tiennent pas compte des conditions économiques et qui ne s'appuient pas sur leur développement.

Telle est la première conclusion pratique de la théorie matérialiste.

Si la conscience des hommes, leurs mœurs et leurs coutumes sont déterminées par les conditions extérieures ; si le caractère défectueux des formes juridiques et politiques est conditionné par le contenu économique, il est évident que nous devons travailler à une refonte radicale des rapports économiques pour que changent aussi radicalement les mœurs et les coutumes du peuple, ainsi que son régime politique. » - Staline

Lorsqu'un rapport de production ancien a fait son temps, celui-ci meurt sous la forme de crises et finit par être remplacé par un nouveau.

« Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. » - Karl Marx

Autrement dit, les conditions économiques de la victoire du socialisme sont ces changements dans le mode de production capitaliste, la transformation du capitalisme primitif de petits capitalistes en capitalisme de monopoles, de grands trusts, où le caractère social de la production rend nécessaire et inévitable la propriété sociale des moyens de production.

Ces conditions économiques sont réunies depuis un moment déjà presque partout dans le monde (mais comme nous le verrons, ces conditions ne suffisent pas pour le renversement de la bourgeoisie).

III- LA LOI DE LA VALEUR

« Il est nécessaire que nos cadres aient une connaissance approfondie de la théorie économique marxiste. La vieille génération des bolcheviques était très solide théoriquement. Nous avons appris le Capital par cœur, fait des tableaux synoptiques, tenu des discussions et testé mutuellement notre connaissance. Ce fut notre force et cela nous a beaucoup aidés. » - Staline

1. LA VALEUR D'USAGE

a- valeur d'usage personnelle

La vie des animaux et des hommes est caractérisée par un certain nombre de besoins. Dans son environnement, l'animal trouve un certain nombre de choses qui répondent à ces besoins. Ces choses sont des valeurs d'usage personnelles, subjectives.

Marx dit : *« La nature de ces besoins est indifférente et peu importe qu'ils proviennent de l'estomac ou de l'imagination. »*

Lénine dit : *« L'utilité d'une chose en fait une valeur d'usage. »*

Valeur d'usage pour moi = objet qui satisfait mon besoin personnel.

b- valeur d'usage sociale

Dans la société, un objet peut avoir une valeur d'usage personnelle pour un ou plusieurs individus. Cet objet devient alors une valeur d'usage sociale, il est utile à quelqu'un dans la société. La valeur d'usage sociale, c'est donc la somme des valeurs d'usages personnelles.

Valeur d'usage sociale = objet qui satisfait un besoin de personnes dans la société

C'est une donnée objective.

2. TRAVAIL ET PROPRIÉTÉ

1- définition de la propriété

La propriété est un rapport entre la conscience et un objet. Un rapport où la conscience a un pouvoir effectif sur l'objet. C'est donc un rapport sujet-objet.

Par exemple : ce stylo est à moi, parce que ma conscience exerce un contrôle effectif sur ce stylo. Ma pensée "déplacer le stylo vers la droite" est suivie directement du déplacement effectif du stylo vers la droite.

Autre exemple : cette voiture n'est pas à moi, parce que même si je pense "démarrer cette voiture", j'en suis incapable physiquement, la porte est fermée et je n'ai pas la clé. Ce n'est donc pas ma propriété. Si je vole cette voiture, elle devient ma propriété.

Donc, je suis propriétaire d'un objet, si... ma conscience exerce un contrôle effectif sur cet objet.

2- définition du travail

Nous avons vu ce qu'étaient la propriété et la non-propriété.

Qu'est-ce que le travail ? Le travail n'est pas un simple mouvement mécanique. Nous avons vu que pour un homme, sa non-propriété d'un objet signifiait que sa conscience n'a pas de contrôle sur l'objet. Le travail est l'activité par laquelle l'homme déploie l'effort nécessaire pour transformer ce qu'il trouve dans la nature et lui donner la forme de l'objet tel qu'il l'avait imaginé dans sa tête.

Le travail est donc l'activité de la conscience qui cherche à produire un objet qu'elle imagine en transformant les objets de son environnement. Le produit du travail se conserve dans l'objet transformé, on parle de "travail cristallisé".

Marx dit : « *Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle.*

(...)

Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles; il y réalise du même coup son propre but, dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté. »

Nous voyons donc ici que le travail suppose la conscience, et que le travail crée la propriété. C'est ce qui fait qu'une machine par exemple, ne travaille pas : elle n'est qu'un outil de travail, un intermédiaire entre l'homme et son but. Elle transmet une force mécanique mais n'a pas de conscience. Elle est la forme objective de la propriété. Si un jour une machine devient consciente, alors elle pourra travailler.

Marx dit : « *Notre point de départ, c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme. Une araignée fait des opérations qui ressemblent à celles du tisserand, et l'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. »*

Nous voyons donc que le travail est l'activité qui crée la propriété. L'un et l'autre sont étroitement liés. Marx dit : « *L'essence subjective de la propriété privée, la propriété privée, comme activité étant pour soi, comme sujet, comme personne, est le travail. »*

Pour Marx, les animaux ne travaillent pas car ils n'auraient pas de conscience. On peut relativiser ce point de vue aujourd'hui, la science ayant montré que les animaux sont capables d'imaginer l'exécution d'une tâche avant de la réaliser. Ils peuvent donc également travailler.

En fait, la condition du travail, c'est la conscience de soi ; et la conscience de soi, c'est aussi la conscience du temps. Les machines actuelles n'ont qu'une conscience primitive tournée exclusivement vers l'extérieur, comme les insectes.

3- travail utile

En même temps tout travail n'est pas forcément utile. Par exemple empiler des boîtes de conserve, découper des feuilles d'arbre, etc.

Dès lors on distingue d'un côté le travail en général ; et de l'autre, le travail utile, qui est, ou qui crée une valeur d'usage ou une valeur d'usage sociale.

La théorie de la valeur s'intéresse en fait au travail utile.

4- la propriété de soi, de son temps : liberté et aliénation

La propriété de soi, c'est le contrôle effectif que la conscience exerce sur elle-même en tant qu'objet. La propriété de soi, qui suppose la conscience de soi, est donc la liberté au sens marxiste du mot.

La propriété de soi se manifeste par la propriété de son temps.

L'inverse de la propriété de soi, c'est l'aliénation, quand un autre (alienus en latin), exerce un contrôle effectif sur soi.

Par exemple dans le capitalisme, le travailleur n'a pas la propriété de lui-même pendant les heures de travail. Son temps n'est plus sa propriété : il l'a vendu au capitaliste, il s'est aliéné son temps. Le produit de son travail n'est donc pas non plus sa propriété. C'est d'ailleurs précisément ce que cherche le capitaliste.

Dans la définition du travail, je disais que le travail est une activité de la conscience qui cherche à produire un objet qu'elle imagine en transformant les objets de son environnement.

5- caractère historique de la propriété

La propriété est une catégorie déterminée historiquement. Par exemple la propriété de certaines choses est impossible à certaines époques où le rapport entre les hommes l'empêche. Par exemple la propriété de la terre était impossible à l'époque où les hommes étaient nomades. La propriété des objets n'était pas possible avant la division du travail qui permet de les fabriquer. La propriété privée des moyens de production n'était pas possible avant l'existence de la propriété des objets. Chaque société permet le développement ou non d'un certain type de propriété, et la propriété juridique n'en est que le reflet sous forme de textes.

3. LA VALEUR D'ÉCHANGE

1- définition d'une marchandise

Marx dit : « *La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce. Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie, leur nature ne change rien à l'affaire.* »

Lénine dit à sa façon : « *La marchandise est, en premier lieu, une chose qui satisfait un besoin quelconque de l'homme; en second lieu, c'est une chose que l'on échange contre une autre.* »

Donc une marchandise, c'est un objet qui est une valeur d'usage sociale et qui s'échange contre d'autres valeurs d'usages sociales.

« *Mais la condition nécessaire de l'échange est la propriété privée* » (Marx)

Par conséquent la valeur d'échange et la marchandise n'existent pas en dehors de la propriété des objets échangés. Et cette propriété est historiquement déterminée par la division du travail.

2- valeur d'échange d'une marchandise

Marx dit : « *L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage. [...] Les valeurs d'usage ne se réalisent que dans l'usage ou la consommation. Elles forment la matière de la richesse, quelle que soit la forme sociale de cette richesse. Dans la société que nous avons à examiner, elles sont en même temps les soutiens matériels de la valeur d'échange.* »

Autrement dit, l'utilité d'une chose fait de cette chose une marchandise. Mais ce qui reste à déterminer, c'est ce qu'est exactement la valeur d'échange.

Marx dit : « *La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre.* »

La valeur d'échange est la valeur objective, la valeur tout court.

Marx dit : « *La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail. Mais déjà le produit du travail lui-même est métamorphosé à notre insu. Si nous faisons abstraction de sa valeur d'usage, tous les éléments matériels et formels qui lui donnaient cette valeur disparaissent à la fois. Ce n'est plus, par exemple, une table, ou une maison, ou du fil, ou un objet utile quelconque ; ce n'est pas non plus le produit du travail du tourneur, du maçon, de n'importe quel travail productif déterminé. Avec les caractères utiles particuliers des produits du travail disparaissent en même temps, et le caractère utile des travaux qui y sont contenus, et les formes concrètes diverses qui distinguent une espèce de travail d'une autre espèce. Il ne reste donc plus que le caractère commun de ces travaux ; ils sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée.* »

Marx reformule d'une autre façon : « *Une marchandise particulière, un quarteron de froment, par exemple, s'échange dans les proportions les plus diverses avec d'autres articles. Cependant, sa valeur d'échange reste immuable, de quelque manière qu'on l'exprime, en x cirage, y soie, z or, et ainsi de suite. Elle doit donc avoir un contenu distinct de ces expressions diverses. [...] Les deux objets sont donc égaux à un troisième qui, par lui-même, n'est ni l'un ni l'autre. [...] Il ne reste donc plus que le caractère commun de ces travaux ; ils sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée. [...] Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur ; et une valeur d'usage, ou un article quelconque, n'a une valeur qu'autant que du travail humain est matérialisé en elle.* »

Essayons d'expliquer ce que dit Marx. Parler de la valeur d'échange d'une marchandise, c'est supposer qu'on parle d'une marchandise. Si on parle d'une marchandise, alors on sait déjà que l'objet dont on parle est un objet utile socialement et qu'il s'échange. Qu'une marchandise soit utile à une personne ou à mille ne change rien. Le fait qu'elle s'échange prouve qu'elle est utile à au moins une personne.

Si ce n'est pas l'utilité qui différencie une marchandise d'une autre, alors il ne reste plus qu'une différence. Et cette différence, c'est le temps de travail que nécessite en général la production d'une marchandise identique.

Mais pourquoi le temps de travail constitue la valeur d'échange ? Mais parce que le travail, c'est la dépense de son temps. Ce qu'échangent les hommes, à travers les marchandises, c'est en fait leur temps. Et leur temps, c'est eux-même, c'est à dire la propriété de soi. Nous mesurons donc toute valeur à l'aune de ce étalon : le temps dépensé, le temps, qui s'en va et est irremplaçable.

Marx résume donc : « *Mais qu'est ce que la valeur ? La forme objective du travail social dépensé dans la production d'une marchandise. Et comment mesurer la grandeur de valeur d'une marchandise ? Par la quantité de travail qu'elle contient.* »

D'où la formule :

Véchange (marchandise) = Tmoyen
--

où T_{moyen} est le temps moyen de travail socialement nécessaire à la production de la marchandise.

Marx de conclure : « *Dire que la division du travail et l'échange reposent sur la propriété privée n'est pas autre chose qu'affirmer que le travail est l'essence de la propriété privée.* »

Notez que T_{moyen} est un travail abstrait, une moyenne. Si par exemple vous trouvez un diamant par terre, cela ne change pas vraiment la valeur du diamant. Car ce qui compte n'est pas le temps de travail que vous avez dépensé vous-mêmes pour trouver le diamant, mais le temps moyen de travail nécessaire en général pour trouver un même diamant. On se doute bien que si tout le monde était aussi chanceux que vous et trouvait des diamants par terre comme ça, alors les diamants ne vaudraient rien.

Marx dit : « *On pourrait s'imaginer que si la valeur d'une marchandise est déterminée par le quantum de travail dépensé pendant sa production plus un homme est paresseux ou inhabile, plus sa marchandise a de valeur, parce qu'il emploie plus de temps à sa fabrication. Mais le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct une dépense de la même force. La force de travail de la société tout entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables. Chaque force de travail individuelle est égale à toute autre, en tant qu'elle possède le caractère d'une force sociale moyenne et fonctionne comme telle, c'est-à-dire n'emploie dans la production d'une marchandise que le temps de travail nécessaire en moyenne ou le temps de travail nécessaire socialement. [...] Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales. C'est donc seulement le quantum de travail, ou le temps de travail nécessaire, dans une société donnée, à la production d'un article qui en détermine la quantité de valeur.* »

3- valeur individuelle d'une marchandise

La valeur individuelle d'une marchandise est le temps de travail réel qui s'est incorporé en elle.

La valeur objective d'une marchandise, ce n'est pas sa valeur individuelle (le temps de temps de travail réel qui a été nécessaire à sa fabrication).

La valeur objective d'une marchandise, c'est le temps de travail moyen, social, abstrait nécessaire à la fabrication de cette marchandise dans la société donnée, à une époque donnée. C'est ce qu'illustre l'exemple du diamant dans le paragraphe précédent.

Dans notre exposé, et pour Marx également, concernant une marchandise : sa valeur, sa valeur objective et sa valeur d'échange sont trois expressions strictement équivalentes.

4- composition d'une marchandise

Une marchandise est souvent assemblée à partir d'autres marchandises. Par exemple la fabrication d'un t-shirt nécessite de la matière première (coton), des machines à tisser, etc. Toutes ces marchandises sont incorporées dans le t-shirt, leur valeur s'y transfère et s'y conserve.

Donc la valeur d'échange du t-shirt est en fait la valeur d'échange de toutes les marchandises qui y ont été incorporées, plus le temps de travail moyen nécessaire qu'il faut y ajouter. De sorte qu'en fait la valeur d'échange du t-shirt, c'est T_{moyen} du coton + un millième du T_{moyen} de la machine à tisser (si une seule machine peut fabriquer un millier de t-shirt pendant sa durée de vie) + T_{moyen} d'assemblage par le travailleur qui finit le produit. Ce qui nous donne un T_{moyen} final.

4. PRIX ET PLUS-VALUE

1- définition du prix

Le prix est la quantité dans laquelle une marchandise A va s'échanger dans les faits contre une marchandise B.

Par exemple, 2 bananes contre 10 pastèques. Le prix d'une banane serait alors 5 pastèques.

La différence entre valeur et prix est importante. Par exemple ce n'est pas parce que 1 montre vaut 30 bananes objectivement, que le prix auquel l'échange se fera sera de 1 contre 30.

Le prix se fixe en fonction d'un rapport de force entre l'acheteur et le vendeur. L'offre et la demande sur le marché sont des éléments qui font pencher le rapport de force tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. La force physique, psychologique, etc. entre aussi en jeu. Par exemple lors d'un braquage, je peux vous prendre 30 bananes en échange de 0 montres. Donc le prix est zéro. Mais cela ne change rien à la valeur des 30 bananes, c'est juste que cette valeur a changé de main.

Le vol, c'est quand le prix ne correspond pas à la valeur.

2- définition de la plus-value

Lors d'un échange, la plus-value est tout simplement la différence entre la valeur des deux marchandises échangées.

En effet, le seul échange équivalent sera par exemple 10 bananes contre 10 bananes strictement identiques.

Comme nous l'avons vu, dans la réalité, le rapport de force fait que l'échange n'est jamais équivalent. Autrement dit, les marchandises échangées n'ont pas la même valeur, l'un des deux côté a volé l'autre.

Cette plus-value se note : $P.V. = | V_{\text{échange}}(\text{marchandise 1}) - V_{\text{échange}}(\text{marchandise 2}) |$

(les barres autour signifie "valeur absolue", c'est à dire qu'on ne prend pas en compte le signe du résultat, ce ne sera jamais un nombre négatif)

Par exemple si je vous échange 30 bananes (en échange de 0 montres), alors la plus-value que j'ai faite est : $P.V. = | 30 \times V_{\text{échange}}(\text{banane}) - 0 \times V_{\text{échange}}(\text{montre}) | = 30 \times V_{\text{échange}}(\text{banane})$. En gros je vous ai volé 30 bananes.

Le vol total un exemple extrême qui illustre très bien ce qu'est la plus-value, mais le principe reste le même dans n'importe quel échange.

5. L'ARGENT

1- l'argent-marchandise

L'argent entre dans la chaîne des besoins de tout un chacun dans notre époque et dans notre société. De plus il s'échange. Par conséquent il répond aux deux critères, c'est une valeur d'usage sociale qui s'échange, donc on peut dire que l'argent est une marchandise.

Autrefois on utilisait des marchandises comme l'or, les perles, ou d'autres métaux précieux comme monnaie. En soi, cela ne garantissait jamais un échange juste car on ne sait jamais si une pièce d'or vaut ce contre quoi on l'échange. Autrement dit, l'échange par la monnaie au lieu du troc ne change rien à l'existence d'une plus-value au moment de l'échange.

2- le capital

Il faut faire la différence entre l'argent dans l'échange marchand (M-A-M) et l'argent dans l'investissement capitaliste (A-M-A').

Le deuxième schéma est ce qu'on appelle tout simplement l'argent-capital ou plus simplement capital.

Il est important de bien différencier l'argent en tant que moyen d'échange de marchandise et l'argent investi dans le but d'avoir plus d'argent (capital).

3- l'argent-dette

Aujourd'hui on utilise des billets ou des comptes en banque informatisés.

Ce qui s'échange par exemple, ce sont des bouts de papier, en tout point semblables avec des billets de monopoly. La valeur d'échange de ces marchandises « billets » est presque nulle.

Donc quand vous payez avec des euros, par exemple pour aller acheter du pain, eh bien vous volez la boulangère, car vous lui donnez une très faible valeur d'échange en échange contre une valeur d'échange supérieure (le pain).

Mais pourquoi les gens acceptent-ils de se faire payer avec des billets ou des 1 et 0 ? Parce que l'argent moderne est une promesse sur une marchandise future. Si vous détenez un billet de 10€ dans la main, alors vous avez la promesse d'une quantité de marchandises pour ce prix. La société vous fait la promesse que ce billet vous garantit cette quantité de marchandises. Ce n'est qu'une promesse et rien d'autre.

Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient ! D'où le nom "crédit", du latin "credere", qui signifie "croire". On échange la promesse d'une marchandise réelle (billet) contre une marchandise réelle. Tant que cette promesse n'est pas démentie, alors chacun vole tout le monde en achetant avec des billets puis se fait voler à son tour en vendant contre des billets ; de sorte que l'illusion qu'on échange des marchandises avec de vraies valeurs d'échange perdure.

L'argent moderne n'est donc qu'une dette. Et ces dettes circulent comme n'importe quelle marchandise. La valeur qu'on croit qu'elles ont et la valeur qu'elles ont réellement sont deux choses bien différentes...

Notons que l'argent-dette peut très bien être aussi du capital, et c'est d'ailleurs le cas d'une quantité importante de capital circulant à l'heure actuelle.

6. PORTÉE HISTORIQUE

Notons que la loi de la valeur décrite ici s'applique dans toutes les sociétés où existe le mode de production marchand. Par exemple sous le capitalisme (mais pas uniquement).

Sous le capitalisme, la loi de la valeur agit comme «régulateur» de la production, c'est à dire que la société donne libre cours à son jeu.

Sous le socialisme, la loi de la valeur ne disparaîtra complètement, au sens où les biens produits continueront d'avoir une valeur-travail. Seulement la loi de la valeur ne sera plus loi régulatrice de la société. Ce qui sera le régulateur de la société, c'est la planification démocratique de la production. La loi de la valeur sera simplement utilisée comme outil permettant de mesurer la valeur-travail des biens produits afin de les répartir correctement pour que justement qu'il n'y ait plus d'exploitation.

« La société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. » - Friedrich Engels

Sous la phase haute du communisme seulement, la loi de la valeur ne s'appliquera plus (il faut bien comprendre qu'on «abolit» pas une loi, on peut tout au plus la découvrir, la comprendre et s'en servir pour réduire son champ d'application mais pas la supprimer).

« Comme dans les sciences de la nature, les lois du développement économique sont des lois objectives reflétant les processus du développement économique qui se produisent indépendamment de la volonté des hommes. On peut découvrir ces lois, les connaître et, s'appuyant sur elles, les exploiter dans l'intérêt de la société, imprimer une autre direction à l'action destructive de certaines lois, limiter la sphère de leur action, laisser le champ libre aux autres lois qui se fraient un chemin, mais on ne peut les détruire ou créer de nouvelles lois économiques.

Un des traits particuliers de l'économie politique est que ses lois, à la différence des lois de la nature, ne sont pas durables ; qu'elles agissent, du moins la plupart d'entre elles, au cours d'une certaine période historique, après quoi elles cèdent la place à d'autres lois. Elles ne sont pas détruites, mais elles perdent leur force par suite de nouvelles conditions économiques et quittent la scène pour céder la place à de nouvelles lois qui ne sont pas créées par la volonté des hommes, mais surgissent sur la base de nouvelles conditions économiques.

On se réfère à l'Anti-Dühring d'Engels, à sa formule selon laquelle l'abolition du capitalisme et la socialisation des moyens de production permettront aux hommes d'exercer leur pouvoir sur les moyens de production, de se libérer du joug des rapports économiques et sociaux, de devenir les "maîtres" de leur vie sociale. Engels appelle cette liberté la "nécessité comprise". Et que peut vouloir dire la "nécessité comprise" ? Cela veut dire que les hommes, après avoir compris les lois objectives (la "nécessité"), les appliqueront en toute conscience, dans l'intérêt de la société. C'est pourquoi Engels y dit que :

« Les lois de leur propre pratique sociale, qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause et par là dominées. » (Anti-Dühring, p. 322, Editions Sociales, Paris, 1950).

Comme on voit, la formule d'Engels ne parle nullement en faveur de ceux qui pensent que l'on peut abolir, sous le socialisme, les lois économiques existantes et en créer de nouvelles. Au contraire, elle ne demande pas leur abolition, mais la connaissance des lois économiques et leur application judicieuse.

On dit que les lois économiques revêtent un caractère spontané ; que l'action de ces lois est inéluctable ; que la société est impuissante devant elles. C'est faux. C'est fétichiser les lois, se faire l'esclave de ces lois. Il est prouvé que la société n'est pas impuissante devant les lois ; qu'elle peut, en connaissant les lois économiques et en s'appuyant sur elles, limiter la sphère de leur action, les exploiter dans l'intérêt de la société et les "dompter", comme cela se passe à l'égard des forces de la nature et de leurs lois, comme le montre l'exemple cité plus haut sur le débordement des grands fleuves.

On dit que certaines lois économiques, y compris la loi de la valeur, qui fonctionnent chez nous, sous le socialisme, sont des lois "transformées" ou même "foncièrement transformées" sur la base de l'économie planifiée. Cela est également faux. On ne peut "transformer" des lois ; et encore moins "foncièrement". Si on peut les transformer, on peut aussi les abolir, en y substituant des lois nouvelles. La thèse de la "transformation" des lois est une survivance de la fausse formule sur l'"abolition" et la "formation" des lois. Bien que la formule de la transformation des lois économiques soit depuis longtemps chose courante chez nous, force nous sera d'y renoncer, pour être plus exact. On peut limiter la sphère d'action de telles ou telles lois économiques, on peut prévenir leur action destructive, si tant est qu'elle s'exerce, mais on ne saurait les "transformer" ou les "abolir".

Par conséquent, quand on parle de "conquérir" les forces de la nature ou les forces économiques, de les "dominer", etc., on ne veut nullement dire par là qu'on peut "abolir" les lois de la science ou les "former". Au contraire, on veut seulement dire par là que l'on peut découvrir des lois, les connaître, les assimiler, apprendre à les appliquer en pleine connaissance de cause, à les exploiter dans l'intérêt de la société et les conquérir par ce moyen, les soumettre à sa domination.

Tous ces faits pris ensemble font que la sphère d'action de la loi de la valeur est strictement limitée chez nous, et que la loi de la valeur ne peut, sous notre régime, jouer un rôle régulateur dans la production.

C'est ce qui explique d'ailleurs ce fait "stupéfiant" que, malgré la montée incessante et impétueuse de notre production socialiste, la loi de la valeur n'aboutit pas chez nous aux crises de surproduction, alors que la même loi de la valeur, qui a une large sphère d'action sous le capitalisme, malgré les faibles rythmes de croissance de la production dans les pays capitalistes, aboutit à des crises périodiques de surproduction. » - Staline

IV- LE SYSTÈME BOURGEOIS

« La classe dominante est davantage contrainte à présenter ses intérêts comme étant l'intérêt de tous les membres de la société. En moyenne, la classe dominante elle-même se représente que ce sont ses concepts qui règnent et ne les distingue des idées dominantes des époques antérieures qu'en les présentant comme des vérités éternelles. » - Karl Marx

1. LE CAPITALISME

a- définition du capital

Le capital est de l'argent investi pour obtenir plus d'argent.

A-M-A' (argent-marchandise-argent) est la loi générale du capital. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les capitalistes utilisent le système marchand pour se faire de l'argent, et que c'est la seule chose qui les intéresse : l'argent. La marchandise est un intermédiaire obligé. Mais le vrai but c'est de faire "fructifier" l'argent, de trouver les meilleurs placements, les meilleurs moyens d'accumuler toujours plus d'argent.

C'est pourquoi Marx a dit : « La valeur devient donc valeur progressive, argent toujours bourgeonnant, poussant et, comme tel, capital. Elle sort de la circulation, y revient, s'y maintient et s'y multiplie, en sort de nouveau accrue et recommence sans cesse la même rotation . A—A', argent qui pond de l'argent, monnaie qui fait des petits — money which begets money — telle est aussi la définition du capital dans la bouche de ses premiers interprètes, les mercantilistes.

Acheter pour vendre, ou mieux, acheter pour vendre plus cher, A—M—A', voilà une forme qui ne semble propre qu'à une seule espèce de capital, au capital commercial. Mais le capital industriel est aussi de l'argent qui se transforme en marchandise et, par la vente de cette dernière, se retransforme en plus d'argent. Ce qui se passe entre l'achat et la vente, en dehors de la sphère de circulation, ne change rien à cette forme de mouvement. Enfin, par rapport au capital usuraire, la forme A—M—A' est réduite à ses deux extrêmes sans terme moyen ; elle se résume, en style lapidaire, en A—A', argent qui vaut plus d'argent, valeur qui est plus grande qu'elle-même.

A—M—A' est donc réellement la formule générale du capital, tel qu'il se montre dans la circulation. »

Ce qui distingue réellement le capitalisme des autres modes de production, c'est :

- L'achat de la force de travail, qui permet d'exploiter les travailleurs et d'en tirer une plus-value,
- La recherche du profit maximum,
- La propriété privée des moyens de production, base de l'exploitation des travailleurs.

Quand un capitaliste investit de l'argent, une partie va dans des machines (capital constant), une autre dans l'achat de la force de travail (capital variable).

b- valeur créée par la force de travail

Marx dit : « Regardons y de plus près. La valeur journalière de la force de travail revient à trois shillings parce qu'il faut une demi journée de travail pour produire quotidiennement cette force, c'est à dire que les subsistances nécessaires pour l'entretien journalier de l'ouvrier coûtent une demi journée de travail. Mais le travail passé que la force de travail recèle et le travail actuel qu'elle peut exécuter, ses frais d'entretien journaliers et la dépense qui s'en fait par jour, ce sont là deux choses tout à fait différentes. Les frais de la force en déterminent la valeur d'échange, la dépense de la force en constitue la valeur d'usage. Si une demi journée de travail suffit pour faire vivre l'ouvrier pendant vingt quatre heures, il ne

s'ensuit pas qu'il ne puisse travailler une journée tout entière. La valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer, différent donc de grandeur. C'est cette différence de valeur que le capitaliste avait en vue, lorsqu'il acheta la force de travail. L'aptitude de celle-ci, à faire des filés ou des bottes, n'était qu'une conditio sine qua non, car le travail doit être dépensé sous une forme utile pour produire de la valeur. Mais ce qui décida l'affaire, c'était l'utilité spécifique de cette marchandise, d'être source de valeur et de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même. C'est là le service spécial que le capitaliste lui demande. Il se conforme en ce cas aux lois éternelles de l'échange des marchandises. En effet le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur échangeable et en aliène la valeur usuelle. »

Expliquons ce que Marx dit. En fait, la force de travail est autre chose que le travail.

La force de travail est un travail potentiel, pas encore effectué. Et ce travail potentiel peut être une marchandise, c'est à dire s'acheter et se vendre. En tout cas, sous le capitalisme.

Par conséquent, la force de travail doit être considérée comme une marchandise, avec une valeur d'usage sociale et une valeur d'échange.

Qu'est-ce que la valeur d'échange d'une heure de travail ? C'est bien sur une heure de travail. Mais ce que nécessite l'entretien humain d'une heure de travail, et ce que cette heure de travail peut produire sont deux choses différentes. En mangeant un pain qui a nécessité par exemple 2h de travail, l'homme peut travailler 8h ou plus. L'homme peut produire plus de marchandises qu'il ne doit en consommer pour survivre, voilà ce qui le rend exploitable.

C'est cette différence que le capitaliste cherche à obtenir en achetant la force de travail, sachant pertinemment que le travailleur peut survivre même s'il n'est pas payé intégralement pour le temps qu'il a vendu.

c- prix de la marchandise force de travail et plus-value

Marx dit : « Prenons maintenant le capitaliste. Que veut celui-ci ? Obtenir le plus de travail possible pour le moins d'argent possible. Ce qui l'intéresse pratiquement ce n'est donc que la différence entre la prix de la force de travail et la valeur qu'elle crée par sa fonction. Mais il cherche à acheter de même tout autre article au meilleur marché possible et s'explique partout le profit par ce simple truc : acheter des marchandises au dessous de leur valeur et les vendre au dessus. Aussi n'arrive-t-il jamais à s'apercevoir que s'il existait réellement une chose telle que la valeur du travail, et qu'il eût à payer cette valeur, il n'existerait plus de capital et que son argent perdrait la qualité occulte de faire des petits. »

Essayons d'expliquer ce qu'il dit. Comme toute marchandise, la force de travail a un prix au moment où elle s'échange. Et ce prix dépend du rapport de force entre l'acheteur et le vendeur.

En même temps que le capitaliste achète la force de travail, il s'appuie sur la propriété privée pour obtenir directement la propriété des marchandises produites par le travailleurs. Par exemple dans une usine d'iPhone, les iPhone produits sont directement la propriété de l'entreprise et non du travailleur, bien qu'il l'ait produit.

Si les travailleurs ont travaillé 8h, la valeur d'échange des marchandises produites en 8h et la valeur d'échange 8h de force de travail, sont une seule et même chose.

Or le capitaliste ne paye pas cette force de travail au prix juste, mais bien en-dessous. Et la raison, c'est que la force de travail est une marchandise, avec un marché, une offre et une demande. Il y a beaucoup plus de travailleurs en recherche d'un salaire que de capitalistes en recherche de travailleurs. De sorte que le capitaliste peut fixer le salaire à un prix qui l'arrange, c'est à dire le plus bas possible.

La différence entre la valeur d'échange de la force de travail et la valeur du salaire versé pour la force de travail forme une plus-value, semblable à n'importe quelle plus-value. Et c'est sur cette plus-value que s'appuie l'exploitation capitaliste.

En soi, que le travailleur travaille bénévolement ou exige un dédommagement ne change rien à la question. D'aucuns s'imaginent d'ailleurs que le communisme est une société de bénévoles, mais il n'en est rien. C'est au contraire dans le capitalisme que le travailleur est obligé de céder une partie de son temps gratuitement pour survivre.

d- travail productif et travail improductif

On distingue le travail productif et le travail improductif.

Le travail productif est celui dans lequel :

- le travailleur produit une marchandise, un bien quelconque, une richesse matérielle qui est une valeur d'échange. Marx dit : « *Du simple point de vue du procès de travail en général, est productif le travail qui se réalise en un produit ou, mieux, une marchandise.* »
- cette production se fait contre salaire dans le cadre de l'exploitation du capital, ce salaire est alors du capital variable investi par le capitaliste, et est inférieur à la valeur d'échange créée par le travailleur (plus-value). C'est donc le travailleur lui-même qui crée la valeur de son salaire (celle-ci n'étant qu'une partie de la valeur totale qu'il crée). Marx dit : « *tout travailleur productif est salarié, mais il ne s'ensuit pas que tout salarié soit un travailleur productif.* »

S'il n'y a pas ces deux critères alors on ne peut pas parler de travail productif.

- S'il n'y a pas le critère n°1, donc s'il n'y a pas de marchandise produite, alors c'est à coup sûr du travail improductif. Par exemple une caissière chez Auchan, un coiffeur, un serveur dans un restaurant, etc. Ce que le capitaliste achète, c'est toujours la force de travail, sauf que celle-ci est achetée pour sa valeur d'usage et non pour la valeur d'échange qu'elle peut créer (marchandise). Par conséquent, les travailleurs improductifs sont bien sûr exploités, car le capitaliste ne paye pas intégralement la valeur d'usage du travail. Seulement cette plus-value ne se cristallise dans aucune marchandise, aucun bien échangeable et accumulable, et par conséquent le capitaliste n'en tire aucun profit, aucune accumulation.

Les travailleurs improductifs ne créent donc pas la valeur de leur salaire, la plus-value ne s'y transforme pas en capital. Donc il s'agit plutôt d'un revenu, d'un prix en échange d'un service, d'un coût net pour le capitaliste, ce qui est très différent.

Marx dit : « *Toutes les fois que le travail est acheté pour être employé comme valeur d'usage, à titre de service - et non pas comme facteur vivant, échangé contre le capital variable, en vue d'être incorporé au procès de production capitaliste - il n'est pas productif, et le salarié qui l'exécute n'est pas un travailleur productif. Dans ce cas, en effet, le travail est consommé pour sa valeur d'usage, et ne pose donc pas de valeurs d'échange. N'étant pas consommé de manière productive, c'est du travail improductif. Le capitaliste ne lui fait pas face comme capitaliste qui représente du capital, puisqu'il échange son argent, sous forme de revenu et non de capital, contre du travail. Cette consommation de force de travail ne pose pas $A - M - A'$, mais seulement $M - A - M$ (où la marchandise est du travail ou un service) : l'argent opère ici comme moyen de circulation, et non comme capital. [...] La différence entre travail productif et improductif est essentielle pour l'accumulation, car seul l'échange contre le travail productif permet une retransformation de plus-value en capital.* »

A ce stade, on se demande donc comment est-il possible que le secteur tertiaire des services arrive à occuper près de trois quarts de la population des métropoles capitalistes avancées, comme la France.

Alors analysons par exemple de quoi est fait le profit d'une entreprise comme auchan, où travaillent des caissières qui ne créent pas de valeur d'échange, et donc pas de profit. Alors d'où vient le profit d'une entreprise comme auchan ? Eh bien ce profit vient tout simplement d'une plus-value basique : auchan achète des marchandises au prix le plus bas possible, P et les vend au prix le plus élevé possible (tout en restant concurrentiel), P'.

Il faut nécessairement que P' soit supérieur à P. La différence, P' - P, c'est la marge que se fait auchan, et c'est de là que vient son profit. Or il ne s'agit ni plus ni moins que d'une plus-value, car pour en arriver là, il a fallu ou bien que auchan achète à un prix inférieur à la valeur des marchandises (en pressurant les producteurs), ou bien vende à un prix supérieur à la valeur des marchandises, ou bien les deux ! Auchan peut donc faire à deux moments de la plus-value : en achetant et en vendant. Or ici on voit bien que auchan n'a pas créé la moindre marchandise, la moindre richesse.

Les taxis qui travaillent pour uber par exemple, bien que salariés (sous une forme dissimulée) sont aussi du travail improductif. Ils ne produisent aucune marchandise, aucune valeur d'échange.

- Revenons à nos moutons, s'il n'y a pas le critère n°2, c'est à dire si la production de marchandise ne se fait pas contre salaire, alors il ne s'agit pas non plus de travail productif.

Marx dit : « *Pour distinguer le travail productif du travail improductif, il suffit de déterminer si le travail s'échange contre de l'argent proprement dit ou contre de l'argent-capital.* »

Et cela peut se comprendre dans des cas très précis comme par exemple les travailleurs propriétaires de leur outil de production. Par exemple la petite bourgeoisie des petits commerçants, artisans, petits producteurs, agriculteurs, etc.

En effet pour qu'il y ait le critère n°2, il faut nécessairement qu'il y ait un salaire, c'est à dire que le capital loue une force de travail en vue de faire un profit.

Or le petit bourgeois propriétaire est à la fois capitaliste et travailleur. Son "salaire" qu'il se verse ne se fait donc pas en échange avec lui-même, à moins d'être atteint de schizophrénie. Il s'agit donc de la même personne, et donc il n'y a pas de plus-value. La seule chose qui s'échange donc, c'est par exemple une baguette de pain entre la boulangère et le client, et cela n'est pas du travail productif.

En revanche si la boulangère n'est pas propriétaire de son affaire mais salariée, alors on peut parler de travail productif.

- Il va de soi que s'il n'y a ni le critère n°1, ni le critère n°2, on ne peut pas parler de travail productif.

Par exemple un petit commerçant qui ne produit pas de marchandise et qui exerce son affaire à son compte. Par exemple les petites boutiques d'assurance, les notaires, les avocats, etc.

Il ne faut pas confondre travail productif et travail improductif, car « *cela fournit l'occasion aux apologistes du capital de transformer le travailleur productif, sous prétexte qu'il est salarié, en un travailleur qui échange simplement ses services (c'est-à-dire son travail comme valeur d'usage) contre de l'argent. C'est passer un peu commodément sur ce qui caractérise de manière fondamentale le travailleur productif et la production capitaliste : la production de plus-value et le procès d'auto-valorisation du capital qui s'incorpore le travail vivant comme simple agent. Le soldat est un salarié, s'il est mercenaire, mais il n'est pas pour autant un travailleur productif.* » (Marx)

Il est à noter qu'on parle ici de travail productif et improductif, mais qu'un même travailleur peut faire à la fois du travail productif et du travail improductif dans la même journée. Par exemple un employé libre service chez auchan va mettre en rayon des produits, mais il se peut aussi qu'il doive emballer d'autres produits, et dans ce cas il ajoute une valeur à la marchandise. Il s'agit donc tantôt de travail improductif, tantôt de travail productif.

Un ouvrier cordonnier fait du travail productif quand il répare des chaussures ou fait la copie d'une clé, en revanche il fait du travail improductif quand il sert et encaisse les clients, passe le balai, etc.

C'est avec le haut degré de division du travail propre à la grande production que les tâches productives et improductives sont confiées à des personnes différentes.

Un même travail peut d'ailleurs être productif ou improductif, selon qu'il y a ou non le critère n°2, c'est à dire l'exploitation, ce qui n'est pas le cas quand le travailleur est à son compte. Marx dit : « *De ce qui précède, il ressort que le travail productif n'implique nullement qu'il ait un contenu précis, une utilité particulière, une valeur d'usage déterminée en laquelle il se matérialise. C'est ce qui explique qu'un travail de même contenu puisse être ou productif ou improductif. [...] Un même travail (par exemple, celui d'un jardinier, d'un tailleur) peut être exécuté par un même ouvrier pour le compte d'un capitaliste ou d'un usager immédiat. Dans les deux cas, il est salarié ou loué à la journée, mais, s'il travaille pour le capitaliste, c'est un travailleur productif, puisqu'il produit du capital, tandis que s'il travaille pour un usager direct, c'est un improductif. En effet, dans le premier cas, son travail représente un élément du procès d'auto-valorisation du capital, dans le second, non.* »

Le travailleur improductif salarié ne crée pas la valeur de son salaire, et cela signifie qu'il est exploité tout en vivant de façon parasitaire au frais du brigandage capitaliste. Il faut donc bien noter que l'explosion du travail improductif, propres aux métropoles impérialistes, comme les états-unis, la France, la Chine de plus en plus, ne peut se faire qu'au prix de l'exploitation impérialiste, donc du brigandage capitaliste à l'échelle mondiale. En effet, reprenons notre exemple d'auchan. Pour acheter le moins cher possible ses marchandises, l'entreprise va plutôt importer de l'étranger ses marchandises, et cela n'est possible que parce que les capitalistes de l'industrie ont exporté leurs capitaux à l'étranger, c'est à dire délocalisé leur production dans des zones à bas prix des salaires. A l'inverse, si l'impérialisme vient à décliner ou que les délocalisations sont moins rentables, la plus-value faite par auchan sur ce trafic mondial deviendra compliquée. De manière générale cela va signifier une baisse considérable du travail improductif (même si cela ne se traduira pas forcément par un retour massif du travail productif en métropole).

Notons pour finir que le produit intérieur brut (PIB) mesure pêle-mêle toutes sortes de données qui ne permettent pas de voir directement la vraie part de travail transformé en capital (seul le travail productif peut le faire), c'est à dire de richesses réellement créées.

2. LA RÉVOLUTION BOURGEOISE

Il faut bien comprendre que le mode de production capitaliste s'est développé bien avant la révolution bourgeoise de 1789.

Partout en Europe, le capitalisme s'est développé au sein du féodalisme au moyen-âge. Dès le XIIème siècle, il existait déjà le capital bancaire, et le développement de l'industrie s'est fait petit à petit au sein des villes à partir de la période de la renaissance.

En Europe, les villes portuaires et commerciales ont été le berceau du capitalisme. Ainsi Venise, Bruges, Florence, Amsterdam, puis Londres, Paris, etc.

La découverte de l'Amérique a permis une fabuleuse accumulation primitive qui a donné un élan important au développement du capitalisme à ses débuts.

A ce nouveau mode de production, il fallait qu'il corresponde un nouveau système politique. Le système politique aristocratique issu du féodalisme devait donc inmanquablement succomber face à la montée en puissance de la bourgeoisie.

Le règne des nobles et des clercs qui était l'évidence du temps du servage devait être remplacé par le règne des hommes d'affaire, des banquiers, des industriels, etc. du temps du capitalisme.

Au développement capitaliste des forces productives devait correspondre les institutions bourgeoises «démocratiques», le parlementarisme bourgeois, etc.

Ces révolutions bourgeoises ont instauré partout un système politique nouveau, celui de la «démocratie» bourgeoise. Nous allons voir l'importance de démystifier ce système.

3. LA «DÉMOCRATIE» BOURGEOISE, DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Ce système politique bourgeois était plein de promesses, c'est à dire que face à l'aristocratie, il prétendait représenter tout le «tiers-état» (qui à l'époque regroupait indistinctement le prolétariat et la bourgeoisie).

« Chaque nouvelle classe qui prend la place de celle qui dominait avant elle est obligée, ne fût-ce que pour parvenir à ses fins, de représenter son intérêt comme l'intérêt commun de tous les membres de la société ou, pour exprimer les choses sur le plan des idées : cette classe est obligée de donner à ses pensées la forme de l'universalité, de les représenter comme étant les seules raisonnables, les seules universellement valables. Du simple fait qu'elle affronte une classe, la classe révolutionnaire se présente d'emblée non pas comme classe, mais comme représentant la société tout entière, elle apparaît comme la masse entière de la société en face de la seule classe dominante. » - Karl Marx

Bien loin d'abolir la domination d'une classe par une autre, la révolution bourgeoise ne fait au fond que remplacer une domination politique par une autre domination politique :

« Des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la « dictature en général », tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner « la dictature en général », ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. » - Lénine

La révolution bourgeoise très utile aux capitalistes dans la mesure où elle leur permet de conforter et d'élargir de nouveaux rapports de production, ce qui fait grandir sa puissance économique.

Néanmoins, bien loin de mettre fin à la lutte des classes, celle-ci devient encore plus forte car la chute de l'aristocratie et le développement plus large du capitalisme met à nu l'antagonisme de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie.

« Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. » - Lénine

« Marx, qui a apprécié mieux qu'aucun autre l'importance historique de la Commune, a prouvé en l'analysant le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, régime sous lequel les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimerà le peuple au Parlement. » - Lénine

On peut le dire très clairement, ce qu'on appelle le fascisme est bien plus ancien que Mussolini et Hitler. Le fascisme est ce régime politique de la bourgeoisie. Il arrive seulement que celui-ci prenne ou forme ouverte ou une forme dissimulée. Depuis 1789 en France, et à de rares exceptions près, nous vivons sous le fascisme.

« L'histoire du XIX^e siècle et du XX^e siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. [...] Ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploités que le pouvoir du capital commence à être ébranlé. » - Lénine

En réalité, la «démocratie» actuelle est le système politique de la bourgeoisie, la dictature de la bourgeoisie contre le prolétariat.

« Et cette société, fondée sur la propriété privée, sur le pouvoir du capital, sur la subordination complète de tous les ouvriers et des masses paysannes laborieuses pauvres, cette société, dis-je, proclamait que sa domination était fondée sur la liberté. Luttant contre le servage, elle déclarait libre toute propriété et elle était particulièrement fière que L'État eût, soi-disant, cessé d'être un État de classe.

(...)

Or, L'État demeurait une machine qui aide les capitalistes à assujettir la paysannerie pauvre et la classe ouvrière ; mais extérieurement, il est libre. Il proclame le suffrage universel, déclare par la bouche de ses zélés, de ses avocats, de ses savants et de ses philosophes, qu'il n'est pas un État de classe. » - Lénine

Les marxistes se doivent d'insister particulièrement sur ce caractère mensonger de la «démocratie» bourgeoise.

« La République des Soviets a rejeté ce mensonge bourgeois et déclaré ouvertement: vous prétendez que votre État est libre ; mais en réalité, tant qu'existe la propriété privée, votre État, fût-il une république démocratique, n'est qu'une machine aux mains des capitalistes pour réprimer les ouvriers, et cela apparaît d'autant plus clairement que l'État est plus libre. La Suisse en Europe, les États-Unis en Amérique, en sont un exemple. Nulle part la domination du capital n'est aussi cynique et impitoyable, et nulle part cela n'éclate autant que dans ces pays qui sont pourtant des républiques démocratiques, malgré leur savant maquillage, malgré tous les propos sur la démocratie pour les travailleurs, sur l'égalité de tous les citoyens. » - Lénine

« Quelles que soient les formes revêtues par la république, fût-elle la plus démocratique, si c'est une république bourgeoise, si la propriété privée de la terre, des usines et des fabriques y subsiste, et si le capital privé y maintient toute la société dans l'esclavage salarié, autrement dit si l'on n'y réalise pas ce que proclament le programme de notre Parti et la Constitution soviétique, cet État est une machine qui permet aux uns d'opprimer les autres. »

Dans les républiques les plus «démocratiques»,

« La force du capital est tout, la Bourse est tout ; le Parlement, les élections ne sont que des marionnettes, des fantoches... » - Lénine

En conclusion, nous devons retenir ceci :

« Les formes d'États bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces États sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, une dictature de la bourgeoisie. »
- Lénine

4. L'IDÉOLOGIE DES DROITS DE L'HOMME

Comme nous l'avons vu, la bourgeoisie a d'abord acquis une puissance économique considérable en développant le capitalisme au sein-même de la société féodale, avant de renverser finalement le régime politique de l'aristocratie.

L'idéologie de la bourgeoisie est celle des droits de l'homme, l'individualisme bourgeois, le libéralisme, qui consacre le droit de quelques individus à posséder et à exploiter l'ensemble de la société sous couvert de garantir les «droits de tous» à la propriété, à la «liberté», etc. La classe dominante camoufle son intérêt particulier derrière des grandes phrases sur la liberté «en général», la démocratie «en général» et autres concepts abstraits universels.

« La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploiters. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la conférence de l'Internationale jaune de Berne en février 1919 sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.

(...)

D'abord, cet argument s'appuie sur les conceptions de « démocratie en général » et de « dictature en général », sans préciser la question de la classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car, dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général : il n'y a que la démocratie bourgeoise. » - Lénine

Défendre la «démocratie» actuelle, c'est défendre les exploiters.

« Tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploiteuse. » - Lénine

C'est Karl Marx qui a le mieux critiqué les droits de l'homme.

« Constatons avant tout le fait que les « droits de l'homme », distincts des « droits du citoyen, » ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté. La Constitution la plus radicale, celle de 1793, a beau dire : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. « Art. 2. Ces droits (les droits naturels et imprescriptibles) sont : l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété. »

En quoi consiste la « liberté » ? « Art. 6. La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui. » Ou encore, d'après la Déclaration des droits de l'homme de 1791 : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui.

La liberté est donc le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans nuire à autrui sont marquées par la loi, de même que la limite de deux champs est déterminée par un piquet. Il s'agit de la liberté de l'homme considéré comme monade isolée, repliée sur elle-même. [...] Le droit de l'homme, la liberté, ne repose pas sur les relations de l'homme avec l'homme mais plutôt sur la séparation de l'homme d'avec l'homme. C'est le droit de cette séparation, le droit de l'individu limité à lui-même. » - Karl Marx

Marx poursuit, avec le « droit de propriété privée », qui fait partie des revendications de la bourgeoisie et du socle de sa domination :

« L'application pratique du droit de liberté, c'est le droit de propriété privée. Mais en quoi consiste ce dernier droit ?

« Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie. » (Constitution de 1793, art. 16.)

Le droit de propriété est donc le droit de jouir de sa fortune et d'en disposer « à son gré », sans se soucier des autres hommes, indépendamment de la société; c'est le droit de l'égoïsme. C'est cette liberté individuelle, avec son application, qui forme la base de la société bourgeoise. Elle fait voir à chaque homme, dans un autre homme, non pas la réalisation, mais plutôt la limitation de sa liberté. Elle proclame avant tout le droit « de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie ». » - Karl Marx

Marx s'attaque enfin aux concepts d'égalité et de sûreté au sens bourgeois :

« Restent les autres droits de l'homme, l'égalité et la sûreté.

Le mot « égalité » n'a pas ici de signification politique; ce n'est que l'égalité de la liberté [note : ce qu'on appelle aujourd'hui "l'égalité des chances"] définie ci-dessus : tout homme est également considéré comme une telle monade basée sur elle-même. La Constitution de 1795 détermine le sens de cette égalité : « Art. 5. L'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. »

Et la sûreté ? La Constitution de 1793 dit : « Art. 8. La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés. »

La sûreté est la notion sociale la plus haute de la société bourgeoise, la notion de la police : toute la société n'existe que pour garantir à chacun de ses membres la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés. C'est dans ce sens que Hegel appelle la société bourgeoise « l'État de la détresse et de l'entendement ».

La notion de sûreté ne suffit pas encore pour que la société bourgeoise s'élève au-dessus de son égoïsme. La sûreté est plutôt l'assurance (Versicherung) de l'égoïsme. » - Karl Marx

Marx conclut sur les « droits de l'homme » et leur caractère entièrement bourgeois :

« Aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé. L'homme est loin d'y être considéré comme un être générique; tout au contraire, la vie générique elle-même, la société, apparaît comme un cadre extérieur à l'individu, comme une limitation de son indépendance originelle. Le seul lien qui les unisse, c'est la nécessité naturelle, le besoin et l'intérêt privé, la conservation de leurs propriétés et de leur personne égoïste. » - Karl Marx

La «liberté» proclamée par les apologistes du système bourgeois est la liberté de la bourgeoisie d'exploiter les travailleurs.

« Dans une société fondée sur la puissance de l'argent, dans une société où les masses laborieuses végètent dans la misère, tandis que quelques poignées de gens riches vivent en parasites, il ne peut y avoir de « liberté » réelle et véritable. » - Lénine

Il en va de même de la prétendue «liberté de la presse».

« La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. (...) Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la « démocratie pure » sont en réalité une fois de plus des défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses ; ils sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital. De véritable liberté ou égalité, il n'y en aura que dans le régime édifié par les communistes. » - Lénine

5. LES CLASSES SOCIALES SOUS LE CAPITALISME

Pour définir une classe sociale de façon aussi simple et précise que possible, nous devons comprendre le critère principal qui fonde les distinctions de classe dans la société.

On peut en effet trouver plusieurs façons de découper la société en classes, plusieurs critères.

Pour nous, marxistes, les classes sociales ne sont pas des «catégories socio-professionnelles». Le véritable critère (ou du moins le critère principal) qui permet de comprendre la division de la société en classe sous le capitalisme est de partir de la propriété du capital.

La classe des exploiters, des propriétaires de capital, c'est à dire de rente, constituent la bourgeoisie.

La classe de ceux qui ne possèdent pas de capital (et qui par conséquent survivent en louant leur force de travail) constituent le prolétariat.

Entre le prolétariat et la bourgeoisie, il existe en réalité la classe moyenne, à certaines époques. En effet même un travailleur n'est pas forcément un prolétaire. Pour peu qu'il possède un petit capital (mais pas assez pour en vivre), alors il a son épargne, sa rente, il exploite autrui, il est un petit capitaliste. Il est donc à la fois capitaliste et travailleur. C'est la classe moyenne (petite bourgeoisie).

Il existe plusieurs formes de classe moyenne. Par exemple les petits artisans ou commerçants (qui possèdent comme capital leurs moyens de production), ou les petits exploitants. Il existe aussi tous les salariés des couches embourgeoisées de la population (assez large sous l'âge d'or de l'impérialisme), car si le salaire est bien au-dessus du minimum de survie, alors le salarié peut accumuler un capital et donc s'embourgeoiser.

Nous voyons bien que le critère pour savoir qui est dans quelle classe n'est pas le salaire sur la fiche de paye (ainsi pensent les employés de bureau). Le critère est la propriété du capital, qui bien évidemment est conditionné par divers facteurs tels que l'héritage, le niveau du salaire tout au long de la vie, etc. Et qui s'accompagne d'un «niveau de vie», d'un certain confort en fonction de la classe à laquelle on appartient.

On peut évidemment ensuite affiner notre compréhension des classes en voyant par exemple qu'il existe des travailleurs productifs et des travailleurs improductifs (et que par exemple sous l'impérialisme le travail productif est fait dans les pays ateliers alors que le travail improductif et les services parasites au service de cette large couche embourgeoisée de gens des métropoles impérialistes).

Le socialisme ne peut être construit qu'avec le prolétariat.

« De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. Les classes moyennes (...) combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. » - Karl Marx

V- LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

« Par son contenu, le socialisme moderne est, avant tout, le produit de la vue immédiate, d'une part, des oppositions de classes qui règnent dans la société moderne entre possédants et non possédants, bourgeois et salariés, d'autre part, de l'anarchie qui règne dans la production. » - Friedrich Engels

1. LES CRISES

a- les crises de surproduction

La crise capitaliste s'explique simplement : la plus-value. C'est ce que Marx appelle la surproduction structurelle.

Dans le capitalisme, le capitaliste investit de l'argent pour obtenir cette plus-value. Plus il obtient de plus-value pour peu d'argent investi en salaires, plus son profit est élevé. Ce que recherche le capitaliste, c'est le maximum de profit.

En exploitant les travailleurs, les capitalistes ne payent pas la valeur que crée la force travail. Ils achètent la force de travail à un prix qui est bien inférieure à la valeur qu'elle crée. La différence entre ce que le capitaliste paye en salaire et la valeur de ce qu'a créé le travail, c'est la plus-value.

Mais la plus-value pose problème. Il faut avoir un point de vue global. Tout cet argent qui n'a pas été donné en salaire, c'est autant d'argent qui n'ira pas dans la consommation des produits. Donc il y a toujours plus de produits que d'argent qui ne peut être dépensé pour les acheter.

Il s'agit d'une contradiction entre le caractère privé des moyens de production et le caractère social de la production. En effet les capitalistes sont propriétaires de ce que leur entreprise produit, mais en même temps ils font leur profit en volant à ceux-là mêmes qui sont censés acheter leurs produits. D'un point de vue global, il y a donc toujours des produits en trop qui ne trouvent pas d'acheteurs. On dit que la production totale dépasse la demande solvable.

Donc les capitalistes se retrouvent donc avec des marchandises en trop, qui ne trouvent pas d'acheteurs. C'est ce qu'on appelle la surproduction structurelle.

Mais un capitaliste ne voit pas les choses de cette façon. Pour lui il y a de l'argent qui rentre et de l'argent qui sort. Les salaires, c'est de l'argent qui sort et qui va finir dans le coffre fort des autres capitalistes.

Donc, pris séparément, le combat des capitalistes est simple : 1- s'approprier la plus grande part possible de la consommation (parts de marché) 2- verser le moins d'argent possible aux salariés. En bref, faire rentrer le plus d'argent possible et en faire sortir le moins possible : chercher le profit maximum.

La seule solution pour voler les parts de marché aux autres, c'est baisser les prix. Car les consommateurs, peu importe ce qu'ils veulent (des produits de qualité par exemple), ont une quantité limitée d'argent. (Les secteurs comme le luxe par exemple, sont une exception limitée, puisque seuls les riches achètent ça, et par définition leur but n'est pas de croquer leur fortune mais de la faire grossir s'ils ne veulent pas disparaître. Donc là aussi la part de marché est limitée).

Mais si un capitaliste baisse les prix, alors les autres doivent suivre. Finalement, certains n'arrivent pas à supporter cette baisse des prix. Ils font faillite. Beaucoup font faillite. C'est à dire que le prix du marché est en dessous de leur seuil de rentabilité. Au bout d'un moment il ne reste que quelques

survivants. Alors les poissons restants mangent les cadavres et deviennent des gros poissons. Comme ils sont désormais moins nombreux sur leur marché, les prix remontent et l'histoire recommence.

Voilà ce qu'est un cycle du capitalisme.

La crise est inévitable, il n'y a rien qui puisse l'arrêter. C'est loi du fonctionnement du capitalisme. L'origine des crises vient directement de l'exploitation, c'est à dire de la plus-value, du travail non payé sur lequel les capitalistes essayent de faire leur profit.

Il ne faut pas se tromper de sens. La "surproduction" ne signifie pas qu'on produit trop par rapport aux besoins de la population, mais par rapport à la demande solvable.

En revanche le capitalisme n'est pas une succession sans fin de cycles, car il y a un autre gros problème, la baisse tendancielle du taux de profit. Et la solution qu'ils trouvent à toutes ses crises, la dette, ne fait en fait que déplacer les problèmes, elle les aggrave

b- les crises financières

Le capital s'est concentré entre peu de mains. Du coup l'intérêt des banquiers a aussi été de colmater les crises de surproduction dans l'industrie. Histoire aussi d'éviter de se faire couper la tête par le peuple qui en a marre des crises. C'est de là qu'est venue la "solution". Aujourd'hui les crises de surproduction sont masquées par la dette. Les banquiers ont pendant des décennies cru pouvoir résoudre la crise. C'est ainsi qu'est né le keynésianisme.

Ce qu'ils font, c'est qu'ils donnent aux gens les moyens d'acheter la surproduction. C'est la raison pour laquelle ils endettent des "subprimes" (personnes non solvables), afin que l'économie tourne. C'est la raison pour laquelle les états s'endettent également. Bien sûr ils ne prêtent pas vraiment LEUR argent, les banques se sont données le droit de créer l'argent par le crédit. Presque tout l'argent qui circule aujourd'hui est de la dette.

Mais seule une dette supplémentaire peut venir rembourser la dette initiale. Car chaque mois suivant, la surproduction à écouler s'ajoute à la dette déjà impossible à rembourser, plus les intérêts de la dette déjà existante.

Ainsi les crises de surproduction ont été déplacées dans le système financier. La bourgeoisie monopoliste du système financier gère ces crises sous cette nouvelle forme mais ne peut empêcher éternellement l'explosion de ces bulles de dettes qui entraînent de véritables cataclysmes financiers à l'échelle mondiale.

c- un système qui a fait son temps

C'est la crise du capitalisme qui prouve que ce système est condamné. Le socialisme lui-même est certain de gagner précisément à cause du caractère condamné du capitalisme.

« Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail..., nous n'avons pas de certitude meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal 'en point et nous pourrions attendre longtemps. [...] Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrées en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, au point de rendre nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir périr toute la société moderne. C'est sur ce fait matériel palpable..., et non dans des idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste, que se fonde la certitude de la victoire du socialisme moderne. » - Friedrich Engels

Ce sont les crises qui prouvent que le capitalisme a fait son temps et qu'un nouveau mode de production est nécessaire pour le développement à venir de l'humanité.

« Les crises industrielles d'aujourd'hui, qui sonnent le glas de la propriété capitaliste et posent de front la question : ou bien le capitalisme, ou bien le socialisme, rendent cette conclusion parfaitement évidente, elles font nettement apparaître le parasitisme des capitalistes et le triomphe inévitable du socialisme. Voilà comment l'histoire justifie encore l'inéluctabilité du socialisme prolétarien de Marx. Ce n'est point sur du sentimentalisme, ni sur une notion abstraite de « justice », ni sur l'amour du prolétariat, mais sur les principes scientifiques rappelés plus haut que repose le socialisme prolétarien. Voilà pourquoi le socialisme prolétarien est aussi appelé « socialisme scientifique ». » - Staline

La bourgeoisie ne peut même plus assurer l'existence de ses esclaves, c'est pourquoi son système n'est pas viable. La loi fondamentale du capitalisme est de créer toujours plus de prolétaire. Transformer toutes les anciennes classes sociales en bourgeoisie et en prolétariat, tel est le caractère fondamental du capitalisme, une loi absolue. Seules quelques périodes d'âge d'or impérialiste peuvent venir compenser cette loi. Et nous sortons précisément de cette période dans nos vieux pays impérialiste. La loi fondamentale du capitalisme s'applique donc désormais pleinement (et cette fois sans possibilité d'y changer quoi que ce soit) :

« Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut pouvoir lui garantir des conditions d'existence qui lui permettent, au moins, de vivre dans la servitude. Le serf, en plein servage, est parvenu à devenir membre d'une commune, de même que le petit-bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.

(...)

Ainsi, le développement de la grande industrie s'opère, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. » - Karl Marx

2. LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

Pour une explication complète de cette loi du capitalisme, je renvoie au texte plus complet présent sur le site (voir le lien au début du manuel).

Pour l'instant, nous devons simplement retenir cette explication simple.

Le capitaliste investit dans des machines (capital constant) et dans de la force de travail (capital variable).

Le profit du capitaliste, nous l'avons vu, ne provient de nulle part ailleurs que de l'exploitation des travailleurs productifs, par la plus-value, le vol caractéristique du capital envers le travail.

Le taux de profit du capitaliste est simplement le rapport entre la plus-value qu'il extrait et le capital qu'il a investi. Autrement dit, c'est le vol rapporté à ce qu'il a fallu investir pour voler.

On appelle taux de profit moyen la moyenne des taux de profits dans un secteur, dans un pays ou dans le monde.

Le taux de profit moyen a tendance à baisser parce que la concurrence entre capitalistes les oblige à investir toujours plus dans des machines (capital constant). Les capitalistes investissent donc toujours plus dans des machines au lieu d'investir dans le capital variable (la force de travail), qui est pourtant la seule à créer du profit.

En effet une machine ne crée pas de richesse, elle ne travaille pas, elle ne fait que transmettre sa valeur aux objets produits.

Malgré quelques facteurs antagonistes, la baisse tendancielle du taux de profit est un fait non seulement prédit par Marx mais également observé dans les faits.

Les conséquences sont multiples, parce que cela aggrave bien sur le caractère borné du capitalisme dans le temps.

L'autre conséquence est que les pays capitalistes cherchent sans cesse à délocaliser leur production dans des pays où le taux de profit moyen est plus élevé. En faisant cela bien sur ils ne font que retarder l'inévitable car ils développent les pays ateliers et le taux de profit moyen mondial finit par baisser.

Cette question nous amène à un troisième point, l'impérialisme.

3. LE STADE IMPÉRIALISTE

Dans les années 1870-1880, les pays comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis contrôlaient le monde. Presque toute la planète était sous leur botte coloniale. Après des siècles de conquêtes, de partage du monde, le monde était entièrement partagé.

Jusque là le capitalisme fonctionnait de cette façon : les capitalistes investissent dans une usine, par exemple à Paris. Ils vendent ensuite leurs produits en France et si possible partout dans le monde.

Ce modèle, c'était l'ancien capitalisme. Avec les crises successives, tout le capital a fini par être concentré entre les mains de quelques capitalistes.

Lénine a dit : « *Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.* » - Lénine

Ces quelques capitalistes se sont retrouvés à la tête d'un énorme capital. Leur but, toujours investir pour tirer la meilleure rente possible. Dans chaque pays impérialiste, une véritable oligarchie financière a ses tentacules partout dans le pays même et aussi dans le monde.

Lénine donnait une définition en cinq points de l'impérialisme :

« *Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :*

1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique;

2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière;

3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière;

4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde,

et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financiers, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. » - Lénine

On entend par impérialisme un stade de l'économie et non les guerres en elles-mêmes. L'impérialisme est l'ultime stade du capitalisme, celui du pourrissement, celui où la bourgeoisie monopoliste vit d'une rente coloniale sur le monde entier. Elle a précipité le monde entier dans le capitalisme, aggravant les crises.

« Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier. » - Lénine

Seule la révolution socialiste peut mettre fin à l'impérialisme.

« Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. » - Karl Marx

L'impérialisme a aggravé le caractère illusoire de la « démocratie » bourgeoise. Avec la transformation de la bourgeoisie impérialiste en véritable oligarchie qui règne sur des pans entiers de la société et même du monde.

« L'"union personnelle" des banques et de l'industrie est complétée par l'"union personnelle" des uns et des autres avec le gouvernement. » - Lénine

« En France, le règne de l'"oligarchie financière" (Contre l'oligarchie financière en France, titre du fameux livre de Lysis, dont la cinquième édition a paru en 1908) a revêtu une forme à peine différente. [...] l'auteur est obligé de conclure : "La République française est une monarchie financière"; "l'omnipotence de nos grandes banques est absolue; elles entraînent dans leur sillage le gouvernement, la presse. » - Lénine

« Le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier font de la démocratie une illusion. » - Lénine

L'impérialisme a battu temporairement les mouvements socialistes au sein de ses propres métropoles, à cause d'une raison très précise.

En effet la rente coloniale des exportations de capitaux (investissements à l'étranger), la bourgeoisie la partage avec le peuple, l'embourgeoise (par les syndicats notamment). Quand elle a d'autres peuples à saigner, la bourgeoisie peut donc embourgeoiser son prolétariat et le faire dévier ainsi du marxisme, acheter la paix sociale.

A l'échelle du monde, cela crée une division du travail entre pays consommateurs parasites et impérialistes, et pays semi-coloniaux ateliers, producteurs, d'autre part.

Il va de soi que dans une telle situation, les conditions même de l'existence du marxisme au sein des métropoles impérialistes était vouée à être différée.

« Ramsay Macdonald sait parfaitement que nous avons fondé la III^e Internationale et rompu totalement avec la II^e car nous nous étions convaincus qu'elle était incurable, condamnée, qu'elle était le serviteur de l'impérialisme, l'agent de l'influence bourgeoise, du mensonge bourgeois et de la dépravation bourgeoise dans le mouvement ouvrier. Si Ramsay Macdonald, en voulant parler de la III^e Internationale, élude le fond de la question, tourne autour du pot, prononce des phrases vides et ne parle pas de ce dont il faut parler, à lui la faute, à lui le crime. Car le prolétariat a besoin de la vérité, et rien n'est plus nuisible à sa cause que le mensonge de belle apparence et de bon ton du petit bourgeois. »

La question de l'impérialisme et de sa liaison avec l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, avec la trahison de la cause ouvrière par les chefs ouvriers, est posée depuis longtemps, depuis très longtemps.

Pendant quarante ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels ont constamment signalé l'embourgeoisement des couches supérieures de la classe ouvrière d'Angleterre en raison de ses particularités économiques (colonies ; monopole sur le marché mondial, etc.) . Vers 1870, Marx s'est acquis la haine honorifique des vils héros de la tendance internationale « bernoise » de l'époque, des opportunistes et des réformistes, pour avoir stigmatisé nombre de leaders des trade-unions anglaises, vendus à la bourgeoisie ou payés par elle pour services rendus à sa classe à l'intérieur du mouvement ouvrier.

[...]

« Impérialisme fabien » et « social-impérialisme » sont une seule et même chose : socialisme en paroles, impérialisme dans les faits, transformation de l'opportunisme en impérialisme. Ce phénomène est devenu maintenant, pendant et après la guerre de 1914 à 1918, un phénomène universel. Ne pas l'avoir compris est le plus grand aveuglement de l'Internationale jaune « de Berne » et son plus grand crime. L'opportunisme ou le réformisme devait inévitablement se transformer en impérialisme socialiste ou social-chauvinisme, de portée historique mondiale, car l'impérialisme a promu une poignée de nations avancées richissimes qui pillent le monde entier, et par là même a permis à la bourgeoisie de ces pays d'acheter avec son sur-profit de monopole (l'impérialisme, c'est le capitalisme monopoliste) leur aristocratie ouvrière.

Pour ne pas voir que c'est un fait économiquement inéluctable sous l'impérialisme, il faut être ou bien un parfait ignorant, ou bien un hypocrite qui trompe les ouvriers en répétant des lieux communs sur le capitalisme pour dissimuler l'amère vérité du passage d'un courant socialiste tout entier du côté de la bourgeoisie impérialiste. » Lénine

« L'Internationale « de Berne » est en réalité, de par son rôle historique et politique véritable, indépendamment de la bonne volonté et des vœux pieux de tel ou tel de ses membres, une organisation d'agents de l'impérialisme international, qui agissent à l'intérieur du mouvement ouvrier, et font pénétrer dans ce mouvement l'influence bourgeoise, les idées bourgeoises, le mensonge bourgeois et la dépravation bourgeoise. » - Lénine

« En Europe occidentale (...) les camarades voient un mal dans les syndicats, car ceux-ci sont à tel point entre les mains des éléments jaunes du vieux socialisme que les communistes ne trouvent aucun intérêt dans leur soutien. De nombreux communistes occidentaux, et Rosa Luxemburg elle-même, prônent la suppression des syndicats. » - Lénine

Bien sur cette situation défavorable au marxisme ne dure pas éternellement car les exportations de capitaux développent les pays ateliers, au point que certains d'entre eux deviennent très rapidement des puissances impérialistes rivales. Ainsi la Chine, l'Inde, etc. Ils ont émergé grâce à l'impérialisme occidental, et maintenant ils vont le chasser de sa position dominante.

Toute la corruption que l'impérialisme déversait chez nous («acquis sociaux», «état providence», salaires élevés, «société de consommation», «droit du travail», etc.), toutes ces chaînes dorées sont donc vouées à voler en éclat (au désespoir des réformistes qui croyaient avoir trouvé une troisième voie pour aménager le capitalisme).

Ce caractère de corruption n'est pas propre à l'impérialisme. A l'époque d'Engels, ce caractère de corruption se manifestait au sein du capitalisme industriel et le monopole de l'industrie anglaise sur le marché mondial (exportations de marchandises).

« L'histoire de Jones est écoeurante. Il a organisé ici un meeting et parlé tout à fait dans l'esprit de la nouvelle alliance. Après cette histoire on peut vraiment conclure que le mouvement prolétarien anglais, sous sa vieille forme traditionnelle chartiste doit sombrer définitivement avant de pouvoir évoluer une forme vivace nouvelle . Il est cependant difficile de prévoir ce que sera cette forme. J'ai l'impression que Jones's new move [le dernier coup de Jones], comme toutes les tentatives précédentes plus ou moins réussies, d'une alliance de ce genre, s'expliquent par le fait que le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus et que cette nation, la plus bourgeoise de toutes, veut donc apparemment, en venir à posséder une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie. Il va sans dire que pour une nation qui exploite le monde entier c'est assez normal. Seules quelques années très mauvaises pourraient y remédier, mais il ne faut pas trop compter dessus depuis la découverte des terrains aurifères. »

Pour Engels, les syndicats « ... sont les organisations des secteurs industriels où ni la concurrence du travail des femmes ou des enfants ni celle des machines n'ont été jusqu'à présent en mesure de briser leur puissance organisée... Leur situation s'est, sans aucun doute, remarquablement améliorée depuis 1848. La meilleure preuve en est que depuis quinze ans, ce ne sont pas seulement leurs employeurs qui sont satisfaits d'eux, mais eux même qui sont également très contents de leurs employeurs. Ils constituent une aristocratie au sein de la classe ouvrière. Ils sont parvenus à conquérir une situation relativement confortable et, cette situation, ils l'acceptent comme définitive. [...] Ils sont très gentils et nullement intraitables pour un capitaliste raisonnable en particulier et pour la classe capitaliste en général. »

Engels avait parfaitement compris ce rôle de corruption des syndicats.

« De l'expérience chartiste, la bourgeoisie industrielle a tiré la conviction qu'elle ne parviendrait jamais à dominer politiquement et socialement la nation, autrement qu'avec l'aide de la classe ouvrière. »

Il avait également parfaitement compris que la renaissance du socialisme était liée à l'effondrement de ces privilèges sociaux que la domination de l'Angleterre avaient permis de financer.

« Avec l'effondrement de ce monopole, la classe ouvrière anglaise perdra cette position privilégiée. Elle se verra alignée un jour-y compris la minorité dirigeante et privilégiée- au niveau des ouvriers de l'étranger. [...] Et c'est la raison pour laquelle le socialisme renaîtra en Angleterre. »

De la même manière aujourd'hui, l'effondrement de nos pays impérialistes face à la Chine, l'Inde, etc. conduit à ce que le peuple français longtemps embourgeoisé voit ses chaînes dorées voler en éclat et se prolétarianiser de plus en plus. Voilà pourquoi le socialisme renaîtra en France.

VI- COMPRENDRE LE JEU POLITIQUE

« Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. » - Lénine

1. IDÉOLOGIES ET INTÉRÊTS DE CLASSE

Donnez la parole au loup, et il vous dira que manger des chèvres est une bonne chose pour tous, y compris les chèvres. "Que ferait-on sans les loups ?", demanderait l'un. "Assurément le monde s'écroulerait", répondrait l'autre. A quoi bon dire à ces loups : "le monde peut exister sans vous" ? Nous aurions alors des dizaines de loups philosophes, économistes, «scientifiques», religieux, etc. qui se lèveraient pour démontrer le contraire avec acharnement.

D'où la formule de Lénine : *« Un adage bien connu dit que si les axiomes géométriques heurtaient les intérêts des hommes, on essaierait certainement de les réfuter. »*

Voilà de quel genre de substance est aussi faite la pensée des hommes. La vérité ne les intéresse pas toujours. Ce qui les intéresse en premier lieu, par définition du mot "intéresser", c'est l'intérêt : la survie, la vie, la reproduction. Voilà ce qui anime toutes les choses vivantes. Dès lors, toute la science, la médecine, la philosophie, la religion, la pensée, l'histoire, le droit, etc. se développent toujours en suivant tel ou tel intérêt. Aucune idée, aucune théorie n'est «au-dessus» des intérêts. La majorité des choses dites par les hommes (même s'ils ont l'habit du grand scientifique ou du "savant") peuvent être fausses. Non pas parce qu'ils sont stupides, mais parce que parfois leur survie passe avant la vérité.

Prenons un exemple :

Trois hommes sont sur un bateau qui n'a que deux places. Le bateau est en pleine mer, et il prend l'eau. Si l'un des hommes ne saute pas, le bateau finira par couler, ils le savent tous. Qu'est-ce que chacun va penser, quelle sera son idée ? "Ce sont les autres qui sont en trop sur ce bateau".

Dans cette situation, on trouverait tous ridicule l'idée d'organiser un débat pour décider qui doit sauter !

Cela ne veut pas dire qu'il y a une mécanique parfaite entre intérêts et idées. Toujours, il y a un décalage de la conscience, les idées des hommes retardent sur la réalité. De plus l'intérêt n'est pas binaire. Par exemple les prolétaires peuvent avoir intérêt à suivre tel politicien à 50% et intérêt à faire la révolution à 20%, etc. (chiffres arbitraires) Ce qui compte, c'est que l'intérêt matériel concret est toujours premier, et les idées secondes. La théorie idéaliste affirme au contraire que l'homme serait stupide et ne comprendrait pas son intérêt. Bien sur l'homme n'est pas forcément très intelligent, mais même un idiot sait faire preuve de bon sens quand il s'agit de son intérêt.

Nous pouvons du moins conclure sur un point essentiel. Le mensonge, comme phénomène politique et social de masse, est daté historiquement. La société divisée en classe crée une classe dominante d'exploiteurs dont l'intérêt est de mentir, puisque seul a intérêt à mentir à autrui celui qui vit de l'exploitation d'autrui. La bourgeoisie est la classe du mensonge, et elle délègue même ce travail spécifique de mensonge et d'enfumage des consciences à des valets spécialement embauchés pour cette tâche. La lutte pour la vérité est donc un aspect de la lutte des classes. Ce n'est pas pour rien que Lénine et les bolcheviques donnèrent pour nom à leur journal "la pravda" (la vérité). *« Le prolétariat, disait Lénine, a besoin de la vérité, et rien n'est plus nuisible à sa cause que le mensonge de belle apparence et de bon ton du petit bourgeois. »*

Le plus important à comprendre, c'est qu'on ne peut pas convaincre la bourgeoisie, comme se l'imaginent les petits-bourgeois. Marx critiquait déjà en son temps les socialistes petits bourgeois

utopistes qui, au lieu de lutter contre la bourgeoisie, « ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante. ».

« L'une des caractéristiques les plus négatives de la majorité de la fraction parlementaire sociale-démocrate, disait Engels, c'est précisément l'esprit prudhomme du philistin qui veut convaincre son adversaire au lieu de le combattre : « notre cause n'est-elle pas si noble et si juste » que tout autre petit bourgeois doit inévitablement se joindre à nous à condition seulement qu'il ait bien compris ? Pour en appeler ainsi à l'esprit prudhomme, il faut méconnaître entièrement les intérêts qui guident cet esprit, voire les ignorer délibérément. C'est ce qui est l'une des caractéristiques essentielles du philistinisme spécifiquement allemand. » - Friedrich Engels

Dans la société capitaliste, les intérêts des classes antagonistes (prolétariat et bourgeoisie) sont radicalement opposés. Qu'est-ce qui fait que des classes sociales existent ?

C'est que dans la société, chacun tire son existence d'une certaine façon. Chacun reproduit sa vie au quotidien d'une certaine façon. Par exemple dans les tribus primitives, en chassant ou en cueillant des fruits. Dans la société aussi, chacun tire son existence d'une certaine activité particulière. S'il existe des classes sociales, c'est parce que nous vivons dans la division du travail, c'est à dire que des membres de la société sont spécialisés dans une activité, d'autres dans une autre, etc. et que sur cette base ils établissent des relations, des rapports qui se ressemblent. Par exemple la vie de tous les artisans se ressemble beaucoup : dans leur travail, leur rapport avec leurs clientèle, leur rapport avec l'état et ses impôts, leur rapport avec les autres entreprises, etc. De sorte que chaque membre de la société peut trouver dans la société-même une foule de gens qui tirent leur existence de la même façon que lui.

Dans la société capitaliste par exemple, ceux qui tirent leur existence de la rente du capital (les capitalistes), forment la classe bourgeoise. Et ceux qui tirent leur existence du travail uniquement forment la classe des travailleurs prolétaires. Et entre les deux existent des classes qui tirent autant leur existence de la propriété d'un petit capital que du travail. De sorte que chaque classe sociale existe objectivement, indépendamment même de la conscience que les individus qui la composent en ont. Un artisan qui n'a jamais vu un autre artisan n'en reste pas moins un membre de telle classe sociale bien précise, dont il ignore peut-être l'existence !

Donc la société est divisée en classes sociales. Chacune a des intérêts qui lui sont propres. On parle d'intérêts de classe. C'est à dire que telle classe sociale a objectivement tel intérêt. Par exemple les artisans ont objectivement intérêt à voir leurs impôts baisser. Cet intérêt objectif se manifeste dans une multitude d'intérêts individuels, celui de tel artisan et de tel autre, ou d'un autre encore. En soi, tel artisan pense d'abord à défendre son intérêt individuel, et parfois ne sait-il même pas qu'il s'agit aussi de l'intérêt des autres artisans de voir les impôts diminuer.

Les intérêts de classe sont antagonistes tant qu'il existe une contradiction dans la société (l'exploitation d'une classe par une autre).

Il peut subsister des classes différentes sans luttes des classes dès lors qu'il n'y a plus de classe exploiteuse. C'est la première phase du communisme (socialisme), qui n'abolit pas encore toutes les différences de classe. Dès cette phase, l'intérêt de toutes les classes de travailleurs deviennent alliées au prolétariat (paysannerie, intellectuels) et partagent le même intérêt à la destruction de l'ancienne société ainsi qu'à la construction de la nouvelle.

Quant à la lutte des classes, elle découle des intérêts antagonistes, c'est à dire qu'elle existera tant qu'une classe en exploitera une autre. Cela dit, le socialisme ne gagne d'abord que dans un seul pays, ce qui rend nécessaire une lutte de classes mondiale qui se manifeste à l'intérieur même du pays socialiste contre les anciennes classes exploiteuses et à l'extérieur contre les pays capitalistes.

2. CONSCIENCE DE CLASSE ET PARTI

Il y a donc d'un côté la classe sociale et son intérêt objectif ; et de l'autre la conscience de classe et la conscience de l'existence d'un intérêt de classe.

Ce sont deux choses bien différentes. La conscience ne fait que dériver, souvent avec du retard, de la réalité objective. De sorte que la conscience de classe n'est jamais tout à fait alignée sur la réalité des rapports de classe. Elle subit toujours un décalage, un retard plus ou moins grand selon l'époque et la situation sociale concrète.

Par exemple, c'est en côtoyant les autres artisans que l'artisan va se rendre compte qu'ils sont membres d'une seule et même classe sociale, avec le même intérêt, car ils partagent les mêmes difficultés, sont en proie aux mêmes vicissitudes, souhaitent les mêmes changements, etc.

C'est sur cette base qu'existe la lutte des classes, c'est à dire la lutte pour l'existence dans la société.

La lutte des classes existe à des degrés divers, selon le degré de conscience.

Au degré de conscience minimum, la lutte est seulement celle d'individus isolés qui ignorent que leur lutte revêt un caractère de classe, qu'elle recouvre une lutte plus large que celle du simple prolétaire ou du simple individu isolé.

Au degré de conscience supérieur, la lutte est celle d'individus conscients, regroupés, qui connaissent leur intérêt commun de classe et apprennent à s'organiser pour le défendre.

Entre ces deux degrés, il existe une multitude d'états intermédiaires, selon l'époque, l'expérience des individus qui composent les classes sociales. Chaque classe sociale a son propre degré de conscience.

Une des raisons de ce décalage est aussi qu'un individu peut très bien changer de classe sociale. Par exemple un petit bourgeois peut être déclassé dans le prolétariat. Dès lors il garde pendant un temps plus ou moins long ses anciennes idées de classe. Il arrive aussi que des prolétaires aspirent à "s'élever", et se placent non plus du point de vue de leur propre intérêt, mais de celui de la classe dans laquelle ils cherchent à "s'élever". Ce genre de phénomènes entrave la progression de la conscience de classe, la fait retarder parfois considérablement.

Une autre raison est que, bien qu'appartenant à la même classe sociale, les hommes n'en restent pas moins en concurrence entre eux : les prolétaires pour avoir du travail, les capitalistes qui se battent entre eux dans la concurrence, etc. Marx dit : « *Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence.* »

Le rôle de la conscience, des idées, n'est pas sans importance, mais secondaire par rapport aux intérêts. L'idée en elle-même ne fait que pousser sur le terrain concret de l'intérêt. Par exemple si vous dites : "vive les baisses d'impôts !", eh bien vous allez surtout intéresser les gens qui payent beaucoup d'impôts ; mais votre discours n'intéressera pas beaucoup les autres. Vous pourriez le répéter 10, 100, 1000, un million de fois à l'oreille de quelqu'un que ça n'intéresse pas, cela n'y changera rien. Autrement dit en politique le rôle de la propagande ne peut pas être de "changer les mentalités" mais de rassembler des gens partageant le même intérêt afin d'élever le niveau de conscience et d'organisation de la classe.

Mais en vérité les gens "de base" procèdent rarement de cette façon. Dans la vie chacun essaye d'imposer ses idées aux autres, comme une façon de se protéger. Dès lors, l'erreur courante consiste à essayer de convaincre les classes opposées qu'on a raison. Or le débat est rarement de savoir qui a raison

objectivement. Quand on a quelque chose à perdre, un intérêt vital ce n'est jamais la vérité qui parle, mais l'intérêt lui-même mis en bouche sous forme d'idées.

La vraie politique, celle qui fonctionne, c'est celle qui comprend la nature des rapports de force entre les intérêts opposés. Autrement dit la politique ne s'appuie jamais sur la seule propagande et l'espoir de "changer les mentalités". La vraie politique consiste à trouver dans la société-même des forces concrètes, et ces forces ne reposent en dernier ressort que sur les intérêts bien concrets de telle ou telle classe. C'est uniquement la mentalité de la classe appelée à l'action qu'il faut changer. On ne peut pas convaincre les capitalistes qu'ils ont «tort».

Au sein d'une classe sociale, à partir d'un certain degré de conscience, des hommes sont appelés à représenter l'intérêt de la classe en question. Ce sont par exemple les hommes politiques, les dirigeants en tout genre, les tribuns, etc. Ils s'appuient sur les intérêts des gens, tentent de les formuler de la façon la plus efficace possible afin que ces gens leurs remettent entre les mains leur confiance. C'est ainsi que ces hommes s'appuient sur des forces concrètes pour conquérir du pouvoir.

Mais dans toute société de classe, les hommes qui dirigent l'appareil d'état, les entreprises, les grands syndicats, etc. sont tenus de travailler uniquement dans l'intérêt de la classe dominante. Pourquoi ? Parce que c'est la classe dominante la plus forte, celle qui a le pouvoir de décider, de remplacer des chefs insoumis par des larbins soumis. De sorte que la politique menée à la tête d'un pays n'est jamais autre chose que la politique décidée par la classe qui domine dans ce pays. Cette vérité simple devra être répétée aussi longtemps que nécessaire face à tous les réformistes, qui prétendent qu'il est possible de mener une politique contraire aux intérêts de la bourgeoisie sans renverser la bourgeoisie de sa situation de classe dominante (c'est à dire de la renverser tout court car elle n'existe comme bourgeoisie qu'en tant qu'elle exerce sa domination dans la société capitaliste). On s'étonne que les hommes politiques trahissent toujours leurs promesses, mais il ne peut en être autrement dans la société actuelle. Ils développent tout un discours afin d'amadouer des masses de gens en les caressant dans le sens de leur intérêt puis trahissent cet intérêt une fois en poste, car ils n'ont d'autre choix que se soumettre à la classe dominante ou partir !

Aussi, dans chaque classe, la variété d'hommes politiques appelés à défendre l'intérêt de cette classe, ne peut en aucune façon mener une politique autre que celle de la classe dominante. C'est pourquoi la "démocratie" actuelle est une totale illusion, il n'est pas possible de changer de politique sans changer préalablement le rapport de force concret entre les classes sociales. Et dans la société capitaliste, tout vrai changement de rapport de force ne peut que signifier la suppression de la classe dominante. Les tentatives réformistes montrent très bien comment les politiciens finissent toujours par rentrer dans le rang une fois en poste, car ils ne détiennent pas le vrai pouvoir ! Ils ne peuvent que mettre en forme les décisions de la classe dominante et rien de plus. C'est ce qu'on appelle la dictature de la bourgeoisie.

Dans la dictature du prolétariat, la situation ne sera pas si différente pour les hommes politiques. Ils devront se conformer à l'intérêt du prolétariat, et ne pourront mener qu'une politique qui soit réellement dans l'intérêt du prolétariat. On prétend par exemple que Staline était un "tyran autoritaire", mais il n'a jamais fait que mettre en forme la politique décidée par le prolétariat qui s'était constitué en classe dominante et avait aboli l'exploitation d'une classe par une autre.

Dans la lutte politique, il n'y a pas seulement une lutte entre les classes sociales, mais aussi une lutte au sein de ces classes-mêmes. En effet, il y a toujours un degré plus ou moins élevé de conscience de classe. Et plusieurs courants tentent toujours de se disputer la place de représentant en chef de telle ou telle classe. De sorte que le premier combat politique, dans la lutte des classes, commence toujours par une lutte de ligne entre tel ou tel représentant qui prétend incarner les intérêts de cette classe. Bien sur parmi ces représentants, certains sont des traîtres qui cherchent à abaisser la conscience de classe afin de s'en servir comme des pantins. D'autres enfin, essayent d'élever le niveau de conscience et d'éducation afin que la classe prenne conscience de son intérêt et se dote d'une organisation de combat. C'est la partie essentielle de la lutte politique. Les plus grandes controverses et les plus grandes haines

politiques ne sont pas entre les classes opposées mais entre les représentants qui se disputent la même "part de marché".

Il reste enfin à élucider la portée de l'action politique. En effet, pour les politiciens bourgeois machiavéliques, le pouvoir est juste un moyen de jouir des avantages, de vivre comme un prince, etc. Pour les communistes au contraire, le pouvoir n'est pas un but en soi mais un moyen de transformer la société. Dès lors il n'est jamais rien d'autre que quelque chose qui nous est confié par une classe bien précise, le prolétariat ; et qu'on ne saurait trahir sans en payer le prix fort.

La théorie communiste du pouvoir est donc l'exact inverse de la théorie bourgeoise parasitiste et menteuse. Le rôle des communistes, c'est trouver dans la société même les forces sociales qui ont intérêt à balayer le capitalisme, et seul le prolétariat y a intérêt. Ensuite les communistes doivent éduquer, faire progresser la conscience de la classe appelée à l'action. Enfin, en s'appuyant sur cette force organisée et constituée, renverser la classe dominante et mettre fin à l'exploitation ; puis continuer à organiser la transformation de la société après la révolution. Et bien sur, cela ne peut pas se faire sans l'existence du prolétariat, cela ne peut pas se faire avec d'autres classes sociales (petite bourgeoisie par exemple) ; car la classe qui nous délègue du pouvoir ne tolère une politique que dans son propre intérêt, on ne peut pas s'appuyer sur une force concrète pour faire le contraire de ce qu'elle veut (pas bien longtemps en tout cas). De plus on ne peut pas réduire toute action à de la simple propagande comme se l'imaginent les anarchistes, car ce serait séparer de façon idéaliste les idées des intérêts des gens.

Voilà sur quelle base s'appuie la théorie politique marxiste.

Et notamment, les communistes s'appuient sur la science, c'est à dire la vérité, car les prolétaires n'ont aucun intérêt propre à perdre dans la société actuelle. Ils n'ont donc rien à couvrir par des mensonges. Les défenseurs de la classe dominante répandent sans cesse les superstitions, la mystique, le mensonge, le dogmatisme et la confusion. C'est l'exact inverse que doivent faire les communistes. Révéler sans cesse la vérité, en s'appuyant sur la science, voilà aussi la vraie tâche des communistes. Seuls ceux qui exploitent les autres ont intérêt à proférer des mensonges, pour duper leurs esclaves. Toute vérité travaille pour le communisme.

C'est ce travail de révélation de la vérité qui doit être le socle de l'activité du parti. Les révélations politiques doivent être le socle de l'agitation et de l'élévation de la conscience du prolétariat.

Le rôle du parti, c'est d'élever la conscience de la classe appelée à l'action.

« En réalité, écrivait Lénine, une "élévation de l'activité de la masse ouvrière" n'est possible que si nous ne nous bornons pas à l'"agitation politique sur le terrain économique". Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. Seules ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. C'est pourquoi cette activité est une des fonctions les plus importantes de la social-démocratie internationale tout entière, car la liberté politique ne supprime nullement les révélations mais en modifie seulement un peu la direction. »

Parfois, ce n'est pas à la propagande d'élever la conscience du prolétariat, mais l'expérience politique.

« Si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité de la classe ouvrière, la révolution est impossible; or ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène, et jamais la seule propagande. » - Lénine

Pour résumer, nous devons comprendre que la politique consiste à trouver dans la société les forces capables d'accomplir le changement. Ces forces ne sont pas arbitraires, c'est à dire qu'il y a un jeu d'intérêts objectifs. Et pour que ce jeu d'intérêt puisse fonctionner et que la lutte puisse se développer il faut aussi une conscience de classe. C'est l'éducation à la conscience de classe, à ce facteur subjectif, qu'est dédiée l'activité d'un parti.

En résumé :

« Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent - et doivent de par leur situation sociale - devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau. » - Lénine

Quelles sont ces forces dans la société capitaliste ?

Nous avons vu que la loi fondamentale du capitalisme était la prolétarisation toujours croissante de la société, la transformation de toutes les anciennes classes en bourgeoisie et en prolétariat.

Or le prolétariat est précisément la classe qui a intérêt objectif à renverser la bourgeoisie.

Par conséquent la bourgeoisie crée ses propres fossoyeurs. C'est sur cette base que repose la certitude de la victoire du socialisme.

« Le prolétariat et la richesse sont des contraires. Comme tels, ils constituent une totalité. Ils sont tous deux des formations du monde de la propriété privée. La question est de savoir quelle place déterminée chacun d'eux occupe dans cette contradiction. Dire que ce sont deux faces d'un tout ne suffit pas. La propriété privée en tant que propriété privée, en tant que richesse, est forcée de perpétuer sa propre existence ; et par là même celle de son contraire, le prolétariat. La propriété privée qui a trouvé sa satisfaction en soi-même est le côté positif de la contradiction. Inversement, le prolétariat est forcé, en tant que prolétariat, de s'abolir lui-même et du coup d'abolir son contraire dont il dépend, qui fait de lui le prolétariat : la propriété privée. Il est le côté négatif de la contradiction, l'inquiétude au cœur de la contradiction, la propriété privée dissoute et se dissolvant. La classe possédante et la classe prolétaire représentent la même aliénation humaine. Mais la première se sent à son aise dans cette aliénation ; elle y trouve une confirmation, elle reconnaît dans cette aliénation de soi sa propre puissance, et possède en elle l'apparence d'une existence humaine ; la seconde se sent anéantie dans cette aliénation, y voit son impuissance et la réalité d'une existence inhumaine. Elle est, pour employer une expression de Hegel, dans l'avilissement, la révolte contre cet avilissement, révolte à laquelle la pousse nécessairement la contradiction qui oppose sa nature humaine à sa situation dans la vie, qui constitue la négation franche, catégorique, totale de cette nature. Au sein de cette contradiction, le propriétaire privé est donc le parti conservateur, le prolétaire le parti destructeur. Du premier émane l'action qui maintient la contradiction, du second l'action qui l'anéantit. » - Karl Marx

« Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. » - Karl Marx

3. L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

La classe dominante possède les moyens de production intellectuels, et donc elle possède l'hégémonie culturelle.

« Les idées de la classe dominante sont aussi à toutes les époques les idées dominantes ; autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont

refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les idées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. » - Karl Marx

Tant qu'une classe est la classe dominante, elle possède l'hégémonie culturelle, qu'il est donc impossible de lui voler (contrairement à ce que prétendent les gramsciens).

La tâche des communistes n'est pas d'imposer l'hégémonie culturelle du prolétariat sur la société mais d'élever la conscience de classe du prolétariat. C'est le prolétariat, la classe qui a intérêt à renverser la bourgeoisie, qui nous intéresse, et non changer les mentalités de la société.

Le marxisme n'attend rien d'une «moralisation» de la société, comme si les hommes allaient abandonner leur intérêt et devenir altruistes. Cette vision utopique n'a rien de réelle, et nous n'en avons de toute façon pas besoin pour réaliser le socialisme. Pas besoin donc, du «changement de mentalité» des exploités. Nous n'avons pas besoin d'une nature humaine «gentille».

« La morale, disait Marx, c'est « l'impuissance mise en action ». Toutes les fois qu'elle s'attaque à un vice, elle a le dessous. »

« Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail, nous n'avons pas de certitude meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal en point et nous pourrions attendre longtemps. (...) Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrées en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, au point de rendre nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, si l'on ne veut pas voir périr toute la société moderne. C'est sur ce fait matériel palpable..., et non dans des idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste, que se fonde la certitude de la victoire du socialisme moderne. » - Friedrich Engels

4. LA QUESTION NATIONALE

Staline, dans son grand article *Le marxisme et la question nationale*, donnait la définition d'une nation :
« La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture. (...) Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus : l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation. »

Les nations sont le produit de la bourgeoisie. Car c'est elle qui, avec son marché, intègre économiquement des régions différentes. C'est le capitalisme qui a créé les nations.

Prenons l'exemple de la France. A l'époque du roi Hugues Capet, le roi régnait sur une portion infime de la France actuelle (l'équivalent de l'île de France). Autour de lui régnaient partout des seigneurs régionaux. Pendant des siècles les rois de France, avec le soutien de la bourgeoisie naissante, ont soumis les seigneurs féodaux et unifié l'économie du pays.

Dès Louis XIV, cette unité économique allait de pair avec une unité territoriale, déjà presque achevée.

C'est avec la révolution française que l'unité linguistique et culturelle a achevé de construire la nation française. Les langues régionales ont été éliminées (langue d'oc par exemple), les particularités culturelles ont été refoulées. Mais tout cela n'aurait pas été possible sans les routes, les communications par le système de poste, la délimitation claire des frontières, etc.

Staline poursuit : « *Le marché, voilà la question essentielle pour la jeune bourgeoisie. Écouler ses marchandises et sortir victorieuse dans la concurrence avec la bourgeoisie d'une autre nationalité, tel est son but. De là, son désir de s'assurer son marché « propre », « national ». Le marché est la première école où la bourgeoisie apprend le nationalisme.* »

Ainsi chaque bourgeoisie s'est créée autour d'un marché, puis l'unité économique et territoriale a fini par créer des nations partout en Europe.

Dans certains pays à la marge du grand commerce capitaliste, l'intégration nationale a mis plus de temps à se faire. Et même dans certains cas elle s'est brisée en cours de route. Par exemple la Russie, une nation toujours inachevée, qui n'est donc pas une nation. Staline lui-même remarquait : « *Ce mode particulier de constitution des États ne pouvait avoir lieu que dans les conditions du féodalisme non encore liquidé, dans les conditions d'un capitalisme faiblement développé, lorsque les nationalités refoulées à l'arrière-plan n'avaient pas encore eu le temps de se consolider économiquement, pour se constituer en nations.* »

Tout cela est du au développement inégal des sociétés humaines.

Sous le socialisme, la question nationale sera posée en ces termes. Il est évident que la langue ne sera pas changée. Ce qui changera, ce ne sera probablement pas non plus les frontières nationales et donc le territoire (à l'exception des territoires d'outre-mer qui ne sont pas la nation française). Ce qui changera donc, c'est l'économie (passage au socialisme), et la culture (passage de la culture bourgeoise classique ou décadente à la culture socialiste et démocratique).

La question nationale pose aussi le problème de l'immigration.

Dans l'impérialisme, les capitalistes cherchent à optimiser leur profit en plaçant leurs pions sur tout l'échiquier mondial.

Ils peuvent par exemple délocaliser une industrie dans un autre pays, c'est ce qu'on appelle exporter du capital, investir à l'étranger.

Mais si les capitalistes veulent augmenter leur profit, ils peuvent aussi baisser les salaires dans leur métropole.

Pour ça, ils ont besoin, pour chaque poste de travail, du maximum de candidats possibles.

C'est la raison pour laquelle ils ont toujours besoin de plus de travailleurs éduqués pour les postes intellectuels par exemple.

Pour l'industrie aussi, les métier manuel ou de techniciens, ils ont besoin de toujours plus de travailleurs.

Car le travail, dans le capitalisme, c'est une marchandise. Elle suit donc la loi du marché, l'offre et la demande. Plus il y a d'offre, plus le prix baisse. Et moins les capitalistes payent leurs salariés, plus ils peuvent espérer faire du profit.

Donc ils ont besoin de toujours plus de travailleurs pour chaque poste de travail.

Par exemple ils ont mis les femmes au travail. Et aujourd'hui beaucoup proposent de rétablir le travail des enfants ("apprentissage" dès 14 ans), car cela fera toujours plus de main d'œuvre sur le marché du travail.

Le chômage, l'armée de réserve des travailleurs, sert à faire pression à la baisse sur les salaires. Le problème avec le travail des femmes, c'est qu'il fait baisser la natalité. Eh oui on ne peut pas faire travailler les femmes et leur demander de faire des enfants en même temps. Or si la natalité baisse, ça veut à terme moins de travailleurs sur le marché du travail, et donc des salaires qui remontent.

Donc il a fallu qu'ils trouvent autre chose. La méthode la plus simple pour augmenter le nombre de travailleurs reste d'aller les chercher à l'étranger. Donc nos capitalistes importent de la main d'œuvre par bateaux entiers. Cette nouvelle traite esclavagiste diffère cependant de la précédente. Avant les esclaves étaient capturés, enchaînés, et transportés aux frais des capitalistes. Aujourd'hui ce n'est plus le bâton mais la carotte qui les amène jusqu'ici. Ils payent le voyage à leurs propres frais. Attirés par le rêve de s'enrichir et de mener une belle vie, ou encore chassés par la guerre (que les capitalistes ont eux-même créé), ils viennent en masse dans les métropoles impérialistes.

Bien sur ils viennent faire concurrence aux travailleurs déjà présents.

La bourgeoisie essaye donc de gérer les tensions inévitables. Ces accrochages ont leur source dans la concurrence économique et non dans le "choc des civilisations". Si on en veut la preuve, il suffit de voir comment les grands princes arabes et les bourgeois bien blancs et français des quartiers riches n'ont aucun problème de choc culturel.

La concurrence sur le marché du travail crée une tension, et ensuite le rejet de l'islam par exemple, devient le prétexte au rejet des immigrés.

En essayant de gérer les tensions ethniques, la bourgeoisie tente aussi de jeter l'huile sur le feu, afin de "diviser pour mieux régner" sur ses esclaves. Elle prône le multiculturalisme avec un bras et le choc des civilisations de l'autre.

Cette stratégie perverse fonctionne d'autant mieux que dans nos pays impérialistes, c'est la classe moyenne des travailleurs qui constitue l'essentiel du peuple. Celle-ci a donc tout à perdre dans l'immigration. Exceptée les travailleurs de la classe moyenne intellectuelle. Pour eux au contraire l'immigré est un formidable petit soldat dans ses luttes et "manifestations". Cette petite bourgeoisie vit de l'ouverture sur le monde, elle gagne sa vie grâce au monde ouvert.

Donc comme dans toutes les questions politiques, des intérêts sont en jeu.

Lorsque nous les marxistes, imposeront la dictature du prolétariat, nous devons évidemment fermer totalement les frontières, arrêter l'impérialisme. Il n'y aura donc plus d'entrée.

Il faudra ensuite régler la question des nationalités. C'est à dire, comment résoudre le conflit ethnique ? Pour cela il n'y a qu'une solution, faire en sorte que les prolétaires français de souche et les prolétaires étrangers ne soient plus en concurrence les uns contre les autres sur le marché du travail. De fait, sous le socialisme, il n'y aura plus de marché du travail. Le travail ne sera plus une marchandise, on s'occupera avant tout du besoin de tous et non des profits. Donc on pourra essayer de faire coexister tous ceux qui sont déjà présents sur le territoire.

Quant à ceux qui voudraient continuer à venir de l'étranger, évidemment l'immigration devra totalement s'arrêter. Car elle n'est qu'une traite esclavagiste moderne. Elle divise le prolétariat. Elle n'est dans l'intérêt de personne, sauf des capitalistes. Dès lors qu'il n'y aura plus de classe capitaliste exploiteuse, il n'y aura plus besoin de faire venir toute cette main d'œuvre étrangère. Mais ceux qui croient qu'il est possible d'arrêter l'immigration sans remettre en cause le capitalisme se trompent lourdement.

On parle ainsi du rejet des immigrés, mais premièrement l'immigration est une traite esclavagiste moderne, qui est doublement utile à la bourgeoisie :

- pour lutter économiquement contre les prolétariat en entretenant une armée de réserve du capital, faisant pression à la baisse sur les salaires ; mais fournissant surtout une main d'œuvre de travailleurs ou domestiques malléable à merci pour la bourgeoisie, permettant de lutter localement contre la chute démographique inévitable que cause le capitalisme,

- pour diviser politiquement le prolétariat et les travailleurs, en créant des divisions culturelles, puis en créant des catégories privilégiées en fonction de leur origine, créant des causes objectives à des affrontements horizontaux. Diviser pour régner.

Ces techniques n'ont rien de nouvelles. Déjà l'empire romain pratiquait à son époque un intense trafic d'esclaves. Les recommandations que se faisaient entre eux les maîtres esclavagistes sur la façon de procéder était très claire (je cite Varron, dans *De agricultura*) : « Évitez également d'avoir plusieurs esclaves de la même nation; car c'est une source continue de querelles domestiques. »

Le rejet de l'immigration n'a rien d'un discours fasciste.

On perdrait son temps vainement à chercher dans mein kampf la moindre attaque contre l'immigration. Quand au règne d'Hitler, il s'est caractérisé par l'importation dans le reich de pas moins de 7,6 millions d'immigrés, souvent de force, soit presque 8 fois plus que ne le fait aujourd'hui l'Allemagne avec le million de migrants de Merkel.

De la même manière, les régimes dits "démocratiques" (qui comme je l'ai démontré, ne diffèrent en rien du fascisme ouvert), pratiquent depuis des décennies un vaste trafic mondial d'esclaves immigrés, une véritable traite esclavagiste moderne, en particulier en provenance des pays sous domination en direction des pays impérialistes. Trafic à côté de laquelle la traite des noirs d'il y a plusieurs siècles passe pour une petite plaisanterie.

La position des communistes vis-à-vis de l'immigration doit être très claire. Les dégâts causés par la division des prolétaires est immense, et le préjudice vient directement de l'immigration. Autrement dit, il faut autant que se peut (même si en France il est déjà trop tard en grande partie), éviter l'immigration. La bourgeoisie sait très bien comment diviser ses esclaves en catégories, en "races", en privilégiant les uns par rapport aux autres, et ainsi de suite.

La position des communistes sur la question nationale est et a toujours été l'internationalisme prolétarien, car l'intérêt du prolétariat de chaque nation est le même, à savoir renverser chacun sa propre bourgeoisie.

C'est à cause de l'embourgeoisement social-impérialiste que la bourgeoisie a pu détourner un temps les peuples dans son intérêt, l'entraînant ainsi à défendre sa «patrie» (alors que c'est celle de la bourgeoisie) et permettant des guerres mondiales d'une cruauté épouvantable, des guerres contre les peuples semi-colonisés, etc.

Nous devons rappeler que la position des marxistes sera toujours celle de la solidarité entre les prolétariats de chaque nation, dont l'intérêt est identique, à savoir le renversement complet du système impérialiste mondial.

Le social-chauvinisme trouve sa racine dans les «acquis-sociaux» et l'embourgeoisement que la bourgeoisie impérialiste peut parfois concéder au peuple.

« Existe-t-il un lien entre l'impérialisme et la victoire ignoble, monstrueuse, que l'opportunisme (sous les espèces du social-chauvinisme) a remportée sur le mouvement ouvrier européen ?

Telle est la question fondamentale du socialisme contemporain. Et maintenant que nous avons parfaitement établi dans notre littérature du parti :

1. le caractère impérialiste de notre époque et de la guerre actuelle ;

2. l'indissoluble liaison historique entre le social-chauvinisme et l'opportunisme, ainsi que l'identité de leur contenu politique et idéologique, nous pouvons et nous devons passer à l'examen de cette question fondamentale. » - Lénine

« Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère. » - Lénine

VII- LA THÉORIE DU SOCIALISME

« *Le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan arrêté à l'avance est désormais possible. Le développement de la production fait de l'existence ultérieure de classes sociales différentes un anachronisme.* » - Friedrich Engels

1. LE PASSAGE DU CAPITALISME AU SOCIALISME

Le passage du capitalisme au socialisme suit une loi unique. La loi du passage du capitalisme au socialisme est celle de la dictature du prolétariat.

« *Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : la dictature du prolétariat.* » - Lénine

Nous considérons en effet qu'aucune classe exploiteuse ne se laisse gentiment déposséder, s'ensuit donc inévitablement une guerre de classe.

« *La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays).* » - Lénine

Et en effet, il est impossible de réconcilier les intérêts de classes antagoniques, les intérêts des exploités et des exploités. Quoi qu'il arrive, le socialisme ne peut se construire que dans la lutte des uns contre les autres :

« *L'idéal socialiste n'est pas l'idéal de toutes les classes. C'est l'idéal du prolétariat seulement, et toutes les classes ne sont pas directement intéressées à sa réalisation, mais seulement le prolétariat.* » - Staline

« *Le prolétariat ne pourra arriver au socialisme en se réconciliant avec la bourgeoisie. Il doit absolument engager la lutte, qui doit être une lutte de classe, la lutte de l'ensemble du prolétariat contre toute la bourgeoisie. Ou bien la bourgeoisie avec son capitalisme, ou bien le prolétariat avec son socialisme ! Voilà sur quelle base doit reposer l'action du prolétariat, sa lutte de classe.* » - Staline

Voilà pourquoi la transition entre la société capitaliste et la société communiste devra être la domination politique du prolétariat sur la bourgeoisie, qui utilisera alors une force d'état bien à lui pour écraser les anciennes classes exploiteuses et bâtir la nouvelle société, la société communiste :

« *Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. A cette période correspond également une phase de transition politique où L'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.* » - Karl Marx

Ce n'est pas seulement la prise du pouvoir que l'on appelle révolution socialiste, mais toute la période de la dictature du prolétariat, depuis la prise du pouvoir jusqu'au communisme :

« *On ne saurait considérer la révolution socialiste comme une attaque par surprise et de brève durée. C'est une lutte de longue haleine, au cours de laquelle les masses prolétariennes triomphent de la bourgeoisie et s'emparent de ses positions. Et comme la victoire du prolétariat lui permettra en même*

temps d'instaurer sa domination sur la bourgeoisie vaincue ; comme, au moment de la collision des classes, la défaite de l'une signifiera la domination de l'autre, le premier stade de la révolution socialiste sera la domination politique du prolétariat sur la bourgeoisie. La dictature socialiste du prolétariat, la prise du pouvoir par le prolétariat, voilà par quoi doit commencer la révolution socialiste. » - Staline

Il va de soi qu'une fois l'exploitation d'une classe par une autre le prolétariat cesse d'être prolétariat, il s'abolit lui-même en tant que prolétariat. . C'est précisément ce mouvement dialectique où le prolétariat s'abolit lui-même en tant que classe à l'échelle mondiale que renferme le sens du concept de dictature du prolétariat.

A ceux qui pensent en termes de morale abstraite, soit-disant «au-dessus» des classes, nous répondons que notre morale à nous, communistes, comme celle de quiconque n'est pas «au-dessus» des classes. Notre morale se place du côté du prolétariat, pour la destruction de l'ancienne société capitaliste.

« Notre morale, disait Lénine, est entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat. Notre morale a pour point de départ les intérêts de la lutte de classe du prolétariat. [...] Voilà pourquoi nous disons : la moralité considérée en dehors de la société humaine n'existe pas pour nous ; c'est un mensonge. La moralité pour nous est subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat. [...] Nous disons : est moral ce qui contribue à la destruction de l'ancienne société d'exploiteurs et au rassemblement de tous les travailleurs autour du prolétariat en train de créer la nouvelle société, la société communiste. »

Contrairement aux «socialistes» petits bourgeois qui hésitent sans cesse entre bourgeoisie et prolétariat, nous communistes, admettons la nécessité absolue de la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie.

« Nous reconnaissons parfaitement la légitimité et la nécessité des guerres civiles, c'est à dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie.

L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est à dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires. » - Lénine

« Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. » - Karl Marx

Le marxisme ne reconnaît donc pas seulement la lutte des classes, mais aussi la dictature du prolétariat. C'est un point important car on peut aisément reconnaître la lutte des classes sans être marxiste pour autant.

« Ceux qui reconnaissent seulement la lutte des classes ne sont pas encore des marxistes ; ils peuvent toujours se trouver encore dans les limites de la pensée et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la théorie de la lutte des classes signifie tronquer le marxisme, le déformant, le réduisant à quelque chose acceptable pour la bourgeoisie. Seulement est marxiste celui qui prolonge l'identification de la lutte des classes à l'identification de la dictature du prolétariat. » - Lénine

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1° de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2° que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3° que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes... » - Karl Marx

La dictature du prolétariat signifie la démocratie prolétarienne, le régime dans lequel les larges masses prolétariennes dirigent elles-mêmes l'activité politique et économique du pays dans leur propre intérêt.

La forme du système politique sera celle de la république démocratique, mais le contenu sera très différent de la prétendue «démocratie» bourgeoise (qui est en fait la dictature de la bourgeoisie dissimulée derrière une façade électorale).

La démocratie prolétarienne consistera en une démocratie soviétique, c'est à dire où tous les pouvoirs (exécutifs, législatifs et judiciaires) seront concentrés entre les mains du prolétariat sous la forme de soviets (conseils). Le soviét le plus important, à l'échelle nationale, sera l'organe représentatif le plus important de la société.

Il devra répondre aux critères suivants :

- être élu au suffrage universel direct,
- être représentatif du prolétariat et des intellectuels communistes,
- ses élus devront être membres du parti communiste,
- ses élus seront révocables à tout moment par le prolétariat.

De même l'état bourgeois sera démolé, les partis politiques bourgeois interdits. Seul aura le droit d'exister l'état prolétarien et le parti représentant les intérêts de classe du prolétariat : le parti communiste. L'état sera sous contrôle du prolétariat en armes grâce au droit de révocation des fonctionnaires.

L'économie sera également sous contrôle du prolétariat car les moyens de production du pays deviendront propriété publique, c'est à dire propriété d'état socialiste. Le principal soviét fixera les plans de l'économie nationale (planification démocratique). Nous expliquerons plus loin les enjeux de la démocratie prolétarienne dans l'économie (socialisme).

2. LE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

La victoire du socialisme n'est possible que d'abord dans un seul pays, à cause du développement inégal du monde. Les conditions matérielles (mode de production) sont forcément différentes à chaque endroit différent de la planète. Il s'ensuit que la possibilité de réaliser la révolution socialiste ne peut être réunies dans tous les pays en même temps.

C'est pourquoi les marxistes ont développé la théorie du socialisme dans un seul pays. Ce n'est pas Staline qui a inventé cette théorie, mais Lénine en 1915 :

« L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes d'exploiteurs et leurs États. La forme politique de la société dans laquelle le prolétariat est victorieux, en renversant la bourgeoisie, sera la République démocratique, qui centralise de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de nations dans la lutte contre les États qui ne sont pas encore passés au socialisme. » - Lénine

Lorsque la révolution française éclata en France en 1789, le régime politique de la bourgeoisie ne fut pas accueilli à bras ouvert dans le monde entier. Partout en Europe les vieilles aristocraties déclinantes s'accrochèrent en vain à leur domination et mobilisèrent une coalition réactionnaire contre la France. Et quelques décennies plus tard, des révolutions bourgeoises avaient vaincu presque partout dans le monde, mettant fin au règne de l'aristocratie.

De la même manière, une fois le socialisme réalisé dans un pays, la victoire du socialisme sera progressivement réalisée à l'échelle mondiale, par des révolutions dans les pays capitalistes restants, par une lutte de classes mondiale qui opposera le prolétariat de chaque pays à sa bourgeoisie, tandis que les communistes de chaque pays recevront de l'aide des pays déjà arrivés au socialisme.

C'est de cette façon qu'il faut envisager la victoire mondiale du socialisme.

3. LES DEUX PHASES DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

On dit que la société communiste se divisera en deux phases. La première phase, ou phase basse est plus communément appelée le socialisme, et la phase haute, le communisme.

Dès lors qu'est atteinte la première phase du socialisme, c'est à dire dès lors que la société fonctionne selon le mot d'ordre "*de chacun selon ses moyens, à chacun selon son travail*", il n'y a plus de contradiction.

La lutte des classes continuera jusqu'à la victoire du socialisme à l'échelle mondiale. La transition entre les deux phases du communisme se poursuivra jusqu'au dépérissement complet de l'état et des différences essentielles de travail entre les hommes (qui se fera progressivement). A ce moment là, la société fonctionnera selon le mot d'ordre "*de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins*".

Dans les deux phases de la société communiste, il n'existe plus de contradiction, c'est à dire d'exploitation d'une classe par une autre.

Ces deux phases ne sont donc pas opposées l'une à l'autre. La première phase abolit l'exploitation de l'homme par l'homme, la seconde abolit la majeure partie de la division du travail.

Nous avons donc deux phases d'une même société.

Dans la première phase, les moyens de production deviendront une propriété sociale, c'est à dire que les moyens de production cesseront d'être des marchandises (propriétés privées qui s'achètent et se vendent). Ils deviendront au contraire le bien de tout le peuple, sous la forme de la propriété sociale, c'est à dire une propriété d'état socialiste. (une propriété d'état n'est pas encore sociale si l'état est un état bourgeois, car l'état bourgeois appartient à la bourgeoisie, classe antagoniste au prolétariat et qui exploite la société).

Centralisés entre les mains du prolétariat grâce à la démocratie prolétarienne, les moyens de production serviront à la planification démocratique de l'économie.

C'est à dire que s'en sera fini de l'anarchie dans la production, des crises et du chômage. S'en sera fini également des dégâts causés par la recherche du profit sur la qualité des produits. Précisément, il n'y aura plus le moindre profit, c'est à dire la moindre exploitation. Chacun devra travailler s'il veut recevoir quelque chose de la société.

Le socialisme abolit la gratuité du travail, car c'est sous le capitalisme que les travailleurs sont forcés de travailler gratuitement (une partie de leur temps de travail qui ne se retrouve pas dans leur salaire, la plus-value). Le socialisme est l'exact inverse du «salaire à vie» ou du «revenu de base universel», ces inventions petites bourgeoises consistant à transformer tout le monde en rentier... ce qui est d'ailleurs impossible.

Chacun devra obligatoirement travailler, et recevra en échange de son travail productif l'équivalent en valeur-travail de ce qu'il a produit. Quant aux métiers improductifs, ils seront rémunérés également grâce au prélèvement d'une partie du produit commun qui leur sera reversé en échange de leur service.

Mais cela ne constitue nullement une exploitation puisque ce sera décidé démocratiquement et contre un échange de service, dans l'intérêt de classes qui désormais travailleront main dans la main, sans que l'une exploite l'autre.

Progressivement, la division du travail sera supprimée (dans l'essentiel) par la formation toujours plus élevée des ouvriers, afin d'effacer les différences entre travail manuel et travail intellectuel. La modernisation des campagnes grâce à la ville mettra fin aux principales différences entre ville et campagne, etc. Mais dès le socialisme, il n'y a plus de contradiction entre travail manuel et travail intellectuel, entre ville et campagne, car par contradiction, le marxisme entend exploitation.

Si donc le socialisme abolit immédiatement l'exploitation, c'est à dire la contradiction dans la société, il ne subsiste plus que la division du travail, qui sera progressivement abolie au cours du passage à la deuxième phase de la société communiste.

Ainsi Staline expliquait comment le socialisme supprimait la contradiction sous toutes ses formes dans la société :

« Il est certain qu'avec l'abolition du capitalisme et du système d'exploitation, avec le renforcement du régime socialiste dans notre pays, devait disparaître l'opposition des intérêts entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. » - Staline

Il expliquait ensuite :

« Le problème de la disparition des différences entre la ville (l'industrie) et la campagne (l'agriculture), entre le travail intellectuel et le travail manuel, revêt un tout autre caractère. » - Staline

VIII- COMMENT FAIRE LA RÉVOLUTION

« Les longs ajournements d'une lutte décisive contre le capitalisme en Europe ont poussé au désespoir et à l'anarchisme les gens peu soucieux des conditions de la préparation et du développement de la lutte de masse. Nous voyons maintenant combien myope et pusillanime est ce désespoir anarchiste. » - Lénine

1. CONDITIONS OBJECTIVES ET CONDITIONS SUBJECTIVES

Comme nous l'avons vu, nous avons depuis longtemps déjà atteint le stade du capitalisme où les conditions économiques sont mures pour le passage au socialisme. Autrement dit, la révolution socialiste est une nécessité immédiate sur le plan économique. Ces conditions économiques ne sont donc plus à discuter depuis longtemps.

Cependant, les conditions politiques du renversement de la bourgeoisie par le prolétariat doivent aussi être réunies pour que soit possible la victoire du socialisme. C'est de ces conditions politiques dont nous allons parler, et c'est cela que nous entendons lorsque nous parlons de conditions objectives et subjectives.

Les conditions nécessaires et indispensables à la victoire du socialisme se divisent en donc deux catégories. Les conditions objectives, et les conditions subjectives. Sans l'une ou sans l'autre, il est impossible de faire advenir la nouvelle société socialiste.

Les conditions objectives de la révolution sont la prolétarisation de la société. La seule classe ayant intérêt au renversement complet de l'ordre bourgeois est le prolétariat. Le prolétariat est la classe de ceux qui ne possèdent aucun capital, aucune attache, aucune rente qui les intéresse au maintien de l'ordre actuel. Les capitalistes n'accordent au prolétariat que le salaire le plus bas possible, juste assez pour qu'il survive. Il s'ensuit que tous les travailleurs ne sont pas des prolétaires. De tous les travailleurs, forcés de louer leur force de travail aux capitalistes pour survivre, seuls les prolétaires n'ont réellement rien à perdre que leurs chaînes. C'est sur cette base sociale et son intérêt objectivement révolutionnaire que se fondent les espoirs des communistes.

Les conditions subjectives de la révolution se résument dans la notion de conscience de classe. Le facteur conscient entre en ligne de compte dans tout processus politique. La conscience de la réalité du système actuel, de son caractère d'exploitation, et de la nécessité de le renverser pour le remplacer par une démocratie prolétarienne, telles sont les éléments qui forment les conditions subjectives de la victoire de la révolution socialiste. C'est aux communistes à leur parti qu'il incombe d'élever le niveau de conscience du prolétariat pour qu'il soit à même de renverser la société bourgeoise. C'est l'un des aspects les plus importants de notre travail de révolutionnaires.

Staline résumait ce point de vue de façon très claire, face à ceux qui prétendent que "les conditions sont toujours réunies" : *« Cela ne signifie certes pas que, dès l'instant où le capitalisme se décompose, on peut instaurer le régime socialiste à tout moment, quand bon nous semblera. Ainsi pensent seulement les anarchistes et autres idéologues petits-bourgeois. L'idéal socialiste n'est pas l'idéal de toutes les classes. C'est l'idéal du prolétariat seulement, et toutes les classes ne sont pas directement intéressées à sa réalisation, mais seulement le prolétariat. Par conséquent, tant que le prolétariat ne forme qu'une faible partie de la société, l'instauration du régime socialiste est impossible. La ruine de l'ancienne forme de production, l'élargissement toujours croissant de la production capitaliste et la prolétarisation de la majorité de la société, telles sont les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme. Mais cela ne suffit pas encore. La majeure partie de la société peut déjà être prolétarisée, sans que toutefois le socialisme se réalise. Car pour réaliser le socialisme, il faut, en outre, que le prolétariat ait une conscience de classe. »*

Le prolétariat n'est pas seulement la classe la plus pauvre ou la plus souffrante. Le prolétariat est avant tout le produit du mode de production capitaliste. La loi fondamentale du capitalisme est de transformer toutes les anciennes classes sociales en bourgeoisie et en prolétariat. La loi fondamentale du capitalisme est donc de produire ses propres fossoyeurs. C'est sur cette loi démontrée par les faits que se fonde la certitude de la victoire du socialisme.

La crise du système capitaliste, l'anarchie dans la production, et les faits innombrables de violence économiques, politiques et sociales sont rendues inévitables par le système bourgeois. La crise du système impérialiste mondial pose la question en ces termes : ou bien le capitalisme, ou bien le socialisme. C'est aussi sur ces faits concrets que se base le marxisme pour justifier l'inéluctable victoire du socialisme.

Résumons. La révolution est faite de deux choses : conditions objectives et conditions subjectives.

Quelles sont les conditions objectives ? Un prolétariat se développant puissamment, c'est à dire une masse de gens qui n'ont rien à perdre, et donc ayant intérêt au socialisme.

Quelles sont les conditions subjectives ? La conscience avancée de la nécessité du socialisme, sans laquelle rien ne se fait. Et celle-ci ne se fait pas sans l'existence d'un parti, qui lui-même ne peut exister sans théorie révolutionnaire.

Nous voyons donc qu'il faut deux conditions. Sans l'une ou sans l'autre, il ne se passe rien : pas de révolution socialiste.

2. LA SITUATION ACTUELLE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

La loi fondamentale du capitalisme est la prolétarisation de la majorité de la société. Cette loi est un fait objectif qui n'a jamais cessé d'exister et qui existera jusqu'à la fin du capitalisme. Cependant certains facteurs antagonistes peuvent venir temporairement contre-balancer cette loi. Ainsi l'impérialisme, c'est à dire l'exploitation d'une nation par une autre, entraîne dans les nations dominantes l'apparition de couches privilégiées du prolétariat. Ce fait qui existe depuis plus de 100 ans explique l'absence de révolution socialiste en France par exemple, ainsi que le déclin provisoire du marxisme.

L'impérialisme signifie les exportations de capitaux d'un pays dans un autre. Il est l'ultime stade de l'économie capitaliste, celui où une oligarchie financière règne à la tête de monopoles depuis une métropole qui domine de larges zones d'influence dans le monde. Les investissements à l'étranger forment une rente. La rente coloniale ou impériale est une pompe à profit d'un pays vers l'autre, elle génère un sur-profit. Ce sur-profit, la bourgeoisie impérialiste en partage une partie avec son propre prolétariat. Elle y voit deux avantages. Le premier est la paix sociale. Le second est qu'elle crée dans son propre pays des consommateurs qui achètent ce que la bourgeoisie fait produire à l'étranger. La division internationale du travail prend donc, sous l'impérialisme, la forme de nations exploiteuses et consommatrices d'une part, et de nations exploitées, productrices (pays ateliers) d'autre part. Dans ces pays ateliers, une bourgeoisie compradore soumise à l'impérialisme est chargée de protéger les capitaux des pays impérialistes (usines délocalisées par exemple).

« La question de l'impérialisme et de sa liaison avec l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, avec la trahison de la cause ouvrière par les chefs ouvriers, est posée depuis longtemps, depuis très longtemps.

Pendant quarante ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels ont constamment signalé l'embourgeoisement des couches supérieures de la classe ouvrière d'Angleterre en raison de ses particularités économiques (colonies ; monopole sur le marché mondial, etc.) . Vers 1870, Marx s'est acquis la haine honorifique des vils héros de la tendance internationale « bernoise » de l'époque, des opportunistes et des réformistes,

pour avoir stigmatisé nombre de leaders des trade-unions anglaises, vendus à la bourgeoisie ou payés par elle pour services rendus à sa classe à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Lors de la guerre des Boers, la presse anglo-saxonne avait déjà posé en toute clarté la question de l'impérialisme, stade le plus récent (et ultime) du capitalisme. Si ma mémoire ne me trompe pas, c'est bien Ramsay Macdonald lui-même qui quitta alors la « Société des Fabiens », ce prototype de l'Internationale « de Berne », Cette pépinière et ce modèle de l'opportunisme, caractérisé par Engels avec une vigueur, une clarté et une vérité géniales dans sa correspondance avec Sorge. « Impérialisme fabien » - telle était alors l'expression en usage dans la presse socialiste anglaise.

Si Ramsay Macdonald l'a oublié, tant pis pour lui.

« Impérialisme fabien » et « social-impérialisme » sont une seule et même chose : socialisme en paroles, impérialisme dans les faits, transformation de l'opportunisme en impérialisme. Ce phénomène est devenu maintenant, pendant et après la guerre de 1914-1918, un phénomène universel. Ne pas l'avoir compris est le plus grand aveuglement de l'Internationale jaune « de Berne » et son plus grand crime. L'opportunisme ou le réformisme devait inévitablement se transformer en impérialisme socialiste ou social-chauvinisme, de portée historique mondiale, car l'impérialisme a promu une poignée de nations avancées richissimes qui pillent le monde entier, et par là même a permis à la bourgeoisie de ces pays d'acheter avec son sur-profit de monopole (l'impérialisme, c'est le capitalisme monopoliste) leur aristocratie ouvrière.

Pour ne pas voir que c'est un fait économiquement inéluctable sous l'impérialisme, il faut être ou bien un parfait ignorant, ou bien un hypocrite qui trompe les ouvriers en répétant des lieux communs sur le capitalisme pour dissimuler l'amère vérité du passage d'un courant socialiste tout entier du côté de la bourgeoisie impérialiste. » - Lénine

La capacité de la bourgeoisie à acheter et à corrompre le prolétariat sur le dos de peuples étrangers explique la puissance du système bourgeois, cela explique comment il a réussi à tenir des décennies sans voir sa domination remise en cause. Les couches privilégiées et embourgeoisées du prolétariat font que justement on ne plus parler de « prolétariat » pour désigner la majeure partie des peuples des pays impérialistes. Les capitalistes peuvent corrompre et embourgeoiser le prolétariat, (c'est à dire le transformer en petite bourgeoisie) de mille manières. Par des salaires dépassant largement le minimum de survie (qui entraînent l'acquisition d'un petit capital), par un mode de vie entièrement petit bourgeois, par des « acquis-sociaux » et un « état providence », par les syndicats, la bourgeoisie dispose de multiples vecteurs pour forger des chaînes dorées à son peuple lorsqu'elle en a les moyens.

Le développement des secteurs parasites et improductifs (économie de service) est indissolublement liée au caractère d'exploitation de l'impérialisme et tend à faire du prolétariat des pays impérialistes des mercenaires improductifs plutôt que des producteurs de valeur. En effet, par exemple, contrairement à un ouvrier dans l'industrie, une caissière ne crée pas la valeur de son salaire, elle est simplement un coût net pour l'entreprise, qui partage une partie de son vol (marge) avec ses salariés.

Ces faits expliquent en grande partie l'animosité des peuples des pays impérialistes envers le marxisme. Cette classe moyenne, produit du parasitisme impérialiste, est le principal soutien des partis réformistes, bourgeois, opportunistes, gauchistes, anarchistes, etc. C'est ce fait central, à savoir l'absence de conditions objectives qu'a créé l'impérialisme, qui explique la difficulté des communistes actuels à mener la lutte. Tant sur le plan théorique que sur le plan pratique.

« Qu'est-ce qui rend le révisionnisme inévitable dans la société capitaliste ? Pourquoi est-il plus profond que les particularités nationales et les degrés de développement du capitalisme ? Mais parce que, dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat se trouvent toujours les larges couches de la petite bourgeoisie. » - Lénine

Toutefois la situation privilégiée d'une poignée de nation exploitant le monde est forcément temporaire. Il s'agit de la loi du double caractère de l'impérialisme. Le premier caractère, nous l'avons évoqué, c'est le caractère d'exploitation de l'impérialisme. Le second caractère, c'est le développement en profondeur du capitalisme dans les pays vers où sont dirigées les exportations de capitaux (c'est à dire les investissements). C'est l'impérialisme lui-même qui crée, par ses investissements, des «pays émergents».

« Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier. » - Lénine

Dans ces pays, le développement du capitalisme est bien plus rapide qu'il ne le fut chez nous aux premiers âges du capitalisme il y a plusieurs siècles. Or ces mêmes pays émergents peuvent atteindre eux-même le stade impérialiste de l'économie et se mettre à devenir des nations exploiteuses. Lorsque cela arrive, ces nations impérialistes nouvelles chassent les nations impérialistes anciennes de leur position dominante. Ainsi, les exportations de capitaux de la Chine augmentent continuellement alors que celles de la France (ou des autres pays impérialistes anciens) baissent au même rythme. C'est ce qui arrive actuellement avec la Chine (puis l'Inde), qui sont en train de déloger l'Amérique et l'Europe de leur domination mondiale. Si les pays impérialistes en déclin ne réagissent pas par la guerre, alors les nations impérialistes nouvelles chasseront sans combat militaire les nations impérialistes anciennes de leur position dominante. Ainsi la Chine investit de plus en plus en Asie, en Afrique, et partout ailleurs, là où précisément les investissements français ou américains reculent continuellement.

Dès lors qu'une nation impérialiste vient à perdre sa position dominante, elle perd la manne économique de l'impérialisme, le sur-profit. Si ce sur-profit vient à décliner, alors la bourgeoisie du pays impérialiste n'a d'autre choix que de revenir sur le confort de vie accordé à son peuple. Les chaînes dorées, les «acquis sociaux», «l'état providence», volent alors en éclat. Alors que la bourgeoisie impérialiste chinoise développe de plus en plus un mode de vie petit bourgeois pour son peuple, la bourgeoisie en France est contrainte de faire accepter des reculs de niveau de vie sans précédents au sien. Par des réformes d'ajustement, des plans budgétaires en tout genre, des lois, etc. la bourgeoisie fait voler en éclat tous les privilèges qu'elle avait accordé au peuple par le passé. Ces reculs sont nous le voyons, parfaitement inévitables, parce que les privilèges accordés au peuple tirent leur source économique de l'exploitation impérialiste du monde par «nos» pays.

Sitôt que l'impérialisme n'a plus la manne du sur-profit au prix de la sueur des peuples exploités, alors la bourgeoisie n'a plus les moyens de corrompre de larges couches du peuple. La loi fondamentale du capitalisme (la prolétarisation de majeure partie de la société) s'applique alors sans contre-poids par une brutalité féroce. La prolétarisation, le déclassement de la société se fait sentir d'autant plus brutalement au peuple lorsque celui-ci a oublié depuis longtemps la dureté des conditions de vie normales sous le capitalisme.

Le propre des partis réformistes et opportunistes dans cette période est de s'agiter vainement pour réclamer le maintien des «acquis sociaux». Lorsque les conditions de vie petites bourgeoises qu'avaient forgé l'impérialisme viennent à voler en éclat, lorsque la prolétarisation de la société s'effectue, la conscience retarde dans la tête des gens. Ainsi, au lieu que l'être social et l'être conscient soient immédiatement en adéquation, le peuple va spontanément chercher à revenir en arrière, à réclamer à la bourgeoisie qu'elle modère ses attaques voire qu'elle soit à nouveau généreuse. Ce chantage a la bourgeoisie n'a pas la moindre chance d'aboutir et constitue un frein au développement du mouvement marxiste-léniniste.

Par exemple le mouvement contre la loi travail l'an dernier, et ceux qui suivront. Le caractère totalement social-impérialiste et réactionnaire de ces mouvements les condamne à creuser le lit du social-chauvinisme. Poser la question en terme de maintiens des «acquis-sociaux», c'est également se condamner à l'échec.

A l'époque de Marx et Engels déjà, la bourgeoisie pouvait corrompre le prolétariat grâce au sur-profit que générait, à l'époque non pas l'impérialisme (exportations de capitaux), mais le monopole de l'Angleterre sur le marché mondial (exportations de marchandises). Déjà, le monopole commercial conférait au capitalisme de l'époque cette caractéristique, sa capacité à corrompre de larges couches du peuple.

« Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre; 2) son monopole sur le marché mondial; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient. L'impérialisme du début du XXe siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'États, dont chacun exploite aujourd'hui (en ce sens qu'il en retire du sur-profit) une partie du "monde entier" à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858. » - Lénine

« Le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus et que cette nation, la plus bourgeoise de toutes, veut donc apparemment, en venir à posséder une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie. Il va sans dire que pour une nation qui exploite le monde entier c'est assez normal. » - Friedrich Engels

« Avec l'effondrement de ce monopole, la classe ouvrière anglaise perdra cette position privilégiée. Elle se verra alignée un jour-y compris la minorité dirigeante et privilégiée- au niveau des ouvriers de l'étranger. [...] Et c'est la raison pour laquelle le socialisme renaîtra en Angleterre. » - Friedrich Engels

Aujourd'hui, le déclin de nos pays impérialistes nous ramène à cette situation, avec enfin une fenêtre de tir dégagée dans l'espace et dans le temps.

Le déclin de nos pays impérialistes met fin à la possibilité pour la bourgeoisie d'embourgeoiser le peuple. Cette situation nouvelle laisse à nouveau libre cours à la loi fondamentale du capitalisme, c'est à dire la prolétarianisation de la société.

C'est sur cette base qu'il faut envisager la révolution socialiste à notre époque.

3. LE RÔLE DES COMMUNISTES ET LE TRAVAIL DE PARTI

La tâche des marxistes-léninistes est précisément de faire en sorte que le prolétariat de plus en plus nombreux et sa conscience de classe soient en adéquation. Notre tâche n'est donc pas de conforter les aspirations spontanément réactionnaires sur le sauvetage impossible des « acquis-sociaux ». Notre tâche est d'arracher le prolétariat à la spontanéité. Notre tâche est précisément d'abattre les mythes en tout genre que la bourgeoisie a créé dans la tête du peuple. C'est par ce travail d'éducation et d'élévation de la conscience que nous arriverons à vaincre les aspirations réactionnaires spontanées des masses, à leur faire comprendre que l'issue à leur misère ne se situe pas dans un chantage de « manif » mais dans le renversement complet de l'ordre bourgeois. Tant que le prolétariat ne sera pas convaincu qu'il n'y a d'autre alternative que le socialisme, les préjugés bourgeois et petit-bourgeois continueront d'obstruer la progression du marxisme dans la société.

La lutte contre ces préjugés ne peut se faire uniquement par de la propagande. L'élément conscient ne progresse pas seulement à travers l'intervention directe du parti communiste. D'autres facteurs peuvent aider le prolétariat à arriver au positionnement idéologique adéquat. Ainsi, l'arrivée au pouvoir de tel ou tel parti qui avait fait plein de promesses aide sans cesse le prolétariat à réaliser le caractère inéluctable de leur misère sous le capitalisme, le caractère mensonger du système « démocratique » bourgeois. C'est cette expérience politique qui mieux que tout, aide à faire progresser la conscience du prolétariat quant à la nécessité de renverser l'ordre bourgeois. A l'heure actuelle, deux partis sont devenus spécialistes dans ces promesses chimériques de sauvetage des « acquis-sociaux » : la « France

insoumise» de Mélenchon et le front national. L'arrivée au pouvoir de l'un ou de l'autre aurait pu être ou serait du moins utile à l'élévation des conditions subjectives de la révolution. Une fois que ces partis auront échoué à appliquer leur programme chimérique, le prolétariat verra sa conscience progresser considérablement et bien des illusions réformistes se dissiperont.

L'activité d'un véritable parti communiste est également l'un des éléments nécessaires pour parvenir à la révolution socialiste. Il manque encore en France l'existence d'un tel parti. Nous devons éclairer maintenant les conditions objectives et le travail que nécessitent l'émergence d'un tel parti, ainsi que les difficultés qu'il devra dépasser pour pouvoir exister.

La raison de la faiblesse des communistes authentiques est la longue période d'embourgeoisement du peuple qu'ont connu nos pays impérialistes, avec à la clé la domination sans partage des révisions du marxisme (réformisme, gauchisme, opportunisme, et toutes leurs variantes anarchistes, trotskystes, maoïstes, etc.). Tant sur le plan théorique que pratique, cette situation nous oblige à entreprendre à partir de zéro la fondation d'un nouveau parti. C'est à dire qu'à l'heure actuelle aucun parti (peu importe son étiquette) n'a réellement pour base la doctrine de Marx et Lénine, celle du socialisme prolétarien.

Ce qui fait encore notre faiblesse, c'est que les conditions objectives de la révolution (et de l'existence même d'un mouvement révolutionnaire) sont encore trop faibles. A l'époque de Marx ou Lénine, la brutalité du capitalisme et la concentration de la classe ouvrière dans de grandes unités de production facilitait l'adhésion plus spontanément aux idées du socialisme. L'atomisation géographique du prolétariat et son embourgeoisement ont créé chez nous au contraire un terreau hostile aux idées du socialisme prolétarien. Ce qu'il manque, c'est le déclassé et la prolétarisation de la société à un degré bien plus marqué, bien plus net. Ce qu'il manque au peuple, c'est l'expérience bien plus large de la crise et des méfaits inévitables du capitalisme. Tant que le peuple n'aura pas fait assez longtemps l'expérience de la crise, tant qu'il n'aura pas expérimenté suffisamment les conditions de vie normales du capitalisme, et leur lot de misère, et surtout tant que le peuple n'aura pas compris le caractère inéluctable de cette situation sous le capitalisme, alors le mouvement communiste aura peine à se faire entendre. L'émergence du mouvement marxiste-léniniste repose donc en grande partie sur des conditions objectives que nous ne contrôlons pas, mais que nous devons absolument intégrer dans nos calculs. A savoir, la crise du capitalisme et le déclin de nos pays impérialistes.

Ce qu'il manque également, au sein du mouvement communiste (mais nous avons fait de gros progrès), c'est la formation des militants et des dirigeants. La lutte contre le révisionnisme est avant tout une lutte théorique. Notre période est celle où l'on pose les fondations du parti. Il n'existe encore qu'un terrain vague, et peu de gens arrivent à imaginer ce que nous pourrions construire. Si nous ne veillons pas à construire le parti sur des bases théoriques saines, alors l'édifice que nous construirons ne sera pas très solide et ne résistera pas aux dures épreuves qui l'attendent immanquablement dans l'ère historique qui s'ouvre. Nous devons accorder une grande importance à la formation ou à l'auto-formation. Pour commencer, il faut que les communistes aient une solide culture marxiste, qui commence par la lecture des classiques. Cette étude doit être d'autant plus exigeante que nous avons à faire face à des décennies de pourriture révisionniste. On ne peut relever le niveau théorique et mener la lutte contre le révisionnisme qu'avec des communistes formés au marxisme. C'est un travail exigeant qui se heurte au rejet gauchiste de la théorie de la part de certains membres de l'intelligentsia.

La lutte contre le révisionnisme prend plusieurs aspects. D'abord nous l'avons dit, un aspect théorique. Là y a beaucoup à dire, beaucoup à démystifier. Sur l'histoire, nous avons à combattre les déformations trotskystes et maoïstes, mais aussi les plus banales sur le «front populaire». Le réformisme a ses racines partout dans les mythes et «évidences» historiques avec lesquelles nous sommes tous baignés depuis le berceau. La démystification du passé doit être le point de départ de la lutte contre le révisionnisme. Cet aspect ne suffit pas, car le révisionnisme s'attaque aussi à la théorie marxiste de la valeur, aux fondements-mêmes du socialisme prolétarien de Marx. En entretenant la confusion entre exploitation et

division du travail, entre capitalisme et production marchande, les opportunistes s'attaquent à la théorie marxiste du socialisme (les deux phases de la société communiste), et se font en fait les défenseurs du réformisme.

Sur la question politique, l'opportunisme se caractérise le plus souvent par un rejet de la politique. Limitant toute leur action à de l'agitation économique réactionnaire (sur la préservation pourtant impossible des «acquis sociaux»), les réformistes actuels entretiennent en fait des illusions très graves sur le système politique bourgeois. Ils éludent la question de la dictature de l'oligarchie financière, de la dictature de la bourgeoisie. Ils entretiennent des mythes sur la prétendue «démocratie» bourgeoise. Ils tentent de noyer le poisson en se servant de l'épouvantail de la «menace fasciste» (quand ce n'est pas la «menace écologique» ou la «menace terroriste»). En réalité, ils tentent de réviser la doctrine de Marx et Lénine sur l'état, à savoir l'essence unique du régime bourgeois, qui est toujours une dictature de la bourgeoisie, peu importe les formes qu'il prend. Il n'y a aucune contradiction entre le fascisme dans sa forme dissimulée («démocratie» bourgeoise actuelle) et le fascisme dans sa forme ouverte. Bien loin d'aider à comprendre la véritable nature du système bourgeois, les opportunistes s'en font les défenseurs et enjolivent sans cesse ce système «démocratique» qu'ils considèrent en réalité comme indépassable. En enfermant le prolétariat dans l'économisme, ils le condamnent à subir de plein fouet l'échec de mouvement économique, renforçant l'apathie politique.

A l'inverse, notre tâche est de nous appuyer sur les faits innombrables de corruption, de guerre, de répression, etc. qui caractérisent la «démocratie bourgeoise». Notre tâche est d'ouvrir les yeux du prolétariat et non de se satisfaire de ses aspirations spontanément (et nécessairement) de «retour en arrière» ou de «défense des acquis sociaux». Les faits ignobles du système actuel sont si nombreux que nous n'avons qu'à les ramasser. Nous devons nous en servir, organiser systématiquement les révélations politiques, aller plus loin que se faire simplement l'écho des révélations de la presse bourgeoise. Nous devons axer notre travail sur bien d'autres choses que la loi travail et les autres attaques économiques de la bourgeoisie. Notre tâche est également de préciser les contours de la démocratie prolétarienne à venir, plutôt que de laisser le terrain libre aux illusions de «6ème république». A ce titre, une étude plus poussée de la question de la démocratie, des expériences politiques et révolutionnaires passées, et notamment de l'URSS, est indispensable.

En plus des révélations politiques, il faut également faire un travail de fond de culture historique et démocratique-socialiste pour raviver au sein du prolétariat une conscience de classe. Seule une mise en perspective avec les expériences révolutionnaires passées peut servir d'appui à l'émergence d'une véritable conscience de classe. La Terreur de Robespierre, la Commune de Paris, la révolution d'octobre 1917 puis l'expérience soviétique, et même la révolte des esclaves de Spartacus, sont autant d'éléments historiques majeurs à mettre en avant dans notre critique. Tout cela est d'autant plus important dans la mesure où le révisionnisme a coupé tout lien historique du prolétariat avec son histoire. Tout au plus le révisionnisme met au contraire en avant les références de nos ennemis, de la bourgeoisie (par exemple l'humanisme, les lumières), la guerre d'Espagne ou la Chine de Mao. Là aussi un véritable travail critique doit être mené en profondeur pour établir une véritable culture démocratique-prolétarienne, sur les bases qui sont les siennes. Ce travail a déjà été en partie mené, je renvoie aux liens au début du manuel pour ces questions.

IX- L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE

« Le « jacobinisme » en Europe ou à la frontière de l'Europe et de l'Asie, au XXe siècle, serait la domination de la classe révolutionnaire, du prolétariat, qui, épaulé par la paysannerie pauvre et mettant à profit les conditions matérielles existantes favorables pour marcher au socialisme, pourrait non seulement apporter tout ce que les Jacobins du XVIIIe siècle apportèrent de grand, d'indestructible, d'inoubliable, mais amener aussi dans le monde entier la victoire durable des travailleurs. » - Lénine

1. LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

Nous n'entrerons pas ici dans les détails de l'histoire du parti bolchevique ou de la révolution d'Octobre 1917.

Nous rappellerons d'abord pour commencer que cette révolution prolétarienne (octobre) a succédé à une révolution bourgeoise (février).

A l'époque de Marx, il existait une fenêtre de tir pour une révolution prolétarienne après chaque révolution bourgeoise. En effet, dès l'époque de Marx, les conditions économiques étaient réunies pour le passage au socialisme. Marx évoquait par exemple l'Allemagne :

« C'est vers l'Allemagne que se tourne surtout l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au XVII^e et au XVIII^e siècle, et que par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. » - Karl Marx

Les mouvements communistes devaient donc soutenir la révolution bourgeoise uniquement dans le but de la renverser juste après.

« Aujourd'hui, nous réclamons une république démocratique. Pouvons-nous dire que la république démocratique soit bonne à tous égards ou bien à tous égards mauvaise ? Non, nous ne le pouvons pas ! Pourquoi ? Parce que la république démocratique n'est bonne que d'un côté, quand elle détruit le régime féodal ; en revanche, elle est mauvaise d'un autre côté, quand elle consolide le régime bourgeois. Aussi disons-nous : dans la mesure où la république démocratique détruit le régime féodal, elle est bonne, et nous luttons pour elle ; mais dans la mesure où elle consolide le régime bourgeois, elle est mauvaise, et nous luttons contre elle. » - Staline

En Russie, on discutait encore de savoir si les conditions économiques étaient réunies pour le passage du socialisme. Contrairement à ce que dirent plus tard les mencheviks, Marx avait dit que ces conditions étaient réunies en Russie, ce que Lénine et les bolcheviques comprirent et appliquèrent.

« Je parle d'un 'grand savant et critique russe' avec la haute considération qu'il mérite. Celui-ci (Tchernitchevsky) a traité, dans des articles remarquables, la question si la Russie doit commencer par détruire, comme le veulent les économistes libéraux, la commune rurale pour passer au régime capitaliste, ou si, au contraire, elle peut, sans éprouver les tortures de ce régime, s'en approprier tous les fruits en développant ses propres données historiques. Il se prononce dans le sens de la dernière solution... Je partageais ses vues sur cette question... Pour pouvoir juger en connaissance de cause du développement économique de la Russie contemporaine, j'ai appris le russe et puis étudié, pendant de longues années, les publications officielles et autres ayant rapport à ce sujet. Je suis arrivé à ce résultat: si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle chance que l'histoire ait jamais offerte à un peuple pour subir toutes les péripéties fatales du régime capitaliste... Si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à l'instar des nations de l'Europe occidentale, et pendant

les dernières années elle s'est donné beaucoup de mal en ce sens, elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires et après cela, amenée une fois au giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables comme d'autres peuples profanes. » - Karl Marx

« *La Russie est à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.* » - Karl Marx (1882)

Le parti bolchevique, avec à sa tête Lénine, a lutté pendant des années contre toutes les tendances réformistes, opportunistes, etc. au sein du mouvement révolutionnaire en Russie : menchevique (réformistes ouvriers), socialistes-révolutionnaires (réformistes de la petite bourgeoisie rurale), anarchistes (réformistes de la petite bourgeoisie urbaine).

Le POSDR (parti ouvrier social-démocrate de Russie), se scissionna sous l'impulsion de Lénine, qui fonda le parti bolchevique en 1903, parti qui devint complètement indépendant de l'autre tendance (menchevique) en 1912.

Dès 1905, la révolution bourgeoise, malgré son échec, montrait l'avenir de la Russie, à savoir, la fin du régime tsariste.

Se posait alors la question pour les marxistes de transformer la révolution bourgeoise à venir en révolution socialiste prolétarienne qui fasse de la Russie un pays socialiste.

Pour Marx déjà, les conditions économiques étaient réunies en Russie. On discutait aussi des conditions politiques de la victoire des bolcheviques. Le prolétariat urbain et industriel était encore naissant (et beaucoup moins nombreux que la paysannerie). Cependant il suffisait que ce prolétariat urbain mène la révolution et s'allie au prolétariat paysan pour que les conditions politiques soient réunies. A cette condition, l'alliance des ouvriers et des paysans pouvait renverser le régime tsariste, la bourgeoisie, et édifier la société communiste.

C'est ce qui n'avait pas pu se produire par exemple en 1871 pendant la Commune de Paris car la paysannerie avait depuis longtemps cessé d'être prolétaire (distribution de la terre aux paysans en 1792, développement de la propriété privée dans les campagnes).

Au contraire ce phénomène n'était pas encore très avancé en Russie en 1917, et les bolcheviques ont travaillé dur pour obtenir l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie prolétaire. C'est pour cette raison que la faucille et le marteau fut choisi pour symbole des communistes de Russie.

2. L'URSS DE STALINE

Certains passages de cette partie sont tirés de la brochure soviétique : "Cent questions et réponses sur l'URSS".

L'URSS sous la direction de Staline appliqua la théorie du socialisme expliquée plus haut (voir la partie VII).

L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (URSS) était un État socialiste fédéral des ouvriers et des paysans.

L'URSS était constituée sur la base de l'union librement consentie de 16 républiques socialistes soviétiques fédérées égales en droits. C'étaient : la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie, les Républiques Socialistes Soviétiques d'Ukraine, de Biélorussie, d'Ouzbékiste, de Kazakhie, de Géorgie, d'Azerbaïdjan, de Lituanie, de Moldavie, de Lettonie, de Kirguizie, de Tadjikie, d'Arménie, de Turkménie, d'Estonie et Carélo-Finnoise. Elles ont toutes été formées sur le territoire de l'ancien Empire de Russie à la suite de la victoire de la révolution socialiste qui s'est accomplie en octobre 1917.

Cette grande révolution a anéanti la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers en Russie et, pour la première fois dans l'histoire, a remis le pouvoir aux mains des travailleurs.

L'URSS était une très grande puissance ; elle possédait une industrie et une agriculture hautement développées. Le territoire de l'URSS occupait la partie orientale de l'Europe, la partie septentrionale et centrale de l'Asie et représente un sixième des terres habitées — plus de 22 millions de kilomètres carrés. La superficie de l'URSS était trois fois supérieure à celle des États-Unis d'Amérique (sans l'Alaska) et quatre fois supérieure à celle de tous les États d'Europe occidentale réunis. Plus de 200 millions d'habitants vivaient sur le territoire de l'URSS en 1954.

L'Union Soviétique était un pays à la nature pittoresque et variée, riche en minéraux, en minerais divers, en charbon, en tourbe, en pétrole, en sols fertiles, en puissantes sources d'énergie hydraulique. Les mers, les lacs et les fleuves abondaient en poissons, et les forêts en essences précieuses et en animaux à fourrure.

Le pouvoir soviétique avait mis fin au retard économique et technique hérité de la Russie tsariste. Sous la direction du Parti communiste, le pays fut industrialisé et son agriculture collectivisée, ce qui fit de l'Union Soviétique une puissance industrielle et kolkhozienne d'avant-garde, économiquement indépendante des autres pays.

De sa fondation en 1922 à la prise du pouvoir par les révisionnistes en 1956, l'Union Soviétique était le pays du socialisme. La propriété privée des instruments et moyens de production n'y existait pas. Dans les fabriques et les usines, les ouvriers travaillaient sans capitalistes ; dans les champs, les agriculteurs travaillaient sans propriétaires fonciers. La base économique de l'URSS, le fondement sur lequel reposait toute la vie du pays, était constitué par le système socialiste d'économie et la propriété commune, socialiste, des instruments et moyens de production. L'économie se développait selon un plan d'État unique. L'URSS ne connaissait ni crises économiques, ni chômage, ni misère des masses.

Dans la société socialiste, il n'y avait pas d'exploitation de l'homme par l'homme ni d'oppression nationale.

Là, pour la première fois dans l'histoire, était réalisée l'unité politique et morale des membres de la société.

Ce sont les travailleurs eux-mêmes : ouvriers, paysans, intellectuels, qui dirigeaient le pays, qui administraient toute l'économie nationale.

En URSS, la répartition des produits (biens matériels) s'effectuait selon le principe : de chacun selon ses moyens, à chacun selon son travail.

Cela signifie que chaque travailleur recevait les biens matériels selon la quantité et la qualité de son travail. C'est le socialisme ou la première phase (phase inférieure) de la société communiste.

Avant la prise du pouvoir par les révisionnistes en 1956, l'Union Soviétique effectuait le passage graduel du socialisme au communisme.

L'édification de la société communiste était le but du peuple soviétique.

L'histoire de l'URSS commence avec sa fondation en 1923 et s'achève en 1991. Cependant l'URSS n'a été réellement socialiste que sous la direction de Staline, mort en 1953. La prise du pouvoir par Khrouchtchev en 1956 était un coup d'état anti-socialiste, aboutissant au rétablissement du capitalisme et l'apparition d'une nouvelle classe exploiteuse au sommet de la société. Par une succession de réformes (notamment celle de 1957), les révisionnistes ont liquidé le socialisme en URSS.

L'URSS est née plusieurs années après la révolution d'octobre 1917. Cette révolution a instauré le pouvoir des soviets d'ouvriers, paysans et soldats sur l'état et la direction de l'économie. Ses premières mesures ont été de destituer l'ancien pouvoir, de procéder à la destruction de l'ancien appareil d'état ainsi que de ses soutiens, et surtout de mettre fin de façon unilatérale à la première guerre mondiale.

Entre 1917 et 1922, le nouveau pouvoir communiste a eu à faire face à 5 années de terribles guerre. Immédiatement après la révolution, les éléments réactionnaires de l'ancien régime ont rallié à eux des pans entiers de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie pour tenter de détruire le pouvoir des soviets. Soutenu par la classe des paysans pauvres, par la classe ouvrière, et par les soldats, les bolcheviques ont mené la défense de la révolution afin d'empêcher la victoire de la contre-révolution. A cette guerre civile s'est ajoutée l'intervention d'une coalition de 14 pays étrangers (principalement occidentaux) venus soutenir les armées blanches contre l'armée rouge, ainsi que l'attaque du nouvel état bourgeois polonais contre la Russie bolchevique. En dépit de toutes ces difficultés, le prolétariat et les classes non-possédantes de l'ancien empire de Russie, avec à leur tête les bolcheviques, ont réussi à mettre en déroute les armées blanches contre-révolutionnaires, leurs soutiens anarchistes, la coalition impérialiste et à repousser l'attaque polonaise.

Dès que la paix fut retrouvée, après 8 années de guerres et de destruction, il fallait entreprendre la construction de la société socialiste. Le choix d'un état fédéral fut décidé pour résoudre la question des nationalités. En effet l'ancien empire russe, longtemps arriéré économiquement, n'avait pas su réaliser une unité nationale à l'échelle de l'empire. Par manque de développement du capitalisme, il n'y avait ni les routes, les ni les communications, ni l'intégration économique, culturelle et linguistique suffisantes pour qu'une telle unité (telle qu'elle existe en France par exemple) soit réalisée. Par conséquent, l'empire russe avait vu se développer en son sein une multitude de nations plus petites, plus solidement ancrées, et dont on ne pouvait décréter la suppression.

Afin de réaliser une nation soviétique unifiée, il ne suffisait pas d'avoir un territoire unifié. Il fallait en passer d'abord par une longue intégration économique, culturelle et linguistique. C'est pourquoi les bolcheviques optèrent pour un état fédéral regroupant les républiques socialistes soviétiques de toutes les nationalités de l'ancien empire russe, respectant leurs spécificités nationales mais permettant leur unification progressive dans un grand ensemble plus large : la nation soviétique.

L'URSS appliqua la doctrine du socialisme dans un seul pays énoncée par Lénine en 1915 :

« L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes d'exploiteurs et leurs États. La forme politique de la société dans laquelle le prolétariat est victorieux, en renversant la bourgeoisie, sera la République démocratique, qui centralise de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de nations dans la lutte contre les États qui ne sont pas encore passés au socialisme. » - (Lénine, Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe, 23 août 1915)

Dans un premier temps, c'est à dire de 1922 à 1929, l'URSS ne put immédiatement appliquer la planification socialiste dans toute l'économie. Épuisée par 8 années de guerre, il était impossible de mener à bien les réformes agraires (entraînant forcément une longue lutte contre les petits propriétaires privés capitalistes), ainsi que l'industrialisation planifiée du pays. Les pays capitalistes étaient de leur côté contraints de commercer avec l'URSS sous peine de voir une nouvelle crise majeure menacer leur économie. L'URSS de son côté n'avait d'autre choix que d'échanger ses matières premières contre des marchandises, dans un premier temps des biens de consommation. Il était impensable d'exiger des peuples épuisés par 8 années de guerre d'entreprendre une industrialisation rapide ; c'est pourquoi dans un premier temps les marchandises échangées avec les pays capitalistes étaient des

biens courants et non des machines-outils par exemple. C'est pourquoi jusqu'en 1929, l'URSS appliqua la "Nouvelle Politique Économique" (N.E.P.), avec une organisation économique dont la forme était inspirée du capitalisme d'état allemand. Les prolétaires ouvriers, paysans et soldats exerçaient leur domination grâce au nouvel appareil d'état, mais ils ne réalisaient pas encore le pan économique du socialisme.

Cela ne veut pas dire qu'il existait une classe exploiteuse en URSS. L'URSS importait et exportait des marchandises avec les pays capitalistes, mais uniquement via l'état soviétique et sous un contrôle strict. L'économie de marché continuait à exister mais la propriété publique était déjà appliquée aux principales industries. La NEP concernait en particulier l'économie agricole occupée à l'époque à la fois par des paysans pauvres et par des petits propriétaires privés capitalistes (koulaks). Jusqu'en 1929, l'existence économique des koulaks était tolérée et encadrée par l'état soviétique. Dès 1929, l'Union Soviétique était suffisamment remise de la guerre pour commencer le chantier de la planification socialiste et de la collectivisation de l'agriculture.

Les tâches du prolétariat victorieux dans ce premier pays socialiste étaient politiques, économiques et militaires.

- En termes politiques, il s'agissait de réaliser la dictature du prolétariat sur les restes d'ancienne classe dominante afin de les exproprier, afin de supprimer le danger de restauration du capitalisme. Il s'agissait donc de réaliser la démocratie prolétarienne, basée sur le système des Soviets.

Contrairement à la "démocratie" bourgeoise des pays capitalistes, la démocratie prolétarienne était un système politique authentiquement démocratique, au sens étymologique du terme, c'est à dire que le pouvoir était entre les mains du peuple. Dans la "démocratie" bourgeoise (fut-elle masquée derrière des appellations "sociales" ou "populaires"), les élus sont des membres de la bourgeoisie qui ne doivent aucun compte à leurs électeurs et sont de fait sous contrôle de la bourgeoisie, de ses divers lobbys, réseaux, moyens de pressions qu'elle utilise pour gouverner réellement. Derrière la façade et l'apparence "démocratique", c'est en réalité la dictature de la bourgeoisie.

Au contraire dans la démocratie prolétarienne, comme un URSS, c'était le prolétariat, allié à la paysannerie pauvre qui gouvernait réellement : c'est la dictature du prolétariat.

Lors des périodes de crises économiques, les politiciens bourgeois sont contraints de n'avoir que les mots de "morale" et de "vertu" à la bouche, tandis qu'ils font l'exact inverse dès que le peuple a le dos tourné. Dans la démocratie prolétarienne, les élus, représentants et fonctionnaires viennent du peuple et sont dépendants du peuple, non seulement au moment de l'élection, mais aussi après l'élection, pendant toute la période qui sépare chaque scrutin du suivant. Le droit de révocation des élus et des fonctionnaires est la seule garantie de la démocratie. La "morale" et la "vertu" sont de la fausse monnaie bourgeoise, un mensonge, une illusion, en comparaison du pouvoir réel que le peuple se donne par la démocratie prolétarienne.

Staline, dans un discours prononcé devant les électeurs de la circonscription Staline de Moscou le 11 décembre 1937, exprimait ce point de vue en ces termes :

« Les élections générales se font également dans un certain nombre de pays capitalistes, dits démocratiques. Mais dans quelles conditions s'y font-elles ? Au milieu des collisions de classes, de l'hostilité des classes, cependant que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les banquiers et autres requins du capitalisme exercent une pression sur les électeurs. De telles élections, fussent-elles générales, égales, secrètes et directes, on ne saurait les dire parfaitement libres, parfaitement démocratiques.

Chez nous, dans notre pays, les élections se font au contraire dans des circonstances absolument différentes. Ici point de capitalistes, point de grands propriétaires fonciers ; par conséquent, point de

pression exercée par les classes possédantes sur les non-possédantes. Les élections se font chez nous dans une atmosphère de collaboration entre ouvriers, paysans, intellectuels, dans une atmosphère de confiance réciproque, je dirais même d'amitié réciproque, parce que nous n'avons pas de capitalistes, ni de grands propriétaires fonciers, ni d'exploitation, et il n'est personne à proprement dire pour faire pression sur le peuple, pour fausser sa volonté.

Voilà pourquoi nos élections sont les seules au monde qui soient véritablement libres et véritablement démocratiques. (Vifs applaudissements.)

De telles élections libres et véritablement démocratiques n'ont pu naître que du triomphe de l'ordre socialiste ; que du socialisme qui, chez nous, n'est plus simplement en construction, mais est déjà entré dans les habitudes, dans la vie quotidienne du peuple. Il y a quelque dix ans, on pouvait encore discuter sur la question de savoir si l'on peut ou non édifier chez nous le socialisme. Maintenant cette question ne se discute plus. Maintenant, c'est une question de faits, une question de la vie vivante, des us et coutumes qui pénètrent toute la vie du peuple. Nos fabriques et nos usines marchent sans les capitalistes. La direction du travail est assurée par des hommes issus du peuple. C'est ce que l'on appelle chez nous le socialisme en action. Nos champs sont cultivés par les travailleurs de la terre, sans les grands propriétaires fonciers, sans les koulaks. La direction du travail est assurée par des hommes issus du peuple. C'est ce que l'on appelle chez nous le socialisme dans la vie ; c'est ce que l'on appelle chez nous la vie libre, socialiste.

Et c'est sur cette base justement que sont nées les nouvelles élections, véritablement libres et véritablement démocratiques, sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Dès lors comment ne pas vous féliciter à l'occasion de la fête du peuple, à l'occasion des élections au Soviet suprême de l'Union soviétique ! (Ovation enthousiaste de toute la salle.)

Je voudrais ensuite, camarades, vous donner un conseil, un conseil de candidat-député à ses électeurs. Si l'on prend les pays capitalistes, on y voit s'exercer entre députés et électeurs des relations originales, je dirais même, assez singulières. Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec les électeurs, sont aux petits soins pour eux, leur jurent fidélité, leur prodiguent une foule de promesses. C'est à croire que les députés dépendent entièrement des électeurs. Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent du tout au tout. Au lieu de la dépendance des députés vis-à-vis des électeurs, c'est leur entière indépendance. Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre et indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais ; il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables ; il peut faire toutes les culbutes qu'il veut : il est indépendant.

Ces relations, peut-on les regarder comme normales ? Pas du tout, camarades. Tenant compte de ce fait, notre Constitution a promulgué une loi conférant aux électeurs le droit de rappeler avant terme ceux de leurs députés qui commencent à biaiser, à dévier de la bonne voie, à oublier leur dépendance vis-à-vis du peuple, vis-à-vis des électeurs.

Loi remarquable que celle-là, camarades. Le député doit savoir qu'il est le serviteur du peuple, son délégué envoyé au Soviet suprême, et il doit s'en tenir à la ligne qui lui a été tracée dans son mandat par le peuple. Si le député a dévié de son chemin, ses mandants ont le droit de demander de nouvelles élections et de blackbouler le député fourvoyé. (Rires, applaudissements.) Loi remarquable que celle-là. Mon conseil, conseil de candidat-député à ses électeurs, est qu'ils n'oublient pas ce droit, le droit qu'ils ont de rappeler avant terme les députés, de surveiller leurs députés, de les contrôler et, s'ils s'avisent de dévier de la bonne route, de les secouer de leurs épaules, d'exiger de nouvelles élections. Le gouvernement a le devoir de fixer de nouvelles élections. Mon conseil est de ne pas oublier cette loi et de s'en servir à l'occasion. »

Tout le pouvoir en URSS appartenait aux travailleurs de la ville et de la campagne représentés par les Soviets des députés des travailleurs, qui constituaient la base politique de l'URSS

Les députés des Soviets étaient des ouvriers, des paysans, des intellectuels, élus sur la base du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. Chaque député était tenu de rendre compte de son travail aux électeurs. Les élus ainsi que les fonctionnaires étaient révocables à tout moment par les électeurs, ce qui est très différent du système "démocratique" bourgeois où les élus sont "révocables" seulement par la bourgeoisie qui tient entre ses mains les hommes politiques et "révoque" ceux qui ne lui conviennent pas (par des assassinats, des campagnes de diffamation, etc.). Dans la "démocratie" bourgeoise, c'est la classe des capitalistes qui contrôle le système politique. Dans la démocratie prolétarienne, c'est la classe des prolétaires qui contrôle le système politique. La question est donc de savoir qui exerce sa domination sur l'appareil d'état, et donc sur la société. En dépit des apparences, la "démocratie" bourgeoise sera toujours quoiqu'il arrive l'inverse de la démocratie réelle. Seule la démocratie des ouvriers et des paysans telle qu'elle fut mise en place en URSS était une véritable démocratie.

Les candidats aux élections du Soviet devaient appartenir au Parti Communiste de l'Union Soviétique. Tous les citoyens de l'Union Soviétique pouvaient adhérer au PCUS. Le Parti communiste de l'Union Soviétique était l'unique parti politique en URSS L'existence d'un seul parti dans le pays découle de la nature même de la société socialiste soviétique.

Il n'y avait pas en URSS de classes d'exploiteurs. Les seules classes existantes étaient : les ouvriers et les paysans, dont les intérêts et les buts n'étaient pas antagonistes mais, au contraire, identiques. L'unité politique et morale de la société était ici réalisée. En conséquence, il n'existait pas en URSS de conditions pour l'existence de plusieurs partis. Il n'y avait de place que pour un seul parti, exprimant les intérêts de la société socialiste soviétique. Le Parti communiste de l'Union Soviétique était précisément cette organisation politique unique du peuple soviétique. Dans la période qui avait précédé la révolution d'octobre, les peuples qui formèrent plus tard l'Union Soviétique avaient appris à connaître tous les principaux partis qui existaient en Russie : le parti des propriétaires fonciers (les « Cent-Noirs »), le parti des capitalistes (les cadets), le parti des mencheviks (les « socialistes » de droite), le parti des socialistes-révolutionnaires (défenseurs des gros paysans exploités et usuriers), le Parti communiste. Les peuples de l'URSS ont rejeté tous les partis bourgeois et ont arrêté leur choix sur le Parti communiste, le considérant comme l'unique parti authentiquement populaire, qui défendait vaillamment et jusqu'au bout les intérêts des ouvriers et des paysans.

L'écrasante majorité des députés, à l'exception de ceux qui, après les élections, entraient à titre permanent dans un organisme exécutif du pouvoir, continuaient d'exercer leur profession. Par leur intermédiaire, les Soviets entretenaient les liens les plus étroits avec les électeurs. L'organe suprême du pouvoir d'État de l'URSS était le Soviet Suprême de l'URSS Il était élu au suffrage universel pour une durée de quatre ans.

Le Soviet Suprême personnifiait la plénitude du pouvoir dont disposait le peuple soviétique. Il représentait tout le peuple, l'État dans sa totalité : l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le pouvoir législatif de l'URSS était exercé par le Soviet Suprême de l'URSS Les lois adoptées par le Soviet Suprême de l'URSS étaient en vigueur sur le territoire de toutes les républiques fédérées; elles devaient être appliquées par tous les organes de l'État, toutes les institutions, tous les citoyens de l'URSS Ces lois exprimaient les intérêts et la volonté des travailleurs du pays. Le Soviet Suprême de l'URSS établissait les plans de l'économie nationale, ratifie le budget unique de l'URSS, décidait des questions de la guerre et de la paix, contrôlait l'application de la Constitution de l'URSS et assurait la conformité des Constitutions des républiques fédérées avec la Constitution, de l'URSS, apportait des modifications à la Constitution de l'URSS, décidait de l'admission de nouvelles républiques au sein de l'URSS, approuvait les modifications de la structure administrative et territoriale de l'URSS

Les Soviets faisaient participer les masses populaires les plus larges à l'administration de l'État aussi bien à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale.

En URSS, contrairement à ce qui existe dans les pays capitalistes, l'état était entièrement contrôlé par le peuple lui-même, directement et indirectement.

Tout citoyen ou citoyenne qui jouissait de son droit de vote, avait atteint l'âge de 23 ans et était honoré de la confiance des électeurs pouvait être élu, en URSS, à la fonction de juge. Les juges populaires et les assesseurs populaires étaient élus par circonscriptions électorales au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret, pour une durée de trois ans.

De nombreuses mesures démocratiques comme celles-ci n'ont jamais été appliquées dans les pays capitalistes, bien que certaines d'entre-elles faisaient partie par exemple de la constitution française de 1793 (la plus radicale, lors de la Terreur de Robespierre).

- En termes économiques, l'objectif était de parvenir à réaliser la propriété sociale des moyens de production, ce qui était aisé dans l'industrie et les villes mais plus long à réaliser dans les campagnes (où le capitalisme était seulement à moitié développé). La production socialiste signifiait la planification démocratique de la production en fonction des besoins de la population, et la répartition des biens en fonction du travail de chacun : de chacun selon ses moyens à chacun selon son travail.

Parmi les besoins urgents de la population, il y avait l'élévation du niveau de vie, la construction de villes, d'infrastructures, l'élévation du niveau technique, et bien sur la défense du pays contre les capitalistes encerclant l'Union Soviétique. L'ensemble des décisions économiques étaient prises indirectement par le peuple soviétique lui-même via une planification démocratique. C'est le Soviet suprême, élu au suffrage universel direct et dont les membres étaient sous contrôle direct du peuple soviétique, qui établissaient le plan de l'économie nationale.

Dans les conditions du régime socialiste, l'économie nationale ne peut se développer que suivant un plan unique. Cela tient au fait qu'elle n'est pas éparpillée entre divers propriétaires mais presque entièrement concentrée aux mains de l'État, et qu'elle constitue un système unique de nombreuses entreprises et branches de production, étroitement liées entre elles et interdépendantes.

Marx et Engels avait déjà montré que la production socialiste nécessite l'usage de plans établis à l'avance. Marx dans son manifeste, proposait diverses mesures comme :

« Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble. »

Dans l'Anti-Dühring (1878), Engels notait que :

« La société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. »

Dans la critique du programme de Gotha (1891), il écrivait également :

« La transformation de la production capitaliste actuelle, pour le compte de particuliers ou de sociétés par actions, en production socialiste pour le compte de la société entière et d'après un plan établi d'avance, transformation... par laquelle seule se réalisera l'émancipation de la classe ouvrière et, par là, l'émancipation de tous les membres de la société sans exception. »

Les plans d'État de l'économie nationale étaient établis pour une durée de un et cinq ans. Des plans trimestriels et mensuels étaient établis sur la base de ces plans. Les plans quinquennaux étaient examinés et ratifiés par le Soviet Suprême de l'URSS, et les plans annuels par le Conseil des ministres de l'URSS. Les plans de développement de l'économie des républiques, territoires, régions, districts, entreprises étaient partie intégrante des plans de développement de l'économie nationale de l'URSS. Les

plans quinquennaux et annuels de développement de l'économie nationale de l'URSS précisent quelle quantité et quelle sorte de production devait fournir, à la fin de la période considérée, chaque branche de l'économie nationale pour toute l'URSS et pour chaque république fédérée, où il fallait construire les nouvelles entreprises et lesquelles, quelle quantité et quel genre de main-d'œuvre il fallait former.

Le plan fixait l'augmentation de la production agricole, l'accroissement du cheptel, l'équipement de l'agriculture en tracteurs, moissonneuses - batteuses, engrais, etc. Il déterminait le volume de la circulation des marchandises dans le pays, le développement du réseau du commerce d'État et coopératif, l'accroissement de la production des marchandises de grande consommation. Le plan indiquait les mesures à prendre pour élever le niveau matériel et culturel de la population : il fixait la croissance et la répartition du revenu national du pays tout entier, l'augmentation approximative des revenus réels des ouvriers, des employés et des paysans ; déterminait le développement des établissements scientifiques et culturels, des écoles, des technicums et des établissements d'enseignement supérieur ; la construction des maisons d'habitation, des sanatoria, des maisons de repos, des hôpitaux, clubs, jardins d'enfants, etc.

La propriété socialiste en URSS existait sous deux formes : la forme de la propriété d'État (bien du peuple tout entier) et la forme de la propriété coopérative et kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoz, propriété des unions coopératives).

Étaient la propriété de l'État : la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les P.T.T., les grandes entreprises agricoles organisées par l'État (sovkhoze, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles.

La propriété coopérative-kolkhozienne comprenait : les entreprises collectives dans les kolkhoz et dans les organisations coopératives, avec leur cheptel vif et mort ; la production fournie par les kolkhoz et les organisations collectives, ainsi que leurs bâtiments collectifs. Les kolkhozes produisaient d'abord pour permettre aux kolkhoziens de vivre (et ils pouvaient échanger entre eux), puis leur surplus pouvait être vendu à l'état. Au sein du kolkhoze, la répartition des revenus se faisait de façon socialiste, c'est à dire en journée-travail.

Pour aider les kolkhozes, l'état soviétique fournissait gratuitement des machines agricoles grâce au système des S.M.T. Les stations de machines et de tracteurs ou, comme on les désigne en abrégé, les S.M.T., étaient des entreprises socialistes d'État créées en vue de desservir les kolkhoz. On en comptait environ 9.000 en 1954. Chaque S.M.T. possédait un parc de tracteurs, de moissonneuses-batteuses, de semoirs et d'autres machines agricoles modernes destinées à la mise en valeur des champs kolkhoziens environnants. Les stations de machines et de tracteurs ne faisaient pas que mécaniser les travaux des champs, elles introduisaient aussi les méthodes modernes d'agriculture et aident les paysans à renforcer et développer leur exploitation agricole collective. C'est ainsi que les kolkhoziens mettaient à exécution, sous la direction des agronomes des S.M.T., de vastes plans agronomiques : assolements herbaires et fourragers, méthodes de culture hautement efficaces, nouvelles mesures agronomiques. Les S.M.T. étaient intégrés à la planification nationale de l'économie.

La propriété collective des kolkhozes était inspirée de l'ancien système du mir, qui avait existé avant l'introduction du capitalisme dans l'agriculture, à ceci près qu'il n'y avait là plus d'exploitation comme c'était le cas à l'époque des grands propriétaires fonciers. Seul le caractère collectif de la propriété a servi d'inspiration. Le système des kolkhozes a dû s'imposer de haute lutte face aux koulaks. Au 19ème siècle, le réformateur libéral Stolypine avait engagé des réformes agraires visant à faire émerger une classe de petits propriétaires capitalistes dans l'agriculture (les koulaks). Pour passer au socialisme, la classe paysanne pauvre a dû d'abord transformer la propriété privée capitaliste en propriété collective kolkhozienne (à certains endroits) et en propriété socialiste d'état sovkozienne (à d'autres endroits).

C'est de cette lutte qu'est né le mythe des "millions de morts" en Ukraine, dues aux famines que les saboteurs koulaks ont causé à l'encontre des paysans pauvres des kolkhozes.

L'objectif des communistes et du peuple soviétique était d'abord de transformer la propriété privée des koulaks en propriété collective kolkhozienne, puis de parvenir à terme à remplacer complètement la propriété kolkhozienne par une propriété d'état (sovkhoze) dans l'agriculture. Ainsi serait réalisée complètement la propriété sociale des moyens de production, y compris dans l'agriculture.

À côté de la propriété sociale des moyens de production, il existait en URSS la propriété personnelle des citoyens sur les revenus et épargnes provenant de leur travail, sur leur maison d'habitation, l'économie domestique auxiliaire, les objets de ménage et d'usage quotidien, les objets d'usage et de commodité personnels. La propriété personnelle des citoyens était garantie par la loi. Ainsi, contrairement à ce que ne comprennent pas les imbéciles qui ne savent pas réfléchir, tout n'était pas une propriété publique en URSS. Les marxistes font la différence entre la propriété des simples marchandises et la propriété des moyens de productions, marchandises un peu spéciales qui, sous le socialisme, doivent être la propriété de tout le peuple ; c'est à dire que le peuple doit être maître de l'appareil de production de tout le pays afin que ces moyens de production soient utilisés dans son intérêt, et que les produits qui en sortent soient répartis équitablement en fonction du travail de chacun. C'est cela que voulait dire Marx lorsqu'il écrivait : « *Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux; il n'ôte que le pouvoir d'asservir à l'aide de cette appropriation le travail d'autrui.* »

Dans la réalisation des plans, le rôle décisif était joué par l'activité productrice et politique des travailleurs, qui avaient un intérêt vital à la réalisation et au dépassement des plans de l'économie nationale, car ils étaient les maîtres de leur État. L'économie nationale de l'URSS se développait à un rythme prodigieusement élevé. De 1929 à 1951, le volume de la production industrielle de l'URSS avait augmenté de près de 13 fois. L'agriculture se développait régulièrement, le bien-être de la population croissait d'une façon continue.

« *Notre supériorité réside dans le fait, disait J. Staline, — que nous ne connaissons pas de crises de surproduction, que nous n'avons et n'aurons pas de millions de chômeurs, que nous n'avons pas d'anarchie de la production, car nous avons une économie planifiée.* »

- En termes militaires, la tâche des peuples soviétiques était de défendre leur nouvelle patrie contre les pays capitalistes encerclant l'Union Soviétique. L'URSS a toujours été pour la paix entre les peuples, cependant l'impérialisme rendait la guerre inévitable. L'existence de pays capitalistes à côté de pays socialistes était à long terme impensable sans guerre. C'est pourquoi la tâche des peuples soviétiques, avec à leur direction les communistes, était de consacrer une part importante de l'économie nationale et de son développement à la défense, c'est à dire le développement d'armes et la formation de militaires.

Le 18 mars 1919, Lénine expliquait :

« *Sans défendre la république socialiste par les armes, nous ne pouvions pas exister. La classe dominante n'abandonnerait jamais son pouvoir à la classe opprimée. Mais cette dernière devait démontrer dans les faits qu'elle était capable, non seulement de renverser les exploités, mais aussi de s'organiser, de tout mettre en jeu pour se défendre. Nous avons toujours dit: « Il y a guerre et guerre, » Nous avons condamné la guerre impérialiste, nous n'avons pas nié la guerre en général. Ils n'ont rien compris, ceux qui ont essayé de nous accuser de militarisme. Et lorsque, j'ai eu l'occasion de lire le compte rendu de la conférence des jaunes à Berne, où Kautsky a employé cette expression : chez les bolcheviks, ce n'est pas le socialisme, c'est le militarisme, j'ai souri en haussant les épaules. Comme s'il y avait eu dans l'histoire une seule grande révolution que n'ait pas accompagnée la guerre. Bien sûr que non ! Nous ne vivons pas seulement dans un État, mais dans un système d'États, et l'existence de la République soviétique à côté d'États impérialistes est impensable pendant une longue période. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter. Et avant que cette fin arrive, un certain nombre de terribles conflits entre la République*

soviétique et les États bourgeois est inévitable. Cela signifie que la classe dominante, le prolétariat, si seulement il veut dominer et s'il domine en effet, doit en faire la preuve aussi par son organisation militaire. »

La nécessité impérieuse de défendre la patrie soviétique contre les menaces extérieures était prise en compte dans les plans de l'économie et nécessitait une application rigoureuse. C'est grâce à la détermination des peuples soviétiques et de ses dirigeants que l'Union Soviétique a pu en quelques années passer d'une puissance retardataire à une véritable puissance industrielle moderne, plus rapidement que ne l'avaient fait les pays capitalistes, et sans connaître de crises économiques.

Lors d'un discours aux cadres de l'industrie le 4 février 1931, Staline expliquait l'ampleur du défi :

« On demande parfois s'il ne serait pas possible de ralentir un peu les rythmes, de retenir le mouvement. Non, ce n'est pas possible, camarades ! Il n'est pas possible de réduire les rythmes ! Au contraire, dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, il faut les augmenter. C'est ce que nous imposent nos obligations envers les ouvriers et les paysans de l'URSS C'est ce que nous imposent nos obligations envers la classe ouvrière du monde entier. Freiner les rythmes, cela signifie retarder. Mais les retardataires se font battre. Et nous, nous ne voulons pas être battus. [...] Car telle est la loi des exploiters : battre les retardataires et les faibles. Loi féroce du capitalisme. Tu es en retard, tu es faible, donc tu as tort, par conséquent l'on peut te battre et t'asservir. Tu es puissant, donc tu as raison, et par conséquent tu es à craindre. Voilà pourquoi il ne nous est plus permis de retarder. Dans le passé, nous n'avions pas et ne pouvions avoir de patrie. Mais maintenant que nous avons renversé le capitalisme et que notre pouvoir est un pouvoir ouvrier, nous avons une patrie et nous défendrons son indépendance. Voulez-vous que notre patrie socialiste soit battue et qu'elle perde son indépendance ? Mais si vous ne le voulez pas, vous devez liquider son retard dans le plus bref délai, et développer de véritables rythmes bolcheviks dans la construction de son économie socialiste. Il n'est point d'autres voies. Voilà pourquoi Lénine disait au moment d'Octobre : « Ou la mort, ou rejoindre et dépasser les pays capitalistes avancés. »

Nous retardons de cinquante à cent ans sur les pays avancés. Nous devons parcourir cette distance en dix ans. Ou nous le ferons, ou nous serons broyés. Voilà ce que nous dictent nos obligations envers les ouvriers et les paysans de l'URSS. »

La seconde guerre mondiale a mis à rude épreuve l'URSS en causant près de 25 millions de morts soviétiques, militaires et civils. Elle a engendré des destructions matérielles innombrables. Après 1945, la reconstruction du pays a pu commencer. La guerre a démontré l'efficacité et la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste. Sans l'économie planifiée, sans l'ardeur des peuples soviétiques à défendre le socialisme, jamais les peuples de l'ancien empire de Russie n'auraient pu résister à une attaque aussi violente que celle qui leur fut infligée en 1941 par l'Allemagne nazie. Cette guerre fut la démonstration de l'efficacité du système socialiste, sa mise à l'épreuve dans les conditions les plus terribles, en dépit d'un retard immense de la Russie quelques décennies plus tôt.

L'affaiblissement des communistes à cause de la guerre a toutefois conduit à la victoire des révisionnistes, qui appuyés par les services de renseignements étrangers, ont réussi à renverser le pouvoir des soviets et à détruire le socialisme en URSS. Près de 35 années plus tard, le désastre économique des révisionnistes a conduit l'URSS à l'échec. Le démantèlement de l'Union Soviétique a commencé avec Khrouchtchev, avec sa réforme de 1957 qui a décentralisé la planification et l'administration. Autrement dit, il a mis fin à l'intégration économique de la nation soviétique, il a donc préparé le démantèlement final de l'URSS qui eut lieu à partir de 1985.

Aujourd'hui encore les anciens pays de l'Union Soviétique sont encore marqués par cette rupture qui laisse ouverte comme une plaie béante la question nationale. La situation des peuples soviétiques s'est particulièrement dégradée avec la fin du socialisme en 1956. Le pouvoir des révisionnistes a cependant

réussi à maintenir pendant des décennies les illusions du socialisme, grâce à une courte période de prospérité bâtie sur les sables mouvements des exportations de matière première. Aujourd'hui la tâche des communistes est de raconter l'histoire, la vérité sur l'histoire de l'URSS afin que l'expérience du mouvement révolutionnaire communiste soit bien comprise par les prolétaires en France et partout dans le monde.

3. LA VICTOIRE DU RÉVISIONNISME EN 1956

Ce qui différencie le socialisme du capitalisme, c'est d'abord la question de la propriété sociale ou privée des moyens de production.

Il ne suffit pas que l'état soit propriétaire des moyens de production. Si cet état n'est pas socialiste, si le peuple n'a pas de contrôle strict sur cet état, alors les dirigeants qui dirigent l'état peuvent se constituer en classe exploiteuse. Le socialisme abolit l'exploitation d'une classe par une autre, il supprime toute classe exploiteuse. Cela n'empêche pas la possibilité de retour en arrière au capitalisme si les anciennes classes exploiteuses et leurs alliées dans les pays capitalistes tout autour parviennent à affaiblir le pouvoir des soviets jusqu'à le renverser.

Si une classe exploiteuse vient à se former dans un pays socialiste, celui-ci cesse immédiatement d'être un pays socialiste. Si une classe exploiteuse a pu se former, c'est que le peuple et en particulier les anciennes classes non-possédantes ne dirigent plus la société. Dans ces conditions, c'est à nouveau une classe dirigeante exploiteuse qui gouverne. Par exemple ils cherchent la rentabilité, le profit, au détriment des besoins de la population. C'est ce qui s'est passé sous l'ère Khrouchtchev, période à partir de laquelle l'URSS n'avait donc de socialiste que le nom.

Avant cette période, c'est Staline qui dirigeait l'URSS.

Sous le socialisme, il n'y a plus de classe exploiteuse. en même temps il y a toujours de l'argent, des échanges, un état. Mais tout cela se fait sous la dictature du prolétariat. Dès la révolution de 1917, les bolcheviques ont appliqué ce principe de dictature. C'est à dire qu'ils se sont appuyés sur le prolétariat comme force politique. Les classes sociales existaient encore, mais il n'y avait plus de classe exploiteuse. La contradiction au sein de la société était donc abolie. C'est à dire que, non pas "tout le monde était égal", mais qu'il n'y avait plus de classe exploitant une autre classe. C'est sur ce point que buttent les "communistes" de gauche (c'est à dire les anti-communistes de gauche), les maoïstes et trotskystes notamment, pour qui une telle société est évidemment impossible car jamais la "fin de la contradiction" (c'est à dire le socialisme en fait !!!) n'est possible. Leur "socialisme" à eux consiste en une continuité avec la "république" bourgeoise, "sociale", le réformisme bourgeois ou l'anarchisme (réformisme désespéré), etc. Comme nous allons le voir cela ne signifie pas du tout que la lutte de classes n'existait plus en URSS, bien au contraire, car il restait encore à empêcher les débris d'ancienne classe exploiteuse de reprendre le pouvoir, il restait encore à empêcher une nouvelle classe exploiteuse de se former, et également aux pays capitalistes encerclant l'URSS de la détruire de l'intérieur de ou de l'extérieur.

Le socialisme ne supprime pas immédiatement la division du travail. La loi de la valeur continue de s'appliquer, mais utilisée pour les objectifs du socialisme. C'est seulement dans le communisme que tout cela sera vraiment dépassé. Le socialisme abolit seulement l'exploitation en instaurant la propriété sociale. Donc, dans la société, subsistent des catégories différentes : des ouvriers qui travaillent à l'usine, des cadres dans les entreprises, des fonctionnaires dans l'état. A ceci près que :

- 1- tous les moyens de production appartiennent au peuple tout entier,
- 2- que l'état est celui du prolétariat (dictature du prolétariat),
- 3- car cette population exerce son contrôle sur les dirigeants de l'état (vraie démocratie en fait).

Ce qui fait qu'on peut parler de propriété sociale des moyens de production. Il n'y avait donc plus d'exploitation et de profit comme c'était le cas dans le capitalisme. En effet, même si les ouvriers par

exemple n'étaient pas payés pour la totalité de leur travail (comme sous le capitalisme), il n'y avait pour autant de plus-value. Car l'argent gagné appartenait à l'état, et l'état à ces mêmes ouvriers. La gestion centralisée et planifiée de la production se faisait directement dans l'intérêt de leurs propres besoins. On ne peut donc plus du tout parler d'exploitation.

C'est ce qui fait aussi qu'il n'y a eu aucune crise économique en URSS. En effet, c'est la plus-value qui est à l'origine des crises. C'est ce qu'on observe dans le capitalisme.

Jusqu'en 1953, tout ce fonctionnement était porté par Staline. Mais contrairement à ce qu'on croit, Staline lui-même n'était pas omnipotent. Il s'appuyait lui-même sur des forces très concrètes, celle des peuples soviétiques, qui défendaient leur propre intérêt d'avancer dans le socialisme.

Cependant, tant que le communisme n'est pas atteint, il y a toujours un risque de retour en arrière vers le capitalisme.

Staline a dit : « *La victoire de la déviation de droite dans notre Parti donnerait libre cours aux forces du capitalisme, minerait les positions révolutionnaires du prolétariat et augmenterait les chances de restauration du capitalisme dans notre pays.* »

En effet, dans l'état socialiste (qui est absolument nécessaire tant que les anciennes classes exploiteuses menacent de l'intérieur ou de l'extérieur) il existe toujours des dirigeants, par exemple dans l'état. Ces dirigeants sont censés défendre l'intérêt de la population. Mais si cette population cesse d'exercer sa vérification et son pouvoir sur les cadres de l'état, alors, les dirigeants s'affranchissent de tout contrôle et commencent à poursuivre leur intérêt propre au lieu de celui du peuple. Dès lors, ils se constitue une nouvelle classe exploiteuse.

En 1924 déjà, la déviation trotskyste bourgeoise tenta de barrer la route à Staline pour briser le socialisme. La répression fut largement soutenue par l'ensemble du peuple et des bolcheviques. Car en politique tout est affaire de rapport de force. C'est ici la volonté des anciennes classes exploitées, ouvriers et paysans, qui s'est incarnée dans Staline. C'est d'eux, du rapport de force qu'ils ont imposé, que Staline a pu mener par la suite sa politique. A commencer par une première purge de tous les éléments bourgeois les plus dangereux.

Mais les révisionnistes bourgeois n'ont pas pour autant lâché l'affaire. En URSS, le socialisme était encore jeune, et les débris d'ancienne classe exploiteuse continuaient de maudire le socialisme, de conspirer. Au sommet de l'état, le manque de contrôle venant d'en bas avait aussi laissé se créer des embryons de potentielle future classe exploiteuse. Enfin de l'extérieur, tous ces éléments traîtres et hostiles étaient largement soutenus par les pays capitalistes. Car pour eux aussi bien sur l'URSS était une menace à tous les niveaux.

Donc pour parer à ce problème, Staline a proposé en 1936 une constitution. Dans cette constitution, il proposait de mettre plus de restrictions sur les dirigeants de l'état. Il fallait que les peuples soviétiques exercent un plus grand contrôle, une plus stricte vérification, qu'ils puissent empêcher une bureaucratie de se former. C'était donc une réforme très démocratique.

Or beaucoup de dirigeants étaient déjà bien installés. Beaucoup provenaient de l'ancien système, car rien ne peut changer du jour au lendemain. Pendant la guerre civile, beaucoup de généraux tsaristes avaient rejoint les bolcheviques. Au parti communiste de l'union soviétique (PCUS), on avait recruté des centaines de milliers de gens afin qu'il intègre plus de prolétaires et paysans ; et que les bourgeois ne puissent pas imposer leurs vues. Cette "promotion Lénine" avait toutefois du recruter aussi beaucoup de gens non communistes, uniquement parce qu'ils savaient lire et écrire, car c'était rare à l'époque ! Or, beaucoup à cette époque rentraient au parti communiste avec des intentions on ne peut plus suspectes. Mais il y avait bien besoin d'eux en même temps... jusqu'à ce que d'autres membres plus fiables soient formés.

Bref en 1936, Staline remarquait : « *Le principal danger est représenté par la déviation que l'on a cessé de combattre et à laquelle on a ainsi permis de se développer jusqu'aux proportions d'un danger pour l'État.* »

Mais cette réforme démocratique, cette constitution de 1936 fut rejetée par les dirigeants, et pour cause ! Preuve que Staline n'était pas omnipotent.

Dès lors, la population soviétique fit pression pour que les bureaucrates en plein essor soient réprimés et contraints, pour qu'une nouvelle classe exploiteuse ne se forme pas. C'est sur cette base que Staline mena ses grandes purges au sein de l'état et du parti. Les fameux "procès de Moscou".

Staline a dit en 1937 : « *Il faut démolir et rejeter loin de nous la théorie pourrie selon laquelle, à chaque pas que nous faisons en avant, la lutte de classe, chez nous, devrait, prétend-on s'éteindre de plus en plus ; qu'au fur et à mesure de nos succès, l'ennemi de classe s'apprivoiserait de plus en plus. C'est non seulement une théorie pourrie, mais une théorie dangereuse, car elle assoupit nos hommes, elle les fait tomber au piège et permet à l'ennemi de classe de se reprendre, pour la lutte contre le pouvoir des Soviétiques. (...) Au contraire, plus nous avancerons, plus nous remporterons de succès et plus la fureur des débris des classes exploiteuses en déroute sera grande, plus ils recourront vite aux formes de lutte plus aiguës, plus ils nuiront à l'État soviétique, plus ils se raccrocheront aux procédés de lutte les plus désespérés, comme au dernier recours d'hommes voués à leur perte.* »

En effet, c'est bien une véritable toile d'araignée qui s'était lentement formée. De l'extérieur, l'Allemagne nazie soutenait en douce des putschistes, des éléments trotskystes, bourgeois, etc. qui en échange de prendre le pouvoir en URSS, céderaient à l'Allemagne l'Ukraine, la partie ouest de la Russie, etc.

Staline mit donc un grand coup de balais. Bien sûr à lui tout seul il ne pouvait rien faire. C'est grâce au soutien inconditionnel des peuples soviétiques, au soutien inconditionnel des authentiques bolcheviques, etc. qu'il a pu mener sa politique de purge. En effet tout en politique est rapport de force. Si Staline était un tyran autoritaire détesté par tous, comment des gens auraient pu obéir à ses ordres ? Sur quelles forces se serait-il appuyé pour mener sa politique ?

C'est dans cette période que le "goulag" vit sa population augmenter. Beaucoup des membres de la déviation furent tout simplement exécutés, et souvent à la demande du peuple lui-même.

Après cet épisode, un certain nombre des gens inculpés furent graciés, y compris des éminents "bolcheviques" de la première heure que Staline avait côtoyé longtemps, et qu'il épargna dans un premier temps. Par exemple Kamenev et Zinoviev.

On le voit, en 1937, le peuple soviétique et son parti, avec à la tête Staline, étaient forts. Ils étaient résilients. Donc la tentative de coup d'état anti-bolchevique a échoué.

Mais évidemment les tentatives de détruire l'URSS ne s'arrêtèrent pas là. En 1953, une autre tentative de détruire le pouvoir des soviets réussit à éliminer la fraction bolchevique du parti (et Staline lui-même).

Mais pour comprendre comment on en est arrivé là, pourquoi Staline n'a pas pu empêcher cette contre-révolution de se faire, il faut revenir en arrière, voir la différence entre 1937 et 1953.

Et la différence, c'est que l'URSS avait subi de 1941 à 1945 une guerre des plus violentes et destructrices que le monde ait connu : 25 millions de morts soviétiques, des destructions immenses. Mais aussi plusieurs millions de communistes morts. Et parmi eux, d'innombrables communistes trempés dans les combats de la révolution, donc formés et aguerris.

Il y a un autre aspect, c'est aussi que pendant la guerre, Staline a du relâcher la pression sur toute une partie de l'appareil d'état. Il y a eu la suppression du double commandement dans l'armée (suppression des commissaires politiques dans l'armée). Elle donnait aux officiers de l'armée rouge plus de liberté, dans l'intérêt de la guerre. A l'arrière du front aussi toute une partie du contrôle a été relâchée. Aussi par manque de moyens car par exemple le NKVD (commissaires politiques) se battait sur tous les fronts, la guerre passait avant tout. Les généraux ont accumulé un pouvoir de plus en plus grand. A l'arrière toute une partie de l'appareil d'état se retrouvait loin du front, sans surveillance, avec des libertés accrues. Elle commença à se donner des privilèges. Bien sur c'est une question de rapport de force. Staline était obligé de composer avec eux afin que l'état fonctionne et que la guerre soit gagnée.

Après la guerre, le rapport de force était définitivement changé. Le camp de Staline était affaibli. Face à lui, plusieurs groupes d'opposition de plus en plus puissants. D'un côté l'armée et les généraux, des groupes privilégiés au sein de l'état, de l'autre les sionistes soutenus de l'extérieur, qui menaçaient l'intégrité de l'URSS aussi bien d'en bas que d'en haut. C'est ce petit monde qui a commencé à méthodiquement éliminer les partisans de Staline, par exemple Jdanov, le chef du kominform (réseau communiste international).

Après la mort de Staline en 1953, c'est Khrouchtchev qui tira ses marrons du feu. Après des intrigues, il a fini par s'imposer en 1956. Il diffusa secrètement son "rapport" accusant Staline de tous les maux (rapport écrit en fait par la CIA). Khrouchtchev réussit d'abord à satisfaire autant la classe exploiteuse naissante que les agents étrangers américains / sionistes. Même si ensuite les relations furent plus tendues... Voilà pourquoi l'URSS cessa d'être socialiste. Elle est devenue révisionniste.

Après cette période, Khrouchtchev commença des réformes. Par exemple celle de 1957 supprima les stations de machines et tracteurs pour vendre les moyens de productions aux kolkhozes (alors que Staline essayait au contraire de nationaliser la production agricole). Khrouchtchev décentralisa l'appareil d'état, le parti, et mit donc fin à la planification centralisée efficace. Cela donna plus de pouvoir aux bureaucrates locaux, les mit en concurrence. C'était le début du rétablissement du capitalisme et des nations au sein de l'URSS. Les entreprises d'état cessèrent donc d'être socialistes puisque les chefs cherchaient le profit, la rentabilité. La population n'avait plus aucun contrôle sur l'état, donc il n'était plus question de s'occuper de ses besoins. Au contraire, ce qui importait maintenant était le profit d'une minorité d'exploiteurs.

La formation marxiste fut saccagée, le kominform laissé pour mort, etc. En échange de cette destruction du réseau communiste international, Khrouchtchev a obtenu des américains une courte "coexistence pacifique".

Pour autant, peut-on dire comme certains l'affirment, que l'URSS révisionniste était impérialiste ? Selon la définition scientifique de Lénine de l'impérialisme, cela se discute.

Je rappelle les cinq points de la définition de Lénine de l'impérialisme.

« 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique;

2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière;

3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière;

4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde,

et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financiers, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. » - Lénine

En URSS révisionnistes, il y avait les points 1, 4 et 5, mais il manquait fondamentalement la base économique de l'impérialisme, à savoir le point 3.

En effet l'impérialisme se base sur l'exportation des capitaux d'une nation dans une autre. Il faut bien comprendre que l'URSS de Staline a tenté de dissoudre les anciennes nations de l'empire russe pour aboutir à une nation soviétique. Or Khrouchtchev n'a pas rétabli intégralement les anciennes nations (il a seulement préparé le terrain), et qui plus est il n'y avait pas non plus de capital financier en URSS, pas d'exportations de capitaux d'une RSS à l'autre. Ni à l'intérieur de la sphère d'influence (bloc de l'est), ni au sein de l'URSS. La politique des révisionnistes, bien qu'anti-socialiste, ne correspond pas à la définition scientifique de Lénine, qui remarquait déjà que l'impérialisme n'est pas une politique mais un stade de l'économie. Et que la domination d'une nation sur une autre existait déjà avant le capitalisme (et l'impérialisme).

Lénine a dit : « Kautsky s'est résolument élevé, en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non pas une « phase » ou un degré de l'économie, mais une politique, plus précisément une politique déterminée, celle que « préfère » le capital financier. »

Il ajoute : « Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux. »

L'URSS révisionniste exportait pétrole et armes (le pétrole, surtout après le choc pétrolier des années 1970). Il importait en échange du blé (car évidemment la politique agricole catastrophique rendait l'URSS dépendante aux importations de blé... des états-unis !).

Elle était donc sous certains aspects encore bloquée à un stade inférieur du capitalisme. La politique économique de Staline avait tout misé sur l'industrie lourde. L'industrie légère était certes plus rentable économiquement, mais les communistes se fichent de la rentabilité, puisque ce sont les besoins de la population qui comptaient. Et pour cela, il fallait d'abord une base d'industrie lourde pour construire bâtiments, infrastructures, armes, tanks (et on a vu comment l'industrie soviétique fut excellente durant la guerre), et également l'industrie légère, etc.

Donc les révisionnistes ont hérité d'un système économique difficile à rentabiliser. Du coup, peu d'accumulation du profit. Or pour passer au stade impérialiste, il faut que les monopoles accumulent des profits énormes. Ce n'était pas le cas en URSS révisionniste. Donc on ne peut pas qualifier totalement l'URSS d'impérialiste. En réalité, on peut parler d'embryon d'impérialisme car l'URSS révisionniste n'avait que certaines caractéristiques de l'impérialisme.

Déjà au milieu du 19^{ème} siècle, l'Angleterre possédait certains traits communs à l'impérialisme moderne alors qu'elle n'était pas impérialiste puisque l'impérialisme est apparu à la fin du 19^{ème} siècle.

« A noter qu'en Angleterre (...) deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIX^e siècle. (...) D'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre

de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. » - Lénine

Par conséquent il n'est ni entièrement vrai ni entièrement faux de parler d'URSS impérialiste à partir de la période Khrouchtchev. C'est vrai sous certains aspects et faux sous d'autres aspects.

En même temps l'URSS devait investir toujours plus dans la recherche militaire pour ne pas se laisser dépasser par les américains. Presque 50% du PIB passait dans le complexe militaro-industriel : sous-marins, missiles, etc. L'URSS il est vraie, par sa position géographique, était bien plus vulnérable que les états-unis (qui eux ne dépensaient que 7% du PIB dans l'armement, mais il faut dire qu'ils avaient aussi moins de retard à combler). Mais évidemment tout ça ne reposait sur rien car pendant ce temps les ventres étaient vides et la production agricole ne remplissait pas les besoins de base.

Évidemment, exporter du pétrole quand le baril valait 100\$, c'était une bonne affaire. L'URSS révisionniste pouvait alors masquer l'ampleur du désastre. Quand en 1983 une récession a commencé à frapper l'économie mondiale, le commerce de pétrole en a pris un coup. Le prix du baril s'est effondré. La seule solution pour l'URSS était d'éliminer ses concurrents sur le marché du pétrole. En premier lieu l'Arabie Saoudite. Et pour ça, il fallait que les "soviétiques" contrôlent le pipeline afghan. Bien sur les états-unis et les saoudiens ne se sont pas laissés faire...

En 1987 un krach mondial retentit, le prix du tomba au plus bas. La guerre en Afghanistan était un gouffre financier. Finalement, face à ce désastre, une fraction des élites soviétiques, inféodée aux USA, décida de liquider ce qu'il restait de soit-disant socialisme. Tout fut vendu, la sphère d'influence éclata. La perestroïka acheva de démanteler ce qui restait de niveau de vie. Les apparatchiks d'état se transformèrent en apparatchiks privés. L'URSS était endettée à hauteur de 70 milliards de dollar envers les USA ! Alors la partie était finie. Les élites "soviétiques" renoncèrent très vite, et eurent au moins la gentillesse de nous éviter une troisième guerre mondiale. Mais en 1991, nous voyons donc que ce n'est pas le communisme qui est mort, mais le révisionnisme !

CONCLUSION

Ce manuel n'est que la première partie d'un ouvrage plus grand.

Dans la seconde partie, nous parlerons des tâches pratiques des communistes, nous sortirons de la théorie pour entrer dans le concret.

J'ai décidé de séparer ces deux parties dans deux manuels différents afin que la seconde partie (plus courte) puisse être lue et éventuellement imprimée séparément, pour faciliter sa lecture et sa compréhension.

Il va de soi que les deux parties sont complémentaires. Après la théorie, la pratique !